ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

8 février 2007
7e année
No 5

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'équité à l'encontre du néolibéralisme et de la mondialisation

A propos du dernier livre de Norbert Blüm* – une critique fondée envers la CDU d'Angela Merkel

par Karl Müller, Allemagne

«Nous avons affaire à une économie qui s'oriente de plus en plus vers la dictature, du fait qu'elle tente de contraindre tout le monde dans la logique économique. Il s'agit pourtant, ici, d'une logique dévoyée […]. Un système économique qui allie régulièrement la croissance des profits avec les licenciements de personnel n'est, à la longue, pas viable.»

Les humains ne l'accepteront pas.
Norbert Blüm

Les riches et les puissants font la cour à *Angela Merkel*. Elle put, au forum économique de Davos, et cela pour la seconde fois consécutivement, tenir le discours d'ouverture le 24 janvier. Ce discours montre bien pourquoi on se précipite aux pieds d'Angela Merkel. L'air de ne pas y toucher, elle prétend que la mondialisation est une bonne chose, une véritable chance et non pas un risque. L'unification du monde a toutefois besoin de cadres politiques. Par exemple «plus de liberté». Pour Mme Merkel, cela signifie une extension du marché commun européen avec ses quatre principes de mondialisation: un commerce des biens et des services sans entraves, déplacement sans limites des humains, et surtout liberté de circulation des capitaux. Et tout particulièrement: «une interpénétration économique accrue entre l'UE et les USA». («Neue Zürcher Zeitung» du 25 janvier) Merkel rêve d'une «structure semblable au grand marché». (ibidem)

Merkel s'engage pour cette idéologie de *l'Homo œconomicus.*

En revanche, le livre de *Norbert Blüm,* celui qui fut pendant 16 ans ministre du travail et des affaires sociales en Allemagne, intitulé «Justice sociale. Une critique de l'Homo œconomicus», va en sens opposé.

Blüm appartient au même parti qu'Angela Merkel, mais un monde les sépare quant à leur vision de l'humanité, et ce n'est pas d'aujourd'hui.

Un comportement fait de droiture

L'auteur du présent article se souvient de l'automne 1973. Il était alors délégué, au plan national, du Cercle chrétien des Etudiants démocratiques (RCDS). L'assemblée se tint quelques semaines après le coup d'Etat sanglant de *Pinochet* contre le gouvernement chilien légitime. A l'intérieur du RCDS, proche de la CDU, les critiques qui s'étaient élevées contre ce putsch, organisé par la CIA, avaient été mal vues. De ce fait la prise de position de Norbert Blüm fut controversée. En effet, ce dernier ne s'en était pas tenu à la ligne informelle du parti. Le droit lui paraissait plus important. Il fit front et dénonça ce coup d'Etat. Cette prise de position est restée gravée dans la mémoire de l'auteur du présent article.

Dans son dernier livre, Blüm relate un événement, soit une rencontre avec Pinochet lui-même, au cours de laquelle il dénonça, sans se gêner, les méthodes brutales de tortures de la part du régime et exigea plus de justice.

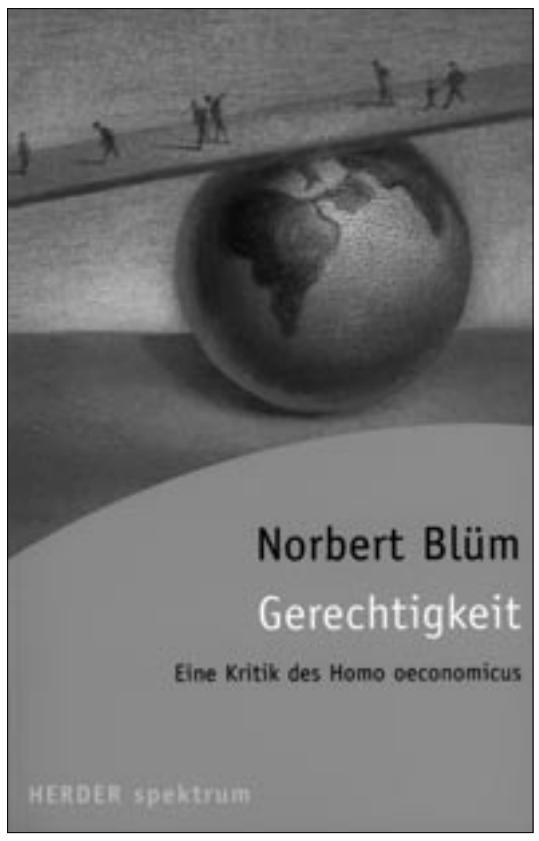
Norbert Blüm sut montrer son caractère dans une autre question. Depuis 2002, il s'engage fortement pour les Palestiniens dans les régions occupées et, dans ce sens, il entreprit plusieurs voyages, en commun avec *Rupert Neudeck,* en Palestine. Blüm critique ouvertement l'occupation israélienne et ne se laisse pas contraindre par d'éventuelles polémiques. La justice n'est pour lui, véritablement, pas qu'une question de discussion intellectuelle, mais une affaire de réalisations concrètes, de mise en pratique des idées fondamentales concernant la communauté de vie des humains.

Le livre de Blüm contient un préambule et 6 chapitres.

Les chapitres sont intitulés «Quelles sont les motivations de ce monde?», «Equité», «Conceptions de l'homme», «Le néolibéralisme», «La marchandisation de la vie» et «Un regard circulaire».

Le micro- et le macrocosme de la mondialisation

Le préambule permet de jeter un regard tant sur le microcosme que sur le macrocosme de la mondialisation. Dans le triangle géographique comprenant le Brésil–l'Argentine–le Paraguay on construit un immense barrage. Blüm nomme ce projet «une symbiose entre la folie des grandeurs et la plaisanterie». Nous avons des exemples identiques dans le monde entier – et précisément dans les pays qui sont le plus soumis au pillage. Des affiches publicitaires surdimensionnées, des films et des émissions télévisées présentant le monde sous ses couleurs les plus vives, un spectacle abject d'éblouissement et de richesse. Blüm s'en tient à la réalité: «Malheureusement, on trouve derrière la façade du progrès l'image de la misère: exploitation, oppression, mépris des gens.» A vue d'homme de ce gigantesque barrage, on assiste à la prostitution enfantine, au meurtre d'enfants. Les riches du pays vivent, isolés, dans des villas transformées en fortins. «Les gens ne veulent pas voir ce qui se passe en dehors» et «envoient leurs filles à l'école supérieure du commerce à Saint-Gall.»



Norbert Blüm «Gerechtigkeit. Eine Kritik des Homo oeconomicus», Freiburg 2006. ISBN 4-451-05789-1

Il existe des conventions internationales contre la misère. Mais tant qu'elles resteront collées au papier et que le nombre de ceux qui souhaitent les voir appliquées reste aussi modeste, il ne se passera rien.

Suite page 2

* *Norbert Blüm,* né le 21 juillet 1935, membre du Mouvement catholique des employés; de 1977 à 1987 président, au niveau fédéral, des commissions sociales du salariat chrétien-démocrate; de 1982 à 1998 ministre du Travail et des Affaires sociales.

A nos lecteurs

Afin de rendre accessibles à nos lecteurs hispanophones des articles de nos différentes éditions (en allemand, en anglais et en français), nous intégrerons à l'avenir dans notre édition française une page en espagnol (page 4).

Les faits tels qu'ils se présentent

Les chiffres ne sont pas capables d'expliquer notre monde, mais grâce à eux on peut se passer de mots. La fameuse liste des gens les plus riches, établie chaque année par la revue économique *Forbes* a connu en 2006 une nouvelle croissance, par la venue dans ce club de milliardaires de 102 nouveaux noms. 793 milliardaires sur notre planète se trouvent face à 3 milliards d'humains qui n'ont pour vivre que moins de 2 dollars par jour, 1,3 milliard doivent se contenter de moins de 1 dollar.

Le terme milliard recouvre des réalités différentes: qu'il décrive ceux qui les ont en fortune ou ceux dont c'est simplement le nombre des malheureux. Les 38 pays les plus riches de cette terre, comprenant 1,2 milliard d'habitants ont tous ensemble un produit intérieur brut de 26,7 billions (en Europe un billion = 1000 milliards) de dollars. Les pays pauvres doivent se contenter de 4,8 billions de dollars à répartir sur 5,476 milliards d'êtres humains.

Si on compte par jour, on arrive pour les uns à un revenu moyen de 60,96 dollars et pour les autres de 2,40. Dans notre pays [l'Allemagne] l'écart entre riches et pauvres est énorme. Le nombre de millionnaires n'a jamais augmenté aussi vite que dans les dernières années. En 1970, il y en avait 217 000, aujourd'hui ils sont plus de 1,5 million.

Les 358 familles les plus riches possèdent la moitié de la fortune mondiale. Les 500 plus grandes entreprises privées du monde contrôlent 52% du produit social mondial. Les 500 multinationales sont plus riches que les 133 pays les plus pauvres. Entre 1980 et 1995, la fortune globale des 100 plus grandes multinationales a crû de 700%. Ces chiffres ont été enjolivés au profit des riches et au détriment des pauvres. En effet, dans les chiffres concernant les pays pauvres on trouve aussi les revenus de leurs personnes les plus riches ce qui fait augmenter la moyenne. Cette dernière ne dit rien quant à l'étendue des données. Ce n'est qu'une moyenne arithmétique. Lorsque la pauvreté et la richesse augmentent parallèlement, la moyenne reste la même. Cette dernière n'est donc pas fiable pour déterminer l'étendue de la différence entre riches et pauvres. Si une personne mange deux saucisses à rôtir et une autre aucune, la moyenne sera d'une saucisse par personne, avec toutefois cette différence que l'un sera rassasié et l'autre affamé. L'écart entre riches et pauvres s'élargit. Les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. La fortune des milliardaires en dollars a augmenté de 57% entre 2003 et 2005. La différence de revenus entre les pays les plus riches et les plus pauvres ne cesse de croître. En 1820, l'intervalle était de 3 : 1, en 1950 il était de 35 : 1, en 1992 de 72 : 1. Dans 98 pays les revenus sont inférieurs à ceux d'il y a dix ans. En Afrique, ils se trouvent à 20% inférieurs au niveau d'il y a 25 ans.

Un milliard d'êtres humains n'a pas accès à l'eau propre. 600 millions ne vivent pas là où ils le voudraient du fait qu'ils ont été chassés ou qu'ils ont dû fuir. 30 000 personnes meurent chaque jour du fait de manque de nourriture et de boisson. Les enfants crèvent littéralement. 8000 enfants meurent chaque jour du fait de maladies qui auraient pu être évitées par la vaccination.

Pour beaucoup d'enfants, il n'y a pas de médecins, pas d'écoles, pour leurs parents pas de travail. Il y a un manque dans tout ce qui est vital.

250 millions d'enfants sont contraints au travail et dans les mêmes régions 900 millions d'adultes sont au chômage. Les enfants plient sous la tâche, les parents sont condamnés à l'oisiveté à la maison. Les uns sont affamés, alors que d'autres sont de vrais pots de graisse. Doit-on parler d'une schizophrénie globale? Le monde est pris de folie. Les seules dépenses en Amérique (8 milliards de dollars) et en Europe (11 milliards d'euros) pour des glaces et des produits cosmétiques pourraient suffire à couvrir les frais nécessaires à l'enseignement primaire de 2 milliards d'êtres humains, et à leur fournir l'eau potable.

Un rien de plus de justice – pas plus –, et la misère ne serait plus de ce monde. L'être humain «le couronnement de la création», «enfant de Dieu» – homo sapiens – animal rationnel. Quelle discordance entre les belles paroles pour enjoliver l'être humain et la réalité de la détresse dans laquelle se trouve la plus grande partie de l'humanité. Nous sommes capables de transporter des gens sur la lune, mais en même temps incapables de faire atterrir la justice sur cette terre.

A quoi sert la sonde sur Mars, alors que les puits du Sahara sont à sec? L'être humain, doté de raison, gaspille son intelligence dans des activités secondaires. Je ne participerai pas à la dispute sur les chiffres concernant la pauvreté. Car, même si les chiffres avancés étaient surfaits – ce qui est peu probable – la misère est criante. Ya-t-il scandale quand un enfant meurt de faim, ou bien en faut-il un million?

Les chiffres, les statistiques, les diagrammes sont un matériel mort. L'exigence de justice peut, par ces moyens, être soutenue, comme argument, mais ce n'est pas elle qui fera bouger les choses. C'est la conscience atavique des humains, d'avoir le droit d'être reconnus comme êtres humains, qui met le mouvement en marche. C'est un droit et non pas une aumône.

Tiré du livre de Norbert Blüm: «Gerechtigkeit. Eine Kritik des Homo oeconomicus», p. 15 sqq

«L'équité à l'encontre du …»
suite de la page 1

Blüm cite aussi les chiffres du macrocosme. Par exemple: «793 milliardaires dans le monde se trouvent face à 3 milliards d'êtres humains qui doivent vivre avec moins de 2 dollars par jour, dont 1,3 milliard avec moins de 1 dollar par jour.» Ou bien «Dans 98 pays, les revenus sont moindres qu'il y a dix ans.» Ou bien «1 milliard de gens n'ont pas accès à l'eau propre.» Ou bien «30 000 personnes meurent chaque jour parce qu'elles n'ont rien à manger ou rien à boire.» Ou bien «Les seules dépenses en Amérique (8 milliards de dollars) et en Europe (11 milliards d'euros) pour les glaces et les produits cosmétiques pourraient couvrir les frais pour assurer une éducation scolaire primaire et de l'eau propre à 2 milliards d'humains.» Ou bien, plus loin dans le livre: «Lorsque le cours quotidien des actions en bourse se modifie de seulement 1%, c'est 400 milliards de dollars qui se répartissent, sans bruit. C'est trois fois autant que le salaire gagné ce jour-là par tous les travailleurs du monde.» Ou bien «La mondialisation est le jouet exclusif d'une minorité de privilégiés, qui se prend pour l'humanité.»

L'aspiration à l'équité

«Les humains ne sont pas satisfaits du monde dans lequel ils vivent.» Cette phrase se trouve au début du 1er chapitre. Et à la fin de la première section on trouve: «Une vie réussie et honnête dans une société juste et bonne est le bonheur vers lequel nous tendons.»

En réponse à la question «Comment voulons-nous vivre ensemble?», Blüm rappelle les conquêtes spirituelles de l'histoire de l'humanité. «La volonté de justice traverse toute l'histoire de l'humanité», et «L'équité est la marque de l'humanité», et: «La volonté de justice s'affirme d'autant plus que le monde apparaît dans son aspect le plus sombre», et:«les puissants doivent pouvoir être jaugés à l'aune de l'équité», et: «Ce n'est pas la loi du plus fort qui représente la justice […], la justice […] est l'arme des faibles. Les forts n'en ont pas besoin. Les forts et les faibles ne peuvent vivre ensemble que sous la protection de l'équité», et: «Chacun a droit à la justice et personne ne doit être repoussé», et: «Le principe fondamental de l'équité est simple: reconnaître à chaque être humain sa dignité».

Equité: vertu et principe de société

L'équité est une vertu personnelle et un principe de société pour la formation des institutions qui apportent de l'ordre dans la vie commune des humains. «Sans vertu, l'équité reste un vœu pieux, sans institutions justes, l'équité reste sans effet.»

L'équité n'a rien à voir avec une «philosophie de l'utilité». «Toute l'histoire de la philosophie, d'*Aristote* à *Kant* s'inscrit en faux contre un tel dévoiement de la morale. Chaque être humain doit être vu sous l'angle d'une fin et non pas de moyen.» C'est pourquoi, l'équité ne pourra jamais accepter la «violation des droits humains».

Ces phrases sont d'une actualité brûlante face à la politique de puissance et de conquête actuelle, au fait que le droit des peuples et des humains est piétiné!

La doctrine de l'équité évoquée par Blüm, en quoi il s'appuie sur la doctrine sociale chrétienne, comporte d'autres conséquences pratiques: en premier lieu pour l'organisation économique dans un pays et dans le monde. L'inégalité scandaleuse entre les êtres humains, l'égoïsme féroce des profiteurs et la radicalisation de la conception du marché sont profondément injustes – et sont en contradiction avec les connaissances quant à la nature de l'être humain.

Dans la conclusion pastorale du deuxième concile du Vatican «Gaudium et spes» on peut lire: «L'ordre social et son évolution doivent s'orienter constamment dans le sens du bien-être des gens, car l'ordre des choses doit se mettre au service de l'ordre des personnes et pas inversement.»

Qu'est-ce que l'être humain? Une personne!

Mais qu'en est-il de «l'ordre de la personne», de l'être humain?

Ce n'est pas une petite roue dentée, échappée ou enfermée dans un collectif. On trouve ceci dans «Gaudium et Spes»: «L'être humain est dans sa nature profonde un être sociable et il ne peut ni vivre ni s'épanouir sans relation aux autres.»

L'être humain est aussi bien un individu qu'un être social. L'être humain est une personne: «Le personnalisme présente la ‹personne› qui se développe dans des relations humaines, en lieu et place d'un «Weltgeist» ou d'une matière sans âme. Ce ‹quelqu'un› est unique, mais pas seul». «Le fait d'être une personne signifie que je ne peux pas être exploité par quelqu'un d'autre, mais que je suis une fin en soi», ainsi s'exprima le philosophe religieux *Romanoa Guardini*. L'être humain n'est pas à disposition.

Norbert Blüm nous rappelle la question biblique: « Qu'as-tu fait au moindre de mes frères et sœurs?» – et par là à la position de l'être humain dans le monde: «On ne demande pas à l'humain de justifier ce qu'il a entrepris pour soi-même, mais pour les autres.»

Les «anciens» néolibéraux de l'économie de marché sociale

La politique, l'ordre économique doivent être jaugés à cette conception. Les pères de l'économie de marché sociale le savaient. Blüm parle de l'«ancien» néolibéralisme et entend par là des scientifiques et des politiciens comme *Walter Eucken, Franz Böhm, Alexander Rüstow*, *Wilhelm Röpke* et *Alfred Müller-Armack,* mais aussi, d'une certaine façon l'ancien ministre allemand de l'économie et chancelier *Ludwig Erhard*. Ces personnalités s'étaient engagées contre un ordre économique dirigé par les multinationales et pour une véritable concurrence dans le cadre d'un ordre économique orienté vers le bien-être général de la société, pour une «troisième voie» entre le communisme et le capitalisme.

Il en va tout différemment avec le «nouveau» néolibéralisme: «L'ancien libéralisme fut une conception de la société». Le ‹nouveau› libéralisme s'est dévoyé pour devenir une ‹conception commerciale›.» Le profit est le «dieu des néolibéraux». «La communauté se dissout, la société est atomisée. Tout ce qui est durable a vieilli. La morale n'est plus qu'une concertation à terme. Les structures ne sont plus que des condensés qui s'évaporent comme des gouttes de pluie sous les rayons de soleil. […] La libéralisation est comprise comme déchaînement, la mondialisation comme marginalisation. […] Le néolibéralisme n'est, dans sa substance, rien d'autre qu'une idéologie d'une férocité sans borne.»

Le «nouveau» néolibéralisme: Une révolution culturelle, de l'argent, encore de l'argent, toujours plus d'argent

Les trois principes du néolibéralisme sont: «dérégulation, concurrence et baisse des coûts». On peut y ajouter: la destruction d'un Etat, orienté vers le bien-être de sa population, et de ses missions; à la place, on met la course au profit dans tous les domaines d'existence, y compris les brevets privés pour les gènes et les cellules pour le «contrôle et l'utilisation du processus vital» – l'évocation prend le nom de «privatisation». Quant à l'être humain, déraciné, il s'appelle «l'homme flexible», le «nomade» à la recherche d'un emploi.

C'est une révolution culturelle: «Comme *Mao* et ses disciples, les néolibéraux se débarrassent de tout: la tradition, les conventions, les valeurs. […] Les nouveaux néolibéraux sont des maoïstes disparus de la circulation pour réapparaître dans les universités allemandes. Comme leur maître secret *Mao Zedong* en 1974, ils combattent, trois décennies plus tard, les quatre maux: une vieille culture, une vieille façon de penser, de vieilles mœurs, de vieilles coutumes.»

Leur personne idéale est un «autiste hédoniste». Ceux qui restent en rade n'ont droit qu'à des aumônes. Mais ni aumônes, ni prestations sociales ne remplacent l'équité. «L'inéquité ouvre de telles plaies que l'assistance ne peut suivre pour fournir les pansements.»

C'est véritablement alarmant d'entendre Blüm dénoncer la soumission de la «nouvelle» CDU d'Angela Merkel, mais aussi celle des évêques catholiques allemands «modernes» à cet état d'esprit d'aujourd'hui.

Quand on dit «liberté» – est-ce celle des milliardaires?

«Plus de justice par plus de liberté» est le titre d'un projet de programme sur les principes pour la CDU. Commentaire de Blüm: «Quelle nouvelle justice peut sortir de cet accroissement de libertés? Plus de liberté pour le capitalisme financier, qui domine la mondialisation, donne, il est vrai, une ‹nouvelle›, une autre justice, mais point en conformité avec celle entendue par le christianisme. ‹Plus de liberté pour *Bill Gates*› pour qu'il puisse ajouter quelques dollars à sa fortune personnelle de 55 milliards de dollars, tout en passant, en ce qui concerne le nombre de ses employés, occupés chez lui comme force d'appoint, du tiers des effectifs à la moitié? Est-ce que la multiplication de cette liberté à la Bill Gates se trouve être la justice dont on parle ici?»

Les évêques allemands avaient exigé en 2004: «Repenser le fait social». L'ancienne pensée sociale, estimaient les évêques, s'était développée vers une exigence «de mise en place d'une normalité toujours plus confortable». Alors Blüm s'interroge: «Le chômeur, qui a envoyé sans succès 200 demandes d'emploi, ne ressent pas sa situation comme ‹une normalité confortable›. Dans l'Etat social allemand, on a, au cours des dernières 20 années, plus réduit qu'ajouté. Où vivent les rédacteurs de tels textes?». Blüm met le doigt sur la personne à qui les évêques avaient confié la rédaction de leur texte: *Hans Tietmeyer,* l'ancien président de la «Deutsche Bundesbank» (Banque centrale allemande). Et Blüm cite les faits sur le plan social allemand: «11 millions de personnes dans notre pays sont pauvres ou en passe de tomber dans la pauvreté. 7 millions vivent au niveau de l'aide sociale, 5 millions n'ont pas de travail et 3 millions sont trop endettés. […] 10% de la population possèdent en Allemagne près de 47% de la fortune, et 50% doivent se contenter de 3,8% de la fortune. […] Selon *Caritas* la fraude fiscale coûte à l'Etat allemand 65 milliards d'euros. Les abus dans l'aide sociale ne s'élèvent qu'à 120 millions d'euros.»

L'Homo œconomicus n'est qu'une caricature de l'être humain

Blüm s'oppose à l'utilisation du terme de «responsabilité personnelle»: «Nous ne pouvons atteindre la responsabilité personnelle qu'au travers de la responsabilité collective. L'être humain ne se suffit pas à lui-même et il n'est pas autonome. Son être n'est pas isolé du reste. […] Réserver la responsabilité personnelle à des efforts privés est une confiscation idéologique qui porte atteinte à la responsabilité de la personne.»

L'Homo œconomicus, c'est-à-dire l'être humain réduit à une marchandise, est la figure de proue du monde néolibéral. Son slogan est: «L'argent, c'est ce qui compte. L'argent mène le monde […] Aucun geste de générosité ou d'affection n'a de valeur si cela ne se présente pas positivement pour les affaires. […] Les humains sont dotés d'un prix. Ce qui ne coûte rien, n'a pas de valeur.»

La représentation de l'Homo oeconomicus est matérialiste. C'est «la dernière marche de la dégénération de l'homo sapiens». C'est une forme minable, «névrosée», avec un «horizon restreint» et une «vision amputée de l'humain», une «caricature de l'être humain réel», qui ne sait pas que la plus heureuse expérience humaine consiste à «aimer sans retour; à exprimer sa confiance sans exiger d'assurance; à se lancer alors même qu'il apparaît que ce n'est qu'une aventure sans lendemain et sans profit.»

(Karl Rahner)

Les idées qui envahissent les têtes et les cœurs des humains

Norbert Blüm pense qu'on taira son nouveau livre. Ce n'est pas surprenant et ne fait que démontrer où nous en sommes actuellement. En revanche, c'est une consolation de savoir qu'une idéologie fausse et imposée, ne correspondant pas à la réalité, ne peut se maintenir. «Le capitalisme et le socialisme nous ont démontré que le matérialisme ne permet pas à l'humanité d'avancer. L'expérience pourrait nous faire gagner en intelligence.»

Il s'appuie sur la force des idées – mais il faut avant tout des gens qui s'impliquent pour ces idées: «Les gens qui se consacrent à une idée soulèvent des montagnes. L'idée du christianisme social est un grand espoir pour l'avenir; mais, sans le dévouement des humains, elles se perdent dans les sables.»

Très concrètement, Norbert Blüm expose à la fin de son livre une conception pour un monde du travail de plein-emploi, pour ceux qui le veulent. Non plus, essentiellement, dans la production, mais là où «les gens se rencontrent», un travail «qui sert aux gens», un travail qui se présente sous l'angle de cogestion et de copropriété. Et un système social d'entraide solidaire.

Il ne peut que suggérer. «Mon expérience propre m'a amené à considérer que les meilleurs objectifs sont ceux dont les gens sont convaincus qu'ils sont équitables. Des idées qui saisissent le cœur et la raison sont un élément puissant.» Sa dernière phrase du livre: «J'ai confiance en la force mondiale de l'équité. Elle gagne en puissance.» •

Forum social mondial 2007 à Nairobi

«La lutte contre la terreur ne peut être gagnée que si le monde change pour les pauvres et pour les riches»

La lutte contre la terreur ne peut jamais être gagnée «tant qu'il y a des conditions de vie dans le monde qui font désespérer les hommes» telle la pauvreté dégradante, la maladie et l'ignorance, a déclaré le prix Nobel et ancien archevêque *Desmond Tutu* devant les participants et participantes œcuméniques au début du *Forum social mondial* (FSM) 2007 à Nairobi.

«Dieu pleure», a dit Tutu devant la réunion œcuménique dans la *Holy Family Basilica* à Nairobi, quand il voit ce qui se passe d'horrible dans le monde d'aujourd'hui. «Dieu pleure et il dit: ‹Qui va m'aider à créer un autre monde dans lequel les riches savent qu'ils ont beaucoup obtenu afin de partager leur richesse avec d'autres et aider leurs semblables?›» Une création qui était très bonne «s'est transformée en cauchemar.»

Tutu a indiqué que «la loi fondamentale de notre existence» est que «nous sommes tous liés les uns aux autres». C'est pourquoi «nous ne pouvons atteindre nos buts que conjointement». Ce n'est qu'ensemble, que nous pouvons être libres et nous sentir en sécurité. Selon Tutu, cette loi est aussi valable en politique. «Pas même l'unique superpuissance peut être totalement indépendante; elle a besoin d'autres Etats.» Lors de ce premier congrès du FSM en Afrique, Tutu a fait appel aux Africains et aux Africaines d'être fiers de leur patrimoine. «Nous ne sommes pas les beaux-enfants de Dieu», a-t-il dit et il a rappelé le fait que c'était un Africain qui avait aidé Jésus à porter sa croix et que parmi les enseignants de la première paroisse se trouvaient aussi des Africains. Les performances de l'Afrique sont notamment d'avoir surmonté l'esclavage, le colonialisme et l'apartheid, a expliqué Tutu.

Parmi les membres de la coalition œcuménique globale du FSM 2007 on trouve notamment la *Conférence des Eglises de Toute l'Afrique* (CETA), le *Forum œcuménique brésilien, Caritas Internationalis,* la *Coopération internationale pour le Développement et la Solidarité* (CISDE), la *Fédération luthérienne mondiale* (FLM), *Pax Romana,* l'*Alliance réformée mondiale* (ARM), le *Conseil œcuménique des Eglises* (COE), la *Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants* (FUACE), la *Young Men's Christian Association* (YMCA). •

Source: *Conseil œcuménique des Eglises*, 24/1/07

Election présidentielle française 2007

«Il est temps que la France sorte de l'OTAN»

Entretien avec Monsieur Nicolas Dupont-Aignan

Monsieur Nicolas Dupont-Aignan, député de l'Essonne, 44 ans, a annoncé, le 14 janvier 2007 au Congrès de l'UMP, vouloir se présenter aux élections présidentielles. A cette occasion il a dénoncé la «dérive libérale atlantiste et conservatrice» de Nicolas Sarkozy et de son parti et quitté son mouvement. Il se dit aujourd'hui «soulagé à l'idée de pouvoir s'exprimer librement et en cohérence avec ses convictions résolument Gaullistes et républicaines». Il a répondu aux questions de Silvia Cattori pour l'hebdomadaire suisse Horizons et débats.

Silvia Cattori: Vous n'avez pas mâché vos mots pour indiquer votre désaccord avec la ligne politique de M. Nicolas Sarkozy, à l'annonce de votre candidature aux présidentielles le 14 janvier 2007. Votre démission de l'UMP n'est-elle pas l'expression d'un rejet des clivages qui enveniment le débat sans répondre aux véritables préoccupations des citoyens? Une candidature hors des partis et appareils, comme la vôtre, peut-elle créer la surprise, amener les électeurs de droite comme de gauche à voter dans le sens contraire à celui du vent, comme lors du referendum de mai 2005 où les Français ont rejeté le traité constitutionnel alors que les médias et les grands partis appelaient à voter oui?
Nicolas Dupont-Aignan: Aujourd'hui, je ne sais pas. Ce qui est certain, c'est que les Français n'en peuvent plus de cette bipolarisation imposée par les grands médias, qui est totalement déconnectée de la réalité et de leurs problèmes. Sommes-nous encore en démocratie? A lire les sondages, on peut s'interroger mais, heureusement, en France, il y a toujours une énorme différence entre les sondages et le vote. Donc je crois qu'il peut y avoir des surprises demain.

Lors du référendum, vous étiez allé à contre courant de votre parti en appelant à voter NON. Or, sur ce traité qui confisquait les libertés et les conquêtes sociales, dotait l'Union européenne d'un programme néolibéral et subordonnait la politique de sécurité européenne à l'OTAN et aux Etats-Unis, le parti socialiste avait lui appelé à voter OUI. Et, à ce jour, ni Mme Royal ni M. Sarkozy ne semblent vouloir renoncer. Le débat droite-gauche, tel qu'il s'exprime, ne s'est-il pas vidé de son sens?
Si, puisque les deux partis proposent de faire revoter la constitution européenne, soit par le Parlement – M. Sarkozy – soit par le peuple – Mme Royal – alors même que les Français ont clairement refusé cette Constitution. Voilà pourquoi je suis candidat! Pour dénoncer ce double discours permanent.

Par votre candidature, entendez-vous intervenir de façon à faire respecter le vote des Français?
Je crois qu'il est vital de bloquer cette intention qu'ils ont, de faire revenir les candidats sur la constitution. Je veux, pendant cette campagne, obliger l'ensemble des candidats à clarifier publiquement leur projet européen.

L'endettement de la France n'est-il pas un problème qui risque de la priver en partie de cette indépendance que vous voulez sauvegarder?
L'endettement de la France est, certes, encore trop élevé. Pour autant, il est inférieur à celui de beaucoup d'autres pays. C'est pourquoi je crois qu'il faut d'abord relancer la croissance économique en changeant de politique économique et que la réduction de l'endettement viendra après.

Aujourd'hui, il y a des indices de nouvelles guerres israélo-américaines en préparation au Moyen-Orient. Or, force est de constater que, ni Ségolène Royal, ni Nicolas Sarkozy n'ont exprimé aucune vision claire sur ces questions de politique étrangère et de défense qui intéressent les citoyens et qui sont, en France, de la compétence du président. Les rares fois où ils se sont exprimés, n'ont-ils pas jeté de l'huile sur le feu? Nous pensons en particulier à la visite de Ségolène Royal au Moyen-Orient et à ses propos sur le nucléaire iranien.[1] Et aussi aux propos adressés par M. Sarkozy à M. Bush, qui désapprouvaient la position adoptée par M. de Villepin à l'ONU, c'est-à-dire le refus de participer à la guerre contre l'Irak en 2003. Quelle est votre position sur ces questions de politique-étrangère?
Nous sommes à la veille d'un changement profond de la politique étrangère de la France si M. Nicolas Sarkozy ou Mme Ségolène Royal devaient être élus. L'un et l'autre n'ont jamais caché leur proximité des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, qu'ils citent souvent pour modèle. Il va de soi, là aussi, qu'il faut ouvrir les yeux des Français et obliger les deux candidats à faire évoluer leurs positions car un changement de politique étrangère serait très dommageable à notre pays. Je crois au contraire que l'on a besoin, plus que jamais, d'une politique indépendante à l'égard des Etats-Unis. Il ne s'agit pas de s'opposer aux Etats-Unis par principe, mais il s'agit simplement d'être un acteur du futur monde multipolaire qui est en train de naître car, plus que jamais, si l'on veut désamorcer les crises, il est temps que la France affirme ses positions, voire sorte de l'OTAN pour amorcer une ébauche de défense européenne.

Nicolas Dupont-Aignan (photo mad)

Après l'effondrement de l'Union soviétique et la dissolution du Pacte de Varsovie, quelle raison y avait-il de conserver l'OTAN? N'aurait-il pas fallu alors que chaque pays européen se retire de l'Alliance atlantique? Ne pensez-vous pas que les Etats-Unis se servent aujourd'hui de l'OTAN comme d'une sorte de légion au service de leurs guerres anti-arabes et antimusulmanes et que les Etats européens membres de l'OTAN sont sous leur dépendance?
L'OTAN n'a plus de raison d'être. Il est normal qu'il y ait une organisation et que la France siège au Conseil de l'organisation générale. En revanche je regrette la manière dont elle rentre progressivement, par des accords négociés, dans l'organisation militaire. Il faut rétablir la position qu'avait décidée le *général De Gaulle*. Oui à la participation à l'alliance, non à la participation à l'organisation militaire intégrée. L'OTAN ne doit pas être un moyen pour les Etats-Unis d'organiser leur garde rapprochée et d'alimenter le choc des civilisations. C'est pourquoi la France devrait prendre ses distances avec l'OTAN le plus rapidement possible et inviter les pays européens qui veulent en sortir à se rapprocher pour vraiment créer un pôle européen de défense.

La France a envoyé des troupes en Afghanistan où l'OTAN a engagé 40 000 soldats dans une guerre américaine offensive qui n'est pas compatible avec ses statuts. Sur l'OTAN et les Etats-Unis, la vision de Mme Merkel contraste avec l'esprit d'indépendance dont le Ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie a fait montre quand elle a dénoncé les violations par Israël de l'espace aérien au Liban; et plus récemment, quand elle a refusé de laisser les troupes spéciales françaises au sud de l'Afghanistan sous le commandement du Pentagone et a annoncé leur retrait. La France n'a-t-elle pas indiqué par là, qu'il n'appartient pas à l'Alliance atlantique de réprimer une insurrection en Afghanistan et qu'il est urgent de modifier la stratégie de l'OTAN?
Je crois que c'est à la France de tirer les leçons de cette dérive. Je crois que la France devrait se retirer d'Afghanistan le plus vite possible, et laisser l'OTAN devant ses responsabilités.

Le fait que l'Alliance Atlantique a cessé d'être une alliance défensive semble vous préoccuper. Or, curieusement, les dérives de l'OTAN, le fait de savoir que des membres de l'OTAN sont enrôlés dans des guerres illégales, ne semblent pas inquiéter les partis, à droite comme à gauche. On n'entend pas non plus les dirigeants du parti socialiste et des Verts dénoncer ces dérives. Et pourtant, ne s'agit-il pas là de questions qui touchent à la sécurité des peuples et qu'il est urgent de soumettre à un débat public?
Il est clair que l'OTAN est en train de changer de rôle. Les socialistes et les Verts ne veulent pas prendre leurs responsabilités en matière de défense. Je crois, au contraire, qu'il est indispensable d'être cohérents. A partir du moment où je pense que l'OTAN sort de son rôle, il va de soi que je suis en faveur d'un effort de défense important de la France et des autres pays de l'Europe. Car, on ne peut pas critiquer les Etats-Unis et, en même temps, s'en remettre à eux pour assurer notre protection. Il faut donc, à la fois être un partenaire franc des Américains, et leur dire la vérité; et d'autre part renforcer notre budget de la défense nationale en harmonisant davantage notre programme militaire européen.

Il y a de grandes divergences de vues entre les Etats européens. Les Britanniques, les Allemands, les Néerlandais apportent un appui total à la politique belliciste des Etats-Unis. Les Etats n'ont-ils pas perdu leur souveraineté?
Oui, mais le temps viendra où les opinions publiques évolueront. La France ne doit pas être complexée de sa propre position. Elle doit être elle-même, sans animosité à l'égard de ses partenaires, mais en devançant les choses. Nous seront des précurseurs. L'Europe, si elle veut un jour conquérir son indépendance, devra fournir un effort militaire. Et il s'agit pour nous simplement de montrer le chemin.

Le rejet du référendum ne demandait-il pas la réorientation d'une construction européenne qui a été agrandie à 27 sans consulter les peuples? Or, n'avez-vous pas le sentiment qu'avec Mme Merkel, qui assure la présidence européenne pour six mois, l'Union Européenne va s'acheminer, vers une politique hostile à l'Europe et conforme aux intérêts bellicistes des Etats-Unis?
Mme Merkel veut, avec les dirigeants européens, couper la parole aux peuples, imposer à la France et aux autres peuples une constitution dangereuse pour l'Europe elle-même. La France doit résister. C'est pourquoi je suis candidat à l'élection présidentielle, parce que je veux mobiliser un maximum de Français pour dénoncer cette tentative de contournement de la souveraineté populaire française. Il ne s'agit pas d'un conflit entre la France et les autres pays. Il s'agit d'un désaccord majeur entre les élites européennes et les peuples.

On comprend que vous entendez contribuer à élever le débat et à servir une politique qui aille dans le sens des intérêts des Français et d'une politique internationale qui respecte le droit. Mais comment faire entendre sa voix dans ce débat polarisé sur deux candidats, que vous avez qualifié vous-même de «verrouillé par la pensée unique et la politique-spectacle»? Les médias électroniques vont-ils être le lieu d'un débat honnête et pluriel?
Les médias électroniques sont essentiels. Internet va prendre une importance considérable dans la campagne. Je crois qu'il ne faut pas se décourager, que toute l'histoire de France a été le lieu de ce conflit entre certaines élites aveugles et démissionnaires et certaines personnalités, quelles que soient leurs origines, qui essayent de réveiller les peuples. Ce n'est que le début d'un long combat.

En résumé. Vous semblez motivé par l'idée de revenir à un monde multipolaire et de veiller à ce que les décisions prises à Bruxelles ne soient pas contraires à la démocratie. Ce qui reviendrait à dire que, face à une Ségolène Royal compromise dans le soutien à un traité qui brade l'indépendance de la France et à un Nicolas Sarkozy totalement inféodé aux Etats-Unis, vous allez vous battre pour protéger votre pays de tout alignement sur la superpuissance américaine et d'une américanisation de l'Europe?
Exactement, j'ai écrit un livre qui s'appelle «Français reprenez le pouvoir», aux Editions de l'Archipel. Dans ce livre, j'explique mon projet politique. Je suis convaincu, qu'un jour ou l'autre, les Français reprendront le pouvoir. J'espère qu'ils ne tarderont pas trop.

Pensez-vous que, face aux candidats des autres partis, votre projet peut drainer une majorité de Français, toutes tendances confondues ?
Pas aujourd'hui. Mais il faut toujours préserver l'avenir dans la vie, et on ne sait jamais. Il faut faire son devoir. Voilà. Je fais mon devoir de citoyen libre, et de candidat libre pour une France libre et une Europe libre et indépendante.

Avez-vous le sentiment que les électeurs de l'UMP attachés à sauvegarder l'indépendance de la France – donc à maintenir leur opposition à l'atlantisme – sont nombreux à désapprouver l'alignement de M. Sarkozy sur les Etats-Unis, et prêts à vous suivre? Et, maintenant que Jean-Pierre Chevènement, ouvertement non atlantiste, a renoncé à présenter sa candidature, comptez-vous également sur l'appui d'électeurs de gauche?
J'en suis sûr. Il y a beaucoup de gens de gauche, comme de droite, qui me rejoignent, des gens libres, qui ne croient plus du tout dans les deux candidats du show biz et de la politique-spectacle. •

Cet entretien a eu lieu le 22/1/07.

[1] Mme Royal s'oppose au Traité de non-prolifération nucléaire (dont la France est pourtant partie prenante). Selon elle, un pays signataire ne devrait pas avoir le droit automatique de développer d'industrie nucléaire civile, au motif qu'il pourrait ultérieurement utiliser son savoir-faire et ses installations pour développer des programmes nucléaires militaires.

Elecciones presidenciales en Francia 2007

«Es tiempo de que Francia salga de la OTAN»

Niolas Dupont-Aignan: Entrevista por Silvia Cattori, periodista suiza

La fusión de los principales partidos de derecha permitió a los atlantistas pasar por encima de los gaullistas, con su campeón Nicolas Sarkozy, como candidato por el partido UMP. Nicolas Dupont-Aignan está ahora en las filas de la resistencia, renunció a su militancia en el partido único de la derecha, y anunció que es candidato a la elección presidencial. Contesta las preguntas del semanario suizo Horizons et débats, miembro de la Red Voltaire.

Nicolas Dupont-Aignan es diputado por el departamento de Essonne, al sur de París, y anunció el 14 de enero de 2007 en el congreso de UMP su intención de presentarse a las elecciones presidenciales. Denunció allí «el desliz liberal atlantista y conservador» de Nicolas Sarkozy.

S. C.: Usted ha sido muy directo para convencer a electores de derecha e izquierda, contra Nicolas Sarkozy. Su renuncia a seguir en las filas del partido UMP ¿acaso expresa un rechazo al empantanamiento del debate entre falsas alternativas, sin responder a las verdaderas preocupaciones de los ciudadanos? ¿Puede su candidatura, fuera de partidos y aparatos, crear la sorpresa como en ocasión del referéndum acerca de la constitución europea, cuando Usted llamó a votar no, y supo convencer, a pesar de que todos los grandes partidos y los medios llamaban a votar el sí?

NDA: No lo sé, pero lo cierto es que los franceses ya no aceptan esta bipolarización impuesta por los medios masivos, desconectada de la realidad y de sus problemas. ¿Seguimos aún en democracia? Si nos guiamos por las encuestas de opinión, parecería que no, pero en Francia siempre ha habido una gran diferencia entre lo que dicen las encuestas y lo que vota la gente. Sí, podría haber alguna sorpresa el día de mañana.

¿Tiene algún sentido todavía el debate entre derecha e izquierda, en sus formas de expresión actuales, cuando sabemos que tanto Royal como Sarkozy llamaban a ratificar el programa neoliberal de la Unión Europea, con reducción de las libertades, retrocesos sociales, sometimiento la seguridad europea a la OTAN y a los Estados Unidos, etc?

Los dos partidos siguen llamando a votar a favor de la Constitución europea, aun cuando los franceses la rechazaron rotundamente. Por esto mismo soy candidato, para denunciar este doble discurso permanente.

¿O sea que Usted interviene para que se respete el voto de los franceses?

NDA: Creo que es vital bloquear esta proposición de volver a la constitución. Durante esta campaña, quiero obligar a los candidatos a clarificar públicamente su proyecto europeo.

¿La deuda de Francia acaso no es un problema que paraliza la independencia a la que Usted aspira?

El endeudamiento de Francia es exagerado, sí, pero es menor que el de muchos otros países. Por esto creo que lo primero es impulsar el crecimiento económico, y después llegará el momento de reducir la deuda.

Hoy hay señales de guerras israelí-americanas preparándose en el Medio Oriente. Pero ni Royal ni Sarkozy han demostrado tener una visión clara sobre estas cuestiones de política exterior y defensa, que afectan a los franceses, y que decide el presidente. Las pocas veces en que se expresaron, echaron leña al fuego. Pienso en la visita de Royal al Medio Oriente, a sus declaraciones sobre la industria nuclear iraní. Y también pienso en lo que le dijo Sarkozy a Bush, desaprobando la posición de Villepin en la ONU, es decir la negativa a participar en la guerra contra Irak en 2003. ¿Cuál es su posición sobre estos temas de política exterior?

Estamos en vísperas de un cambio profundo de la política exterior de Francia, en el caso de que Royal o Sarkozy salgan elegidos. Ni uno ni otro han ocultado nunca su afinidad con USA y Gran Bretaña, que son sus modelos, y lo confiesan. Hay que abrirles los ojos a los franceses, y obligar a los dos candidatos a cambiar su posición. Un cambio de política exterior sería muy dañino para nuestro país. Necesitamos más que nunca una política independiente de USA. No se trata de oponerse a USA por principio, sino de ser actores del nuevo mundo multipolar que está surgiendo, pues si queremos desactivar las crisis, Francia debe reafirmar sus posiciones e incluso salir de la OTAN tal vez, para esbozar una defensa europea común.

Después del derrumbe de la Unión soviética y la disolución del Pacto de Varsovia ¿qué razones quedaban para conservar la OTAN? ¿Debió cada país europeo retirarse de la Alianza atlántica? ¿Cree Usted que USA utiliza a la OTAN como una legión al servicio de sus guerras anti árabes y anti musulmanes, y los Estados europeos miembros de la OTAN están bajo su dependencia?

La OTAN ya no tiene razón de ser. Es normal que exista una organización, y que Francia tenga una sede en el consejo de la organización general. Pero lamento la forma en que se viene metiendo progresivamente, por acuerdos negociados, dentro de la organización militar. Hay que restablecer la posición decidida por de Gaulle. Sí a la participación en la alianza, no a la organización militar integrada. La OTAN no debe ser un medio para que USA organice su protección y alimente el choque de civilizaciones. Por esto Francia debería retomar sus distancias con la OTAN cuanto antes, e invitar a los países europeos que quieren salir de la misma a un acercamiento mutuo para crear un polo europeo verdaderamente europeo.

Francia envió tropas a Afganistán, donde la OTAN ha llevado a 40 000 soldados a una guerra estadounidense de ofensiva incompatible con sus estatutos. Acerca de la OTAN y USA, la visión de Merkel contrasta con el espíritu de independencia de la ministra francesa de defensa Alliot-Marie, quien denunció las violaciones israelíes del espacio aéreo en el Líbano. En fecha más reciente se negó a dejar a las tropas especiales francesas en el sur de Afganistán bajo el mando del Pentágono, y pidió su retirada. ¿Acaso Francia no ha indicado allí que no le corresponde a la Alianza atlántica reprimir una insurrección en Afganistán, y que es urgente modificar la estrategia de la OTAN?

Nicolas Dupont-Aignan (photo mad)

Creo que le corresponde a Francia sacar las enseñanzas de esta deriva. Francia debería retirarse de Afganistán cuanto antes, y dejar a la OTAN frente a sus responsabilidades.

El hecho de que la Alianza haya dejado de ser una alianza defensiva parece preocuparle. Sin embargo, no parece preocupar a los partidos de derecha ni de izquierda el hecho de que los miembros de la OTAN se encuentren enfrascados en guerras ilegales. Tampoco se oye a los dirigentes socialistas ni verdes denunciar estos deslices. Son cuestiones que afectan la seguridad de los pueblos, y tal vez sea urgente someterlas a debate público, ¿no?

A todas luces, la OTAN está cambiando de papel. Ni socialistas ni verdes quieren asumir sus responsabilidades en materia de defensa. Por el contrario creo que es imprescindible ser coherentes. A partir del momento en que pienso que la OTAN sale de su papel, estoy a favor de un esfuerzo de defensa importante por parte de Francia y demás países de Europa. Pues no se puede al mismo tiempo criticar a USA y descansar en ellos para nuestra protección. Hay que ser a la vez socios sinceros de USA, y decirles la verdad; pero además debemos reforzar nuestro presupuesto de defensa nacional, harmonizando más nuestro programa militar europeo.

Hay grandes divergencias entre los Estados europeos. Ingleses, alemanes y holandeses respaldan totalmente la política belicista de USA. ¿Acaso los Estados han perdido ya su soberanía?

Ya llegará el momento en que las opiniones públicas evolucionen. Francia no debe acomplejarse con su propia posición. Debe ser ella misma, sin animosidad con sur socios, pero adelantándose a las cosas. Seremos precursores. Si Europa quiere conquistar algún día su independencia, deberá hacer un esfuerzo militar. Lo que debemos hacer simplemente es mostrar el camino.

El rechazo al referéndum ¿no suponía una reorientación de una construcción europea ya agrandada a 27 países sin consulta de los pueblos? ¿No tiene usted el sentimiento de que con Merkel, que asume la presidencia del consejo europeo por seis meses, la Unión europea se va a encaminar hacia una política hostil a Europa y conforme con los intereses belicistas de USA?

Merkel quiere, junto con los dirigentes europeos, quitarles la palabra a los pueblos, imponer a Francia y a los demás pueblos una constitución peligrosa para Europa misma, y Francia debe resistir. Por esto es que soy candidato a la elección presidencial, porque quiero movilizar al mayor número de franceses y denunciar esta tentativa para burlar la soberanía popular francesa. No se trata de un conflicto entre Francia y otros países, sino de un desacuerdo mayor entre las elites europeas y los pueblos.

Se entiende que Usted quiere ayudar a elevar el debate y servir una política que vaya en el sentido de los intereses de los franceses, una política internacional que respete el derecho. Pero ¿cómo hacerse escuchar en este debate polarizado entre dos candidatos, cuando Usted mismo ha dicho que está «preso en las redes del pensamiento único y la política como show»? ¿Acaso el debate honesto y plural se va a dar en los medios electrónicos?

Los medios electrónicos son determinantes. Internet va a tomar una importancia enorme en la campaña. No hay por qué desalentarse, la historia de Francia siempre ha dado lugar al conflicto entre algunas elites ciegas y entreguistas frente a algunas figuras, de diverso origen, que tratan de despertar a los pueblos. No es sino el principio de un largo combate.

En resumidas cuentas, a Usted le mueve la idea de volver a un mundo multipolar y velar porque las decisiones tomadas en Bruselas no sean contrarias a la democracia. Esto implicaría que, frente a Royal comprometida en el apoyo a un tratado que regala la independencia de Francia y a Sarkozy totalmente dócil a USA ¿usted va a luchar para proteger a su país de cualquier alineamiento con la super potencia USA y la americanización de Europa ?

Eso, exactamente; escribí un libro que se titula *¡A retomar el poder, franceses!* En el libro, explico mi proyecto político, y estoy convencido de que el día llegará en que los franceses retomarán el poder; esperemos que no tarden demasiado.

¿Piensa usted que frente a los candidatos de los demás partidos, su proyecto puede atraer a una mayoría de los franceses, de diversas tendencias?

Todavía no, por ahora; pero siempre hay que preservar el porvenir, y nunca se sabe. Uno tiene que cumplir con su deber, y cumplo con mi deber de ciudadano libre, y candidato libre para una Francia libre, y una Europa libre e independiente.

¿Tiene Usted el sentimiento que los electores de UMP interesados por salvar la independencia de Francia – y mantener su oposición al atlantismo – son muchos? ¿Son muchos los que desaprueban el alineamiento de Sarkozy con USA, y estarían listos para seguirle a Usted? Y ahora, cuando Jean-Pierre Chevènement, abiertamente no-atlantista, acaba de renunciar a presentar su candidatura, cuenta Usted también con el respaldo de electores de izquierda?

De esto estoy seguro. Hay mucha gente de izquierda y de derecha, que se me unen, gente libre, que ya no cree para nada en los dos candidatos del show biz, de la política como espectáculo. •

(Traducción de *Pedro León*)

A nuestros lectores

Deseando proporcionar algunos artículos de nuestras diferentes ediciones (en alemán, inglés, y francés) también a los lectores en los países de habla hispana incluiremos desde ahora en la edición francesa una página en castellano.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Les Serbes seront-ils les esclaves de l'OTAN?

La Serbie après les élections

par Jürgen Elsässer, Berlin

Les félicitations viennent de toutes parts. *Frank-Walter Steinmeier* (SPD) a salué le résultat des élections en Serbie. On y a élu un nouveau parlement. Le ministre fédéral allemand des Affaires étrangères voit là «des conditions favorables à la formation d'un gouvernement en Serbie qui mènera celle-ci sur la voie européenne.»

Le Haut Représentant de l'UE pour la PESC *Javier Solana* a également exprimé l'espoir qu'«un gouvernement constitué de forces pro-européennes et démocratiques pourra être formé» à Belgrade. Le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères *Jean Asselborn* a déclaré qu'il attendait un gouvernement qui coopère «parfaitement» avec le Tribunal de La Haye, ce qui signifie en clair extradition d'anciens fonctionnaires du parti et de l'armée qui y sont accusés de crimes de guerre.

Polarisation

Les élections ont entraîné une nouvelle polarisation du paysage politique. Aussi bien les partis favorables à l'OTAN que les adversaires de la politique occidentale peuvent être satisfaits, même si les premiers ont obtenu davantage de voix. Le perdant est le centre politique, qui formait le gouvernement jusqu'à présent. Le fait qu'il ait louvoyé entre les extrêmes n'a pas été apprécié des électeurs. Le centre des forces favorables à l'OTAN est le Parti Démocratique (DS) qui a été fondé par le Premier ministre *Zoran Djindjic*, assassiné en 2003. Ce parti a obtenu 22,7% des voix et a ainsi presque doublé son résultat aux dernières élections, en 2003. Encore plus remarquable est le fait qu'une nouvelle Alliance néolibérale (LDP) ait obtenu 5,3% des voix. Les militants les plus importants de ce projet typiquement «orange» autour de l'ancien adjoint de Djindjic, *Cedomir Jovanovic*, proviennent du mouvement étudiant *Otpor*, qui a été financé en grande partie par les Etats-Unis, notamment par le multimilliardaire *Georges Soros.* En 2003, *Otpor* était encore allié avec le DS. Si cette fois il ne s'était pas présenté séparément en tant que LDP, le résultat du DS aurait été encore meilleur. Le troisième élément de ce groupe pro-occidental est le parti G17plus qui se compose de réformateurs de l'économie et qui, avec ses 6,8%, ne pouvait pas conserver son dernier résultat (11,6%).

Le noyau dur des forces anti-OTAN est le Parti radical serbe (SRS). Avec ses 28,3%, il est de nouveau la formation la plus forte et a même gagné 100 000 voix par rapport à 2003. L'actuel chef du parti *Tomislav Nikolic* a qualifié cette victoire d'«historique», mais il a dû en même temps admettre que son parti ne pouvait pas former de gouvernement faute de partenaire. Même si le Parti socialiste (SPS) a obtenu, avec ses 5,6%, un meilleur résultat que prévu, son score est moins bon qu'en 2003 (7,7%). Et ces résultats sont très éloignés des quelque 30% de l'ère *Milosevic* quand le SPS était allié avec le SRS dans des gouvernements de coalition. Ce qui est encore pire, c'est que la plupart des électeurs sont des adversaires déclarés de l'OTAN, mais il faut croire que la direction du parti, sous le nouveau président *Ivica Dacic,* est capable de n'importe quel compromis.

Le perdant, c'est Kostunica

A Belgrade, depuis 2004, c'est le Parti démocratique de Serbie (DSS) du Premier ministre *Vojislav Kostunica* qui gouvernait avec le G17plus et le Mouvement serbe du renouveau (SPO) du ministre des Affaires étrangères *Vuk Draskovic.* Mais après que Draskovic fut devenu en quelques années le favori de l'occident après avoir été monarchiste puis allié de Milosevic, son SPO s'est morcelé et il a obtenu tout juste 4,5% des voix. Le parti Nouvelle Serbie (NS), qui était encore allié au SPO pour les élections de 2003, s'est laissé porter cette fois par le DSS, ce qui n'a pas profité au DSS. Avec ses 16,4%, celui-ci n'est parvenu qu'à la troisième place, derrière le SRS et le DS. On ne pourra donc plus renouveler l'ancienne coalition, même si le SPS se montre tolérant.

Pour la formation d'un gouvernement, il n'y a que deux solutions: soit une alliance entre les partis prétendument démocratiques avec le DS et le DSS comme principaux piliers. Cela serait une réédition de l'alliance DOS qui a renversé Milosevic en 2000 et a gouverné jusqu'en 2003. Ce serait le plus cher désir des hommes politiques cités en début d'article; soit un changement d'orientation du DSS qui le rapprocherait du Parti radical et des Socialistes, vision d'horreur pour Washington, Berlin et Bruxelles. Le DSS, malgré sa faiblesse, est donc celui qui fera pencher la balance à Belgrade.

Il y a des partisans des deux options au sein du DSS. Aux niveaux national et international, Kostunica est considéré comme un «nationaliste modéré», ce qui signifie qu'il cherche une solution intermédiaire entre l'adaptation à l'occident et le patriotisme. Cela n'a pas vraiment marché jusqu'à présent, et ce sera peut-être définitivement impossible si l'OTAN et l'UE insistent sur le détachement du Kosovo. C'est seulement le 26 janvier, quand *Martti Ahtisaari*, envoyé spécial de l'ONU pour les pourparlers sur le statut final du Kosovo, présentera son plan pour le statut de cette province en crise, que commenceront les discussions au sein du DSS à propos d'une coalition. On prendra une décision que les électeurs ne pouvaient pas prendre, celle de savoir si les Serbes deviendront les esclaves de l'OTAN ou s'ils reprendront après huit ans d'interrègne le combat qu'ils n'avaient pas perdu en 1999. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Réfléchir sur la Yougoslavie: le massacre aux bords de la Morava – en notre nom

L'attaque de l'OTAN contre la population civile, le 30 mai 1999 en plein jour

*par Hans Wallow**

Vesna Milenkovic, la mère de Sanja qui a été tuée, dans la chambre de sa fille. Cette femme, qui a grandi à Ingolstadt, demande des éclaircissements sur la mort de sa fille, victime innocente. (photo hw)

Sanja Milencovic n'avait que 15 ans. Elle a été tuée le 30 mai 1999 un beau jour de printemps, lors de la fête de la Trinité, lorsque des avions de combat de l'OTAN ont détruit un pont militairement insignifiant sur la Morava, dans sa ville natale de Varvarin, en Serbie. Avec elle, dix autres civils ont trouvé la mort lors du massacre et 27 autres habitants de Varvarin ont été grièvement blessés.

La mère de *Sanja, Vesna Milenkovic,* est une des proches des morts et des personnes concernées qui ont demandé réparation à la République fédérale allemande – à la place de l'OTAN – devant la Cour suprême constitutionnelle de Karlsruhe. C'est la première fois que des victimes civiles demandent des dommages et intérêts après que l'Allemagne a participé à des combats et violé le droit international. «Nombreux sont ceux qui veulent savoir encore aujourd'hui comment est morte la princesse *Diana*. Moi, je veux savoir pourquoi mon enfant innocente a été tuée», déclare Vesna Milenkovic: «Nous voulons surtout que justice soit faite. Il faut que la vérité se sache et que les responsables soient désignés. Personne ne pourra remplacer ma fille.»

Bien que la Cour suprême constitutionnelle de Karlsruhe ait soutenu, également dans le cas du massacre commis par les SS dans le village grec de Distimo, que les conséquences de la guerre étaient à régler entre les Etats, les juges fédéraux, en raison d'un renforcement des droits de l'individu dans le droit international, avait alors laissée ouverte la question de savoir si cela était aussi valable, par exemple, dans le cas d'engagements de la Bundeswehr à l'étranger.

L'attaque aérienne était contraire au droit international; c'était donc un crime de guerre

C'est ce qu'espéraient les citoyennes et les citoyens de Varvarin, représentés par l'avocat *Norbert Gross* de Karlsruhe. Dans son exposé des motifs de la demande de révision, il écrit que «le droit à des réparations individuelles pour des personnes lésées n'est pas exclu au titre du droit national à côté d'un droit éventuel à des réparations revendiqué par leur pays d'origine au titre du droit international». Pour les habitants de Varvarin, l'attaque aérienne était contraire au droit international et donc un crime de guerre. Mais les juges n'ont pris aucun risque: ils ne se sont occupés ni des déclarations contradictoires du ministère de la Guerre, ni de la responsabilité générale des Etats en guerre de l'OTAN et ils s'en sont tenus à l'opinion dominante. Ils sont ainsi restés en deçà des principes du droit tribal islamique afghan selon lequel – c'est d'ailleurs pareil pour le «Sachsenspiegel» et le «Talion» – un meurtre ne peut être expié que par une réparation adéquate.

On a tout simplement ignoré les dix morts et les vingt-sept blessés graves, si bien que les citoyennes et les citoyens de Varvarin ont décidés d'en appeler à la Cour suprême constitutionnelle.

Que s'est-il passé le 30 mai 1999? A Varvarin, comme dans presque toute l'Europe, cette journée de printemps avait commencé radieuse. Dès l'aube, les pêcheurs à la ligne s'étaient retrouvés au bord de la rivière. C'était jour de marché et il y avait une procession à l'occasion de la fête de la Trinité. A midi, la ville située autour du pont à une voie, construit à titre de réparations par les Allemands après la Seconde Guerre mondiale, était en pleine activité. La lycéenne et fille du maire Sanja Milenkovic, 15 ans, passait sur le pont avec ses deux amies *Marina Jovanovic* et *Marijana Stojanovic.*

Attaque meurtrière contre des civils

Marina Jovanovic, qui a comparu devant le tribunal de Karlsruhe en tant que partie lésée, raconte le moment le plus atroce de sa vie: «A treize heures, nous revenions toutes joyeuses de l'église et du marché et pour rentrer déjeuner dans le quartier de Donji Katun, nous avons passé le pont. Nous étions déjà près de l'autre rive et nous ne nous dépêchions pas car c'était une magnifique journée ensoleillée de mai. Tout à coup, nous avons entendu un sifflement. Un impact terrible nous a projetées en l'air et j'ai entendu les cris de mes amies. Nous avons senti une chaleur terrible, j'ai eu l'impression de me désintégrer tandis que je planais dans l'air.»

Marina est tombée avec le pont, elle a perdu connaissance pendant quelques minutes, puis elle a vu tout d'abord sa main ensanglantée, elle a entendu les appels au secours de Marijana et n'a plus perçu que la pile centrale du pont devant elle. Sa jambe droite était fracassée en dessous du genou, elle semblait ne plus être reliée à son corps que par la chair. Elle était couchée sur le chemin pour piétons du pont incliné, comme les deux autres jeunes filles.

Sanja semblait être très grièvement blessée. Elle avait la main sur sa poitrine et voulait dire quelque chose, mais n'y arrivait pas. Elle respirait difficilement. Après le premier impact, elle était assise, tournant le dos à la balustrade du pont, à un ou deux mètres. Environ cinq minutes après, les avions sont revenus. Elle a vu leur trace et le missile qui fonçait sur elle. Tout à coup, elle a glissé vers le bas et a perdu connaissance. Elle était suspendue, la tête dans l'eau. Marina a rampé vers elle pour lui maintenir la tête hors de l'eau. Elle rampait avec ses coudes parce qu'elle ne pouvait pas se servir de ses jambes et appelait au secours. Elle portait un sac à dos qui lui a probablement sauvé la vie car un obus d'un kilo l'avait atteinte. Elle en a sorti une bouteille d'eau, a mouillé le visage de Sanja évanouie. Il lui semblait que son amie lui souriait. Marina était dans l'eau jusqu'au

Marina Jovanovic était présente comme plaignante à Karlsruhe le 19 octobre 2006. Elle est aujourd'hui étudiante en médecine et vit avec, dans le corps, 40 éclats d'obus inopérables. (photo hw)

hanches, elle pouvait à peine résister au fort courant et elle avait peur que sa jambe ne se sépare tout à fait de son corps. Elle a fini par ressortir de l'eau.

Marijana, elle aussi grièvement blessée, essayait de se mettre debout en s'accrochant à la balustrade lorsqu'elle vit un os sortir de son bras et les forces l'ont abandonnée. Lors du deuxième impact, elle a vu Sanja glisser vers le bas. Il faisait sombre, l'air était étouffant, les yeux brûlaient et les deux amies se sont évanouies plusieurs fois. Le pont effondré a fait monter l'eau et les deux filles se sont retrouvées dans la rivière. Marijana avait de plus en plus peur, peur pour Sanja mais aussi pour elle-même parce qu'elle ne savait pas nager. Marijana a vu son amie Marina ramper vers Sanja avec sa bouteille d'eau pour lui laver le visage et la faire revenir à elle. Toutes les deux appelaient au secours et criaient: «Occupez-vous de Sanja!»

La deuxième attaque tue 8 secouristes

Lorsque les premières roquettes atteignirent le pont, la panique s'empara des 3500 per-

Suite page 6

* *Hans Wallow.* L'auteur a été membre du Bundestag pendant trois législatures. Il vit à Bonn et a écrit sur le thème du pont de Varvarin une pièce de théâtre documentaire qui a été lue par des acteurs dans trois théâtres allemands.

«Réfléchir sur la Yougoslavie …»
suite de la page 5

sonnes qui se trouvaient au marché et tout suite ce fut le chaos dans les rues. Certains criaient: Allons nous-en vite! Ils vont revenir! D'autres criaient qu'il y avait trois jeunes filles sur le pont détruit et qu'une auto rouge était tombée à l'eau. D'autres se sont montrés moins égoïstes, par exemple Milan Savic. Il a traité ses amis du café de lâches: «Nous devons aller secourir les blessés!» Sa décision de sauver des êtres humains a coûté la vie à cet homme de 28 ans et à sept autres secouristes, dont le prêtre Milvoje Ciric.

Il y eut alors une deuxième attaque du pont déjà entièrement détruit. Sanja n'avait aucune chance de survivre à cause de ses graves blessures. Elle est décédée quelques heures plus tard, sous les yeux de sa mère, à l'hôpital. Marijana restera infirme à vie. Marina, qui fait des études de médecine à Belgrade, est toujours torturée par une quarantaine d'éclats d'obus restés dans son corps et qui ne peuvent être opérés. Elle dit: «Depuis ce jour-là, je ne suis plus une personne jeune et insouciante. Je ne puis m'empêcher de penser à ces événements atroces.»

Des Tornados allemands ont participé aux attaques

Devant tous les tribunaux, du Tribunal de grande instance de Bonn à la Cour suprême constitutionnelle en passant par la Cour d'appel de Cologne, les représentants du gouvernement fédéral ont nié la participation de l'armée de l'air allemande à l'attaque du pont de Varvarin. Ce qui était pour le moins très contestable, car des Tornados ECR allemands ainsi que les Tornados de surveillance qui ont filmé les cibles ont décollé 484 fois d'Italie pour des opérations en Yougoslavie. Lors de ces opérations, les bombardiers ECR ont tiré à eux seuls 244 roquettes AGM-88-Harm qui coûtent 200 000 dollars pièce. A propos des attaques des Tornados allemands, le commandant d'escadrille *A. Schulte* (nom modifié) a déclaré devant la Commission de la défense du Bundestag: «Nous avons tiré 8 roquettes par vol […]. Ensuite le monde s'est réveillé et a tiré sur nous.»

Mais, même si des pilotes de la Bundeswehr n'ont pas participé aux bombardements, l'Allemagne est, au titre de la responsabilité générale, coresponsable de ce qui s'est passé à Varvarin. En réalité, dans la machine de guerre moderne, les tâches sont partagées à un très haut degré. Ainsi, la mission des Tornados de surveillance de l'armée de l'air allemande était de filmer avec des caméras à infrarouge de 60 mm les cibles à bombarder au Kosovo et dans l'arrière-pays serbe. Les vidéos des cibles étaient ensuite exploitées et transmises pour être entrées dans les systèmes électroniques guidés par GPS puis transmises aux bombardiers d'autres Etats de l'OTAN. C'est à l'aide de ces vidéos que les équipages des bombardiers visaient leurs cibles.

Les premières déclarations de l'OTAN après l'attaque selon lesquelles il s'agissait, pour le pont de Varvarin, d'une cible secondaire que les pilotes avaient choisie eux-mêmes, a été réfuté par la suite, car dans des documents de l'OTAN du 31/10/1999, qui contiennent une carte intitulée «strategic targets» et une liste d'objectifs, on trouve l'indication «highway-bridge Varvarin». Ce «highway-bridge» avait déjà été classé cible de bombardements avec onze autres dans toute la Serbie. Seulement à Varvarin, elle n'existait pas. Il n'y avait là que le pont à une voie qui relie un quartier de la ville à l'autre. Cela, même le juge Sonnenberg du Tribunal de grande instance de Bonn l'avait compris. On n'a pas besoin d'être militaire pour exclure ce pont des «strategic targets».

Pour activer le déclencheur, il faut un grand effort sur soi

Des experts supposent que l'objectif était en réalité situé à 15 kilomètres de Varvarin: un pont toujours intact de l'axe routier à quatre voies qui mène de Belgrade au Kosovo, et non pas le pont destiné uniquement au trafic local et sans signification militaire de la petite ville de Varvarin. S'agissait-il d'une erreur?

D'après un des pilotes de l'escadrille de surveillance, il faut toujours faire un grand effort sur soi pour activer le déclencheur des missiles anti-radar dans les ECR ou le déclencheur de la caméra. Car c'est avec cela que les pilotes des Tornados de la Bundeswehr ouvrent la voie aux escadrilles d'attaque. Ce pilote dit être très touché par le fait qu'il a fort probablement contribué – du moins indirectement – à tuer des êtres humains.

L'expert militaire et lieutenant-colonel *Jürgen Rose* n'en doute pas, mais il réfère à la doctrine de guerre aérienne des 5 cercles de l'US Air Force, utilisée par l'OTAN, d'après laquelle la cible *population civile* est prioritaire par rapport aux cibles militaires de l'ennemi. Avons-nous donc, au niveau des généraux allemands, participé à une guerre aérienne contraire au droit international?

L'OTAN, qui seule pourrait apporter un éclaircissement, se tait toujours. Les plans d'opérations qui existent sans doute restent un secret militaire. Pourquoi? L'Alliance a repoussé toute accusation d'avoir violé le droit international humanitaire. Néanmoins, elle admet qu'il y a eu des événements tragiques qui n'étaient certainement pas inévitables. A ce sujet, le général de l'armée de l'air allemande *Walter Jertz,* ancien pilote de combat et porte-parole de l'OTAN pendant la guerre du Kosovo, écrit dans son livre «Im Dienste des Friedens – Tornados über dem Balkan» (Au service de la paix – des Tornados au-dessus des Balkans): «À côté des usines et des infrastructures, les guerres techniques du XXe siècle endommagent et détruisent volontairement également des habitations et des hôpitaux, souvent sur une grande échelle, afin de briser le moral de la population.»

Le pont de Varvarin a été complètement détruit le 30 mai lors de la première attaque de chasseurs-bombardiers F 16 de l'OTAN. La deuxième attaque a coûté la vie à 10 personnes et fait 27 blessés graves. (photo mad)

Reste à espérer que l'affaire «Varvarin» portée devant la Cour suprême constitutionnelle fédérale de Karlsruhe, permettra de réfuter l'affirmation du gouvernement fédéral *Schröder/Fischer* selon laquelle il a été entraîné dans la guerre du Kosovo par le gouvernement *Clinton.* D'après l'*International Herald Tribune*, le vainqueur des élections Gerhard Schröder a déclaré à Washington, encore avant sa visite auprès du président Clinton en compagnie des députés *Vollmer* et *Verheugen:* «Personne, et surtout pas le président de la Yougoslavie, ne doit espérer que nous suivrons une politique moins déterminée que le gouvernement précédent.»

Le gouvernement rouge-vert voulait la guerre

D'après *Matthias Künzel* dans *Der Weg in den Krieg*, le gouvernement allemand désigné, mais pas encore en fonctions, a donné son accord à l'entrée en guerre avant le vote du Bundestag du 16 octobre 1998. En effet, il voulait absolument être pris au sérieux sur la scène internationale pour obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité. Aux braves députés du Bundestag de la précédente législature (1994–1998), aux médias et à l'opinion publique allemands, la participation à une guerre civile qui allait sans doute être brutale entre les Serbes et les Albanais, avec des deux côtés des populations chassées, a été «vendue» comme une croisade en faveur des droits de l'homme. La télévision publique, en particulier, a réagi avec une obéissance empressée. Le fait qu'il n'y ait jamais eu de documentaire sur les 2000 victimes civiles des bombardements du côté serbe frise l'autocensure.

Bien que l'Allemagne ait signé les textes du droit international humanitaire, les spécialistes discutent encore de la conformité au droit international de la guerre contre la Yougoslavie. Il est cependant manifeste que les bombardements de la campagne serbe, et notamment du pont de Varvarin, étaient disproportionnés. A ce sujet, le professeur de droit *Reinhard Merkel* a déclaré après la guerre du Kosovo devant l'*Evangelische Akademie* d'Arnoldshain: «Celui qui veut secourir quelqu'un en sacrifiant la vie de tiers qui n'y sont pour rien, alors qu'il aurait pu l'éviter en prenant lui-même des risques, suit une maxime méprisable. De plus, il trahit la norme à laquelle il se réfère pour agir. Je crains que l'histoire ne garde en mémoire non seulement les horreurs commises par Monsieur *Milosevic*, mais aussi celles perpétrées par ses adversaires.» •

(Traduction *Horizons et débats*)

Carte provenant des documents de l'OTAN du 31 mai 1999 (photo mad)

Après la première attaque des bombardiers, ils voulaient seulement porter secours aux blessés et ils ont payé de leur vie. Les corps atrocement mutilés n'étaient pas ceux de soldats mais de citoyens ordinaires de la petite ville yougoslave des bords de la Morava, qui avaient fêté la Trinité un jour de marché. Sur la photo, on voit les corps mutilés de:

- *Voskan Stankovic, agronome à l'université. Il travaillait également pour la télévision locale.*
- *Milivoje Ciris, prêtre toujours prêt à aider son prochain à Varvarin. Il était resté fidèle à sa commune après son départ à la retraite et il avait reçu les plus hautes distinctions de l'Eglise orthodoxe serbe.*
- *Dragoslav Terzic, qui chantait dans la choeur de l'église et organisait des processions. Sa veuve pense que les journalistes de CNN étaient au courant des bombardements à venir car ils étaient déjà présents une heure avant. (photo de la Police)*

Une seule journée de 78 jours …

Stratégie visant à faire retourner la Yougoslavie à l'âge de pierre grâce aux bombardements

Operation Allied Force Update (quartier général de l'OTAN, 31 mai 1999)

Lors d'une des journées les plus intenses de l'*Operation Allied Force*, les forces aériennes de l'OTAN ont effectué des frappes considérables contre des cibles stratégiques et tactiques dans toute la Serbie, continuant ainsi de réduire le potentiel et l'efficacité de l'appareil militaire et policier de la République Fédérale de Yougoslavie.

Ce fut la deuxième plus importante opération de toute la campagne. Elle comportait 323 frappes et 92 opérations visant à détruire la défense antiaérienne. Le nombre total de 415 frappes fut le plus élevé de l'*Operation Allied Force*. En ce qui concerne les troupes terrestres engagées au Kosovo, les forces aériennes de l'OTAN ont localisé, identifié et touché avec succès un nombre considérable d'armes et d'équipements. Ont été détruits 18 blindés, 7 pièces d'artillerie, 2 positions de mortiers, 10 positions camouflées en maçonnerie, une station radar et d'autres véhicules militaires et positions de troupes.

La liste des cibles stratégiques touchées est une des plus longues au cours des 68 jours qu'a duré [jusqu'à présent] l'*Operation Allied Force*. […]

A la page 2 de cette liste, Varvarin est mentionné de la manière suivante:«Pont sur route nationale».

Les pays européens eux aussi doivent respecter le droit international

Il faut tirer au clair l'affaire des vols secrets de la CIA sinon les pays européens seront toujours vulnérables au chantage américain

Le Conseiller d'Etat radical Dick Marty, rapporteur spécial du Conseil de l'Europe dans l'affaire des vols secrets de la CIA, s'entretient avec Sabine Bitter, Radio DRS

Il y a cinq ans les USA ont transporté les premiers détenus de la guerre au terrorisme à Guantánamo. Le Service secret américain, la CIA pouvait compter sur le soutien de l'Europe en déportant des personnes suspectes dans des centres de détention secrets où la torture est notoirement appliquée. Les valeurs suprêmes d'une démocratie, le respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit ont été mises en jeu selon le député radical au Conseil d' Etat Dick Marty, rapporteur spécial du Conseil de l'Europe dans l'affaire des vols secrets de la CIA. Il s'entretient avec Sabine Bitter.

Sabine Bitter: Depuis 2005 vous avez reçu le mandat du Conseil de l'Europe d'enquêter sur cette affaire de la CIA. De temps en temps vous parlez d'une «mission impossible», pourquoi?

Dick Marty: L'affaire est devenue actuelle au début de novembre 2005 au moment où «Washington Post» et *Human Rights Watch* ont publié un rapport selon lequel des centres de détention secrets pour des terroristes présumés existaient en Europe. Des centres de détention secrets représentent naturellement une grave infraction à la *Convention européenne des droits de l'homme,* l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a par conséquent immédiatement réagi. Elle a exigé qu'un rapport respectif soit établi. Je venais d'être nommé président de la *Commission des questions juridiques et des droits de l'homme*, et tous les membres de la commission ont spontanément dit: «C'est un rapport que le président lui-même doit effectuer.» J'ai tout de suite réalisé quels sont les problèmes. J'étais obligé de trouver la vérité contre la volonté de presque tous les gouvernements européens et avant tout de tous les Services secrets. Et ceci pratiquement sans moyens. C'est-à-dire, je n'ai pas de moyens d'investigation comme je les avais autrefois en tant qu'avocat général. Je ne peux pas convoquer les gens, je n'ai pas la possibilité de prendre des mesures coercitives et je ne disposais pas non plus de ressources personnelles – certes le secrétariat de la commission, mais il s'agit d'un secrétariat qui est déjà surchargé d'autres choses.

Le Conseil de l'Europe a prolongé votre mandat. Est-ce que vos conditions de travail se sont entre temps améliorées?

J'ai réussi, au début de l'année dernière, en février 2006, qu'un jeune Ecossais de 28 ans soit engagé spécialement pour ce devoir. C'est un excellent jeune homme disposant d'expériences faites en Afrique dans la *Commission vérité et réconciliation*. Il s'agissait pour moi naturellement d'un grand soutien. C'était le secrétariat qui l'a rendu possible. Les moyens cependant sont restés très modestes.

> L'ampleur de la guerre illégale des Etats-Unis contre le terrorisme, le nombre de victimes et les lieux de torture secrets ne sont entièrement connus que des initiés. Le vice-président des Etats-Unis *Dick Cheney* a fait en sorte que seuls les présidents et leurs adjoints des commissions parlementaires du Sénat et de la Chambre des représentants contrôlant les services secrets soient informés de manière exhaustive. En septembre 2002, l'ancien chef de l'anti-terrorisme de la CIA, *Cofer Black,* a déclaré en réponse aux questions de quelques députés: «Tout ce que vous devez savoir est qu'il y a une époque avant et une époque après le 11-Septembre. Dans la seconde nous avons cessé de prendre des gants.»
>
> *Source: Ulrich Maurer, Eiszeit, Staatsstreich des Kapitals oder Renaissance der Linken, München 2006, ISBN 3-570-50070-5, pp. 163–164*

Il y a un an vous avez présenté un premier rapport d'étape, puis un second en été. On a émis la critique que ces rapports présentaient des indices mais très peu de preuves. Un parlementaire a dit que votre rapport avait plus de trous que le fromage suisse. Est-ce que vous pouvez entre-temps indiquer les lieux de ces détentions secrètes, est-ce que vous pouvez les identifier?

Il faut souligner que même le président des Etats-Unis a avoué au début de septembre l'existence de tels centres de détention. Je crois que si l'on lit le rapport de manière sérieuse – pas comme ce député anglais – , on est pourtant étonné, vu les moyens modestes, de voir comment il a été possible de recueillir tant d'informations. Ceci me permet de dire que si les gouvernements européens avaient eu la volonté de connaître la vérité, ceci aurait été très facile et l'on aurait pu recueillir davantages d'informations. Je sais – cependant il est difficile d'en donner les preuves –, que ces centres de détention secrets étaient situés jusqu'en automne en Europe de l'Est et ensuite ils ont été transférés en Afrique du Nord. Et ces prisons – ce n'est pas le seul scandale! Tout ce qui y est lié, les vols par exemple, les transports, les arrestations arbitraires qui ne sont pas des arrestations au vrai sens du terme, car il n'y avait pas d'autorité compétente qui les ordonnait– , il s'agissait de prises d'otage: Ceci a été toléré partout. Cependant c'est inacceptable, même si tout ceci se fait au nom de la guerre au terrorisme. Je prétends, et avec moi beaucoup d'autres spécialistes, que le terrorisme ne peut être combattu de cette manière, bien au contraire.

Vous venez de mentionner que Bush a admis que ces centres de détention secrets avaient existé. Est-ce que vous en étiez satisfait ou comment est-ce que vous avez réagi?

C'était une surprise et je dois admettre un soulagement. Je l'ai appris par un SMS de ma fille qui vit en Tanzanie et qui a l'habitude d'écouter CNN; c'est elle qui m'a tout de suite envoyé un SMS: Tu as obligé Bush de passer aux aveux. Au premier moment je n'ai pas compris ce qu'elle voulait dire mais quand j'ai reçu des coups de téléphone des journalistes j'ai tout de suite compris. Depuis ce moment-là mon rapport et moi-même sommes de nouveau entrés dans les mœurs.

Vous venez de mentionner les pays de l'Europe de l'Est et vous avez dit qu'on a transféré ces lieux de détention secrets vers l'Afrique du Nord. Si vous parlez de l'Europe de l'Est – on parle de la Pologne, de la Roumanie et de la Turquie – est-ce que ce sont les pays ou il y avait de telles prisons secrètes?

Je peux confirmer la Pologne et la Roumanie; quant à la Turquie je ne sais pas précisément. Mais les indices que nous avons, et nous disposons également de témoignages confidentiels, confirment les premières informations. Et je dois dire que les informations dont nous disposons et dont «Washington Post» disposait le premier, ce sont des informations qui proviennent de la meilleure source, soit de la CIA elle-même. C'est parce que de nombreux cercles au sein de la CIA n'ont jamais accepté ces méthodes. Un grand nombre de fonctionnaires de la CIA a dit, nous sommes un Service secret mais pas une bande criminelle qui enlève des gens et les enferme dans des prisons secrètes.

On m'a reproché d'être anti-américain – ce n'est pas du tout vrai. Ceci également pour des raisons personnelles, mon frère a un passeport américain, mon neveu est Américain, il a fait son service chez US-Air Force. – Non, je crois que les premières réactions venaient des Etats-Unis.

Ce qui m'a rassuré dans mon travail, c'est que j'ai pu consulter le 5 janvier 2006 tous les dossiers du ministère public italien à Milan. Ceci concerne l'enlèvement d'un Egyptien *Abu Omar*. Après avoir étudié ces dossiers je me suis rendu compte que c'est impossible que de telles choses puissent se passer sans que les Services secrets locaux les tolèrent, ou y collaborent même. Ceci a été confirmé quelques mois plus tard en Italie, actuellement même le chef du Service secret militaire italien passe en jugement.

Ce procès vient de commencer. Parlons de la Roumanie et de la Pologne. Savez-vous combien de détenus y étaient emprisonnés et comment on les a traités?

Ce ne sont certainement pas des prisons au sens classique du terme, telles que nous les imaginons normalement. Ce sont des personnes qu'on a détenues à l'isolement, elles n'étaient pas nombreuses en même temps et, ce qui est également clair, c'est que ces gens-là ont été torturés. Même les Américains avouent qu'on a pratiqué certaines méthodes. Certes, ils disent qu'il ne s'agit pas de torture, mais selon les standards internationaux il s'agit de torture. *Louise Arbour*, le Haut-commissaire des droits de l'homme de l'ONU dit que seul le fait qu'on enlève des personnes, qu'on les enferme dans des lieux de détention secrets et qu'elles soient privées de tout contact, est déjà une forme de torture inacceptable.

Ce sont des méthodes qui ne contribuent pas du tout à la sécurité des citoyens, bien au contraire. De telles méthodes provoquent qu'on sympathise avec les détenus, et le fait qu'on éprouve de la sympathie pour des terroristes est très dangereux. Il faut ajouter que beaucoup de détenus étaient totalement innocents.

Il y a des prisonniers qui ont été libérés sans excuse, sans indemnisation. Cela arrive au XXIe siècle, dans une des plus anciennes démocraties du monde. C'est effrayant.

Le fait que ces prisons secrètes de la CIA se trouvaient en Europe de l'Est, n'est pas un hasard?

Bien sûr que non. Ce sont des pays qui viennent de sortir d'une très lourde expérience historique, ils se tournent vers l'Amérique avec respect et reconnaissance, ceci certainement pour de bonnes raisons. Et ils sont prêts à tout accepter. Ce n'est pas par hasard, que l'armée américaine va beaucoup investir en Roumanie les années à venir.

> **La CIA entretient des prisons secrètes en 24 endroits**
>
> Maintenant, on sait que la CIA entretient des prisons secrètes en 24 endroits du monde. En font partie la base aérienne de Bagram dans les environs de Kaboul en Afghanistan et le centre de torture d'Al-Tamara des Services secrets marocains, à dix kilomètres de la capitale Rabat. Un nombre important de détenus de ces prisons ont été remis aux Américains par les Services secrets pakistanais ISI. En Syrie, à la demande de la CIA, des hommes soupçonnés de terrorisme sont incarcérés dans une prison de Damas ainsi qu'à d'autres endroits du pays. Dans la prison de Maadi, en Egypte, on n'interroge apparemment que les suspects arrêtés en Europe. Il semble que la CIA ait assuré leur transport depuis l'Europe avec ses avions et soit présente dans des pièces voisines pendant les «interrogatoires»; c'est le cas au Caire dans la prison de Lazoughli et dans la maison d'arrêt de Mulhac-al-Mazra. Selon des organisations de défense des droits de l'homme, ces deux lieux de détention sont connus pour les tortures qu'on y pratique. Il y aurait d'autres prisons secrètes américaines à Bakou (Azerbaïdjan), en Arabie saoudite et en Thaïlande.
>
> *Source: Ulfkotte, Udo, Der Krieg im Dunkeln. Die wahre Macht der Geheimdienste. Frankfurt a. M. 2006, ISBN 3-8218-5578-9, pp. 202 sqq.*

> **Un va-et-vient permanent**
>
> C'est le *Washington Post* qui a dévoilé à la mi-décembre 2004 l'endroit où la CIA avait transporté beaucoup d'autres des présumés terroristes dans son *Gulfstream V.* Selon ces informations, il y aurait, au sein du complexe carcéral de l'Armée américaine de Guantánamo, une autre prison très secrète. La CIA y détiendrait à part des membres importants d'Al-Qaïda. D'après des milieux militaires américains, les bâtiments de la CIA de Guantánamo sont protégés par de hautes clôtures et éclairés par des projecteurs. Selon les reporters du journal, il y a là, depuis plusieurs mois, «un va-et-vient permanent». En tout, la CIA doit détenir trois douzaines de membres importants d'Al-Qaïda dans des endroits secrets.»
>
> *Source: Ulfkotte, Udo, Der Krieg im Dunkeln. Die wahre Macht der Geheimdienste. Frankfurt a. M. 2006, ISBN 3-8218-5578-9, p. 199*

Qu'est-ce qu'elle investit?

Elle va y construire une nouvelle base militaire qui sera l'une des plus importantes de cette région. Par conséquent des milliers d'emplois seront créés. Il était par conséquent facile d'en obtenir la permission.

Une douzaine de pays ont été exhortés par la commission d'enquête du parlement européen d'examiner maintenant d'éventuelles infractions de leurs gouvernements. La commission suppose des infractions au droit dans plusieurs pays: on parle de l'Allemagne, de la Suède, de la Bosnie-Herzégovine, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Macédoine et de la Turquie. Qu'attendez-vous de cette demande pressante?

C'est un peu mon devoir maintenant, il s'agit de savoir ce qui se passe dans les différents pays. En Allemagne par exemple, le Bundestag a établi une commission d'enquête qui est chargée d'obtenir des précisions sur cette affaire. Nous espérons que dans différents pays une telle dynamique de la vérité se développera; ceci parce que je suis complètement convaincu que dans une démocratie les citoyens ont droit à la vérité. De terribles choses se sont passées en Europe – inacceptables –, de claires infractions à la Convention européenne des droits de l'homme, et sur ceci il faut obtenir des précisions. Il est évident que les gouvernements n'en ont guère la volonté, les nombreux partis de gauche à droite pas non plus. Il est clair que pendant cette période tous ont participé un peu au gouvernement et tous ont quelque chose à perdre sur le plan politique. Ce n'est pas par hasard qu'en Allemagne le seul parti qui se prononce pour la recherche de la vérité soit celui du PRD parce qu'il ne faisait pas partie du gouvernement à cette époque-là. Le CDU, le SPD, les Verts cependant en faisaient tous partie à un moment donné et ils portent leur part de responsabilité dans cette affaire.

Vous avez dit qu'une de vos sources était le Service secret, la CIA elle-même. Avez-vous parlé également aux détenus?

Oui, avec d' anciens détenus, des gens qui ont été arrêtés en Afghanistan ou qui ont été à Guantánamo pendant presque trois ans. Et je dois souligner ce sont d' horribles histoires. Si l'on se rend compte que les gens ont été enlevés de leur vie de tous les jours, ils sont emprisonnés, ils n'ont jamais reçu une accusation, on ne leur a jamais fait de procès. C'est l'arbitraire absolu, j'en suis scandalisé. Cer-

Suite page 8

«Les pays européens eux aussi …»
suite de la page 7

tes, il faut combattre le terrorisme, j'ai passé 15 voire 16 ans à lutter contre la criminalité, autrefois j'ai collaboré également avec la justice italienne en luttant contre les Brigades rouges, parce qu'en Suisse se sont également passées certaines choses dans ce contexte. Mais on ne s'est jamais servi de telles méthodes, ces méthodes sont contre-productives.

Ce sont combien de détenus, d'anciens détenus à qui vous avez pu parler?
Moi, personnellement à deux et mon collaborateur a parlé à d'autres, puis nous avons consulté également des avocats qui soutiennent des détenus à Guantánamo.

A vrai dire, la société américaine m'a étonné de manière positive. Aujourd'hui il y a 500 avocats qui s'engagent volontairement pour ces gens-là. Il ne s'agit pas de sympathie pour le terrorisme, mais de la défense de l'Etat de droit. C'est un engagement pour la dignité de l'homme, et je pense que si le crime est grand, il faut une punition sévère. Mais la punition n'est sensée que si elle est le résultat d'un procès juste selon les règles de l'Etat de droit.

Vous attendez depuis des mois la permission de visiter Guantánamo. Comment expliquez-vous le fait que cela dure si longtemps?
Probablement, il y a différentes opinions au sein de l'administration américaine et il est clair que je ne veux pas faire du tourisme. J' irai seulement à Guantánamo si je peux parler à ces 14 détenus qui ont été dans des centres de détention secrets, ceux que Bush a annoncés, ceux qui sont maintenant transportés à Guantánamo, ceux qui ont été dans des prisons secrètes – si je peux parler librement avec eux, sinon cela ne vaut pas la peine.

S'agit-il de ceux qui étaient dans des prisons secrètes en Europe?
Le président Bush a admis l'existence de prisons secrètes mais sans mentionner explicitement l'Europe. Ce qui est cependant intéressant, c'est un discours de Madame *Rice* le 5 décembre 2005 à Bruxelles. Elle a explicitement dit que les Etats-Unis n'avaient jamais ignoré la souveraineté des pays européens dans cette affaire.

C'est-à-dire qu'ils avaient leur accord.
Oui, et à cette époque-là je n'avais pas encore connaissance de l'affaire italienne, et puis j'en ai étudié les dossiers, ce qui m'a confirmé que ceci ne pouvait se passer qu'avec le soutien des Services secrets locaux, et je pense que beaucoup de choses en Europe ne pouvaient se passer qu'avec l'accord actif ou passif des Services locaux.

Dans une interview accordée à la «NZZ am Sonntag» vous dites que vous étiez très seul en faisant des recherches et que non seulement la CIA mais aussi des gouvernements européens vous avaient menti. Pouvez-vous en donner un exemple?
Si l'on dit qu'on ignore tout, je trouve qu'il s'agit d'un mensonge. Je pense que nous avons un problème immense. Ces gouvernements-là mentent tout en étant convaincus qu'il en ont le droit parce qu'ils pensent: Nous avons d'importants intérêts de l'Etat à défendre – les fameux *intérêts supérieurs de l'Etat.* Ce sont des termes qui sont dangereux, qu'il ne faut pas accepter sans réflexion et en particulier dans cette affaire. Je pense par contre que les citoyens ont le droit d'apprendre la vérité.

Monsieur, est-ce que la Grande-Bretagne par exemple vous a menti?
Si quelqu'un est au courant dans cette affaire, ce sont les Anglais, ce sont les alliés les plus proches des Etats-Unis et certes, je ne prétends pas que tous les membres du gouvernement britannique soient informés, mais quelques-uns certainement.

Tout le monde n'approuve pas votre recherche de la vérité. Est-ce que vous en sentez les conséquences, est-ce que vous êtes pris en filature, est-ce qu'on vous menace?
Pris en filature? J'en sais rien, je ne m'en soucie pas parce que je n'ai rien à cacher. Ils peuvent même écouter mes entretiens téléphoniques, ils ne seront pas plus intelligents après. Menacé? Je pense que dans ce milieu on n'est pas menacé. Je ne peux imaginer que les Services américains tentent d'entreprendre n'importe quoi contre un rapporteur du Conseil de l'Europe. Ce serait une bêtise par excellence. Je pense que ce sont des privés fanatiques, voulant faire quelque chose de particulier, qui sont dangereux. Je ne m'en suis jamais occupé.

Un de ces enlèvement, effectué par ce Service secret américain sur le territoire européen concerne cet imam égyptien. Vous venez de le mentionner, celui qui s'appelle Abu Omar et qui a été enlevé en 2003 à Milan, transporté à travers l'espace aérien suisse en Allemagne et à partir de là dans une prison où il a été torturé, semble-t-il. Le parquet fédéral suisse a ouvert fin 2005 une procédure pénale à ce sujet.
L'enlèvement d'Abu Omar à Milan en plein centre -ville à midi en février 2003, c'est un acte criminel, c'est un enlèvement. L'homme fut transporté à Aviano, d'Aviano à Ramstein et de Ramstein au Caire. Et puisque l'aéronef a survolé la Suisse, nous portons une part de responsabilité. C'est-à-dire un acte criminel a été commis également sur le territoire suisse, étant pour ainsi dire de la compétence de la Confédération.

On dit pourtant que la Suisse veut toujours accorder des droits de survol aux Etats-Unis, c'est ce que dit par exemple Amnesty International; une pétition demande également que la Suisse interdise ces survols. Faut-il qu'elle le fasse?
A mon avis, il faudrait le faire jusqu'à ce que les Américains donnent une réponse claire. On s'est contenté d'une explication orale d'un fonctionnaire à Washington sans exiger une réponse écrite. Mais ceci est le point où les intérêts se heurtent aux valeurs. Et l'on a décidé que dans ce cas-là les intérêts prévalaient sur les valeurs.

Il y a cette sécurité aérienne, Eurocontrol, qui dit également qu'il y a eu des atterrissages en Suisse qui pourraient être attribués à la CIA, aux aéroports de Zurich, Genève, Sion. Savez-vous ce que la CIA a à faire à Sion?
Non, certainement pas faire du ski à Zermatt. J'aurais bien aimé le savoir. Mais, curieusement les Suisses ne s'y intéressent pas. Il est étrange que des aéroplanes puissent atterrir en Suisse sans que quelqu'un sache qui est à bord et pourquoi. Si l'on se rend compte des contrôles qui existent dans d'autres domaines, j'en suis vraiment étonné. Je ne peux imaginer que des avions suisses puissent atterrir sous de telles modalités aux Etats-Unis.

Le gouvernement suisse a fait dire par le conseiller fédéral Pascal Couchepin, lui aussi membre du PRD, que la Suisse n'était pas le saint siège des droits de l'homme. Comment interprétez-vous ce propos?

Suite page 9

Les gouvernements se retranchent derrière le secret militaire

L'Allemagne, on le sait maintenant, a été la plaque tournante des transports de prisonniers de la CIA. D'après le rapport de janvier 2006 du Suisse *Dick Marty,* rapporteur spécial du Conseil de l'Europe, l'Office fédéral allemand de l'aviation civile a confirmé que deux appareils affrétés probablement par les Services secrets américains ont atterri 137 fois aux aéroports de Francfort-sur-le-Main et de Berlin et 146 fois sur la base américaine de Ramstein. Dans son «rapport intermédiaire», Dick Marty parle de «plus de cent personnes» enlevées en Europe. Beaucoup d'entre elles auraient été transportées dans des pays connus pour pratiquer la torture. Pour lui, il est «très improbable» que les Etats européens n'aient pas eu connaissance des pratiques de la CIA. Ce sont des confidences de fonctionnaires américains et des indices qui le font penser. «Les gouvernements ne veulent rien dire, ils se retranchent derrière le secret militaire.» Le gouvernement allemand n'est pas à l'aise. On ferme lâchement les yeux à Berlin car on est en train de chercher à être de nouveau bien en cour à Washington. Le Danemark et l'Autriche, petits Etats, sont des lions dans leur volonté d'être informés, contrairement aux dégonflés de la capitale allemande. On sait très bien ce qu'on doit aux «global leaders» autoproclamés de n'avoir pas forcé *Schröder* à envoyer des troupes en Irak, Schröder qui voulait gagner les élections de 2002.

Dans certains cas de transports de prisonniers, la complicité des services allemands saute aux yeux, par exemple dans celui du citoyen allemand *Khaled el-Masri,* détenu pendant des mois en Afghanistan et, selon ses dires, interrogé par un fonctionnaire allemand; dans celui du ressortissant turc né à Brême *Murat Kurnaz,* emprisonné à Guantánamo et auquel des fonctionnaires allemands ont rendu visite; dans celui de l'Egyptien *Abu Omar,* enlevé à Milan par la CIA dont l'avion a fait escale à Ramstein; dans celui du citoyen syro-allemand *Mohammed Haydar Zamar,* qui croupit dans une prison syrienne et dont les interrogatoires profitent à des services allemands.

Source: Ulrich Maurer, Eiszeit, Staatsstreich des Kapitals oder Renaissance der Linken, München 2006, ISBN 3-570-50070-5, S. 165/166.

Une compagnie aérienne très particulière de la CIA

Lorsque le 11 janvier 2003 un Boeing 737-7ET atterrit sur l'aéroport de Francfort, la tour de contrôle le considéra comme un avion de ligne tout à fait ordinaire. Le nom de la compagnie aérienne «Premier Executive Transport Services» n'intéressait personne à Francfort. Pourtant l'avion transportait tout autre chose qu'un fret ordinaire. Dans l'avion se trouvaient des membres de la CIA dont la spécialité était la déportation des hommes. Le B-737 – un jet à deux tuyères de type Gulfstream V – appartient à une petite flotte aérienne mystérieuse de la CIA: tandis que le Gulfstream V, plus petit et avec un rayon d'action de près de 11 000 kilomètres sert avant tout d'avion de transport pour des suspects terroristes, le Boeing de la CIA est aménagé, lui, avec quatre cellules pour des interrogatoires, selon les informations des membres de services secrets européens. La chaîne de télévision américaine CBS, pour son émission *60 minutes,* a filmé au mois de mars 2005 le Boeing de la CIA à Glasgow en Ecosse et a rapporté que depuis le 11 septembre 2001 cet avion avait fait plus de 600 opérations prouvées dans 40 pays, dont 30 vols en Jordanie, 19 en Afghanistan et 16 en Irak. En plus, le Boeing avait atterri sur des aéroports en Egypte, au Libye et également sur la base militaire américaine et camp de détention de Guantánamo Bay à Cuba.

Avant le 11 septembre l'avion aurait accompli 72 opérations pour transporter des personnes dans les pays dans lesquels la torture est «usuelle», selon les dires de Washington.

Le plus petit Gulfstream, construit à la fin des années quatre-vingt-dix, autrefois en opération avec l'indicatif N379P, vole aujourd'hui avec l'indicatif N8068V et N44982. Le 21 juillet 2004 le Gulfstream atterrit sur l'aéroport de Stuttgart-Echterdingen, le 25 juin 2004 à Glasgow - Prestwick et le 16 avril 2004 à Genève. Le Gulfstream apparut à Riad et à Dubaï, à Kuwait, à Rabat au Maroc et sur la partie militaire de l'aéroport d'Amman en Jordanie. Il fut aperçu également à Tachkent et à Baku. Il atterrit et décolle sans cesse sur le *Dulles International Airport* à Washington. Apparemment il s'agit là – en plus d'un hangar de la CIA en Caroline du Nord – de sa base natale.

L'entreprise «Premier Executive Transport Services» ne possédait, avec le Boeing-737 et le Gulfstream, que deux avions, mais elle disposait de 325 managers. Ceux-ci étaient seulement atteignables par leurs cases postales dispersées dans cinq bureaux de poste de la capitale américaine Washington. Ces 325 collaborateurs n'avaient officiellement ni domicile ni téléphone. La destination des «vols spéciaux» de la CIA en dehors de l'Europe a été observée par les «Plain-Spotters»: souvent ils allaient à Islamabad, à Karachi et sur des pistes arabes.

Lorsque fin novembre 2004 on apprit que l'entreprise qui possédait le jet «Premier Executive Transport Services» était une entreprise camouflée de la CIA, celle-ci vendit secrètement la machine le 1er décembre 2004 à «Bayard Foreign Marketing» à Portland dans l'Etat Oregon, également une entreprise camouflée dans l'entourage des services secrets américains. Là, il n'y a que deux managers, l'avocat *Scott D. Caplan* et le chef d'entreprise *Leonard Thomas Bayard,* et toujours pas de téléphone. L'immatriculation de l'avion a été changée. Par contre, l'objectif opérationnel est resté le même: transporter des suspects terroristes pour des interrogatoires dans des pays comme l'Egypte, le Maroc, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, pays dont chacun sait que la torture est à chose courante. On transporte avant tout des proches du réseau terroriste al-Kaida et des combattants du régime disparu des Talibans. Ils sont transportés comme «enemy combatants» (combattants hostiles) dans le camp à ciel ouvert de Guantánamo. Mais on amène également des suspects terroristes en Syrie pour des interrogatoires, un pays auquel les Etats-Unis reprochent de violer constamment les droits de l'homme.

Ce programme avait déjà démarré en décembre 1992 sous le président *Bush senior.* Celui-ci signa un «Executive Order» et fit appeler le programme «Extraordinary Rendition» (transfert extraordinaire). Autrefois les vols avaient généralement pour but de pouvoir «interroger» dans d'autres pays des hommes qu'on ne pouvait pas torturer aux Etats-Unis. Mais c'est seulement après le 11 septembre 2001 qu'on s'est concentré uniquement sur le transport de sympathisants terroristes supposés. L'ancien ambassadeur britannique en Ouzbékistan, *Craig Murray,* affirme qu'autrefois Washington faisait transporter beaucoup de prisonniers en Ouzbékistan avec l'aide de la CIA, avec la certitude absolue qu'ils y seraient torturés brutalement lors des interrogatoires.

Murray: «Les Ouzbekes sont connus pour leurs méthodes de torture particulièrement perverses. Cela va bien au-delà du simple battement. On ne casse pas seulement les dents, non, on coupe les lèvres, on dépiaute et on arrache les ongles.» Murray souligne le fait que son remplaçant a demandé au chef de section de la CIA à Tachkent si celui-ci ne trouvait pas problématique que des «aveux» étaient seulement obtenus sous torture brutale. L'Américain a affirmé que non, qu'il n'y voyait rien de grave, dit Murray aujourd'hui. La CIA, de son côté, nie qu'il y ait jamais eu un tel entretien avec un membre de l'ambassade britannique. Murray ajoute que les pilotes des avions de torture de la CIA ne sont pas entretenus directement par la CIA, mais par une entreprise appartenant à la CIA. Et cette entreprise a également quelques employés à Tachkent/Ouzbékistan. Depuis le 11 septembre 2001 on a recouru au moins dix fois aux «services» des tortionnaires d'Ouzbékistan.

Source: Ulfkotte, Udo, Der Krieg im Dunkeln. Die wahre Macht der Geheimdienste. Frankfurt a.M. 2006, ISBN 3-8218-5578-9, pp.194/196. (Traduction Horizons et débats)

Murat Kurnaz – une victime de l'Etat

par Nicolas Richter

Alors que Murat Kurnaz était abandonné à l'arbitraire américain pendant de nombreuses années, on s'empressa ici dans le pays, avec une ardeur toute bureaucratique, de s'assurer qu'il ne puisse pas revenir en Allemagne. Cela a été décidé par un petit groupe de fonctionnaires allemands haut placés et de politiciens qui ont perdu tout sentiment de droit et de décence dans la lutte contre le terrorisme.

Le gouvernement rouge-vert a traité *Murat Kurnaz* pendant des années comme un proscrit, comme quelqu'un que la société avait rejeté. Pourtant, l'on savait qu'à Guantánamo, il était dépouillé de ses droits, maltraité et humilié alors que, très tôt, tout indiquait son innocence.

Kurnaz n'a pas de passeport allemand, mais il est né et a grandi à Brême, et donc il est chez lui en Allemagne. L'ancien gouvernement à Berlin – qui a toujours publiquement manifesté ses soucis quant au camp américain de Guantánamo – a abandonné Kurnaz à l'arbitraire américain pendant de nombreuses années et oeuvré avec une ardeur toute bureautique pour qu'il ne puisse pas revenir en Allemagne.

Cela a été décidé par un petit groupe de fonctionnaires haut-placés et de politiciens qui ont apparemment perdu tout sentiment de droit et de décence dans la lutte contre le terrorisme.

Le groupe était formé du chef du service fédéral de renseignements *August Hanning*, du coordinateur des services secrets *Ernst Uhrlau,* et de plusieurs secrétaires d'Etat. Les ministres *Frank-Walter Steinmeier* (Chancellerie) et *Otto Schily* (Intérieur) en étaient les responsables politiques.

On peut seulement essayer de deviner les motifs des experts de la sécurité. Qui sait s'ils trouvaient Kurnaz dangereux, repoussant ou seulement gênant; en tout cas, en automne 2002, ils entreprirent un combat défensif minutieusement planifié. Déjà à l'époque ils savaient par leurs propres services secrets que Kurnaz était innocent, adolescent naïf qui avait voulu étudier le Coran au Pakistan, et qui fut happé dans le tourbillon de la guerre contre la terreur.

L'idée que Kurnaz puisse revenir à Brême doit avoir paru aux intéressés si insupportable qu'ils ont même brusqué les Américains, lesquels voulaient à l'époque renvoyer Kurnaz. Les Allemands voulaient éloigner un potentiel trouble-fête et pour cela tous les moyens étaient bons. Le fait que Kurnaz était juridiquement un étranger simplifiait infiniment l'argumentation: permis de séjour périmé, l'Allemagne n'est pas compétente. A partir de là, Kurnaz était considéré comme le problème des Américains – et de la Turquie où Kurnaz n'a jamais résidé.

Une ligne de défense douteuse

Dans les milieux gouvernementaux, il est dit pour la défense de Steinmeier qu'il n'y a pas eu d'offre de la part des Américains de libérer Kurnaz. Et même si cela était le cas, cela aurait été lié à des conditions irréalisables. Cette ligne de défense semble peu crédible:

Si les Américains ne voulaient absolument pas renvoyer Kurnaz, alors pourquoi les cercles de la Chancellerie auraient-ils décidé d'interdire à Kurnaz l'entrée au pays ? Pourquoi le Ministère de l'Intérieur aurait-il esquissé un plan pour ôter de son passeport la permission de séjour?

Les démarches réalisées fin 2005 sont encore aggravantes. Entre-temps, Guantánamo indignant le monde entier, même la justice américaine et la police criminelle fédérale avaient rejeté tous les chefs d'accusation contre Kurnaz. Mais le gouvernement fédéral allemand suppliait carrément les Américains de livrer de nouveaux indices de suspicion à son égard afin de pouvoir lui refuser le visa.

La Chancellerie sous les ordres de Steinmeier était, d'après les actes de l'époque, également contre le retour de Kurnaz. Steinmeier craignait qu'avec son retour au pays des révélations embarrassantes puissent s'ensuivre. L'idée que Kurnaz devait rester à l'extérieur du pays avait en même temps progressé.

Chaque émigrant en Allemagne doit souhaiter n'être jamais tributaire de l'aide du gouvernement fédéral. Ce que chaque otage allemand à l'étranger est en droit d'attendre et de recevoir n'a même pas été pris en considération par les milieux du cabinet rouge-vert de sécurité.[…]

Steinmeier et ses collaborateurs croyaient apparemment qu'ils n'auraient jamais à justifier leur mépris contre Kurnaz. De telles idées ne peuvent venir qu'à des gens qui siègent trop souvent dans des réunions secrètes. Ce sont les mêmes gens qui jusqu'à aujourd'hui remettent en question l'intégrité des victimes d'enlèvement de la CIA, comme *Khaled el-Masri* par exemple, ceci sur la base de médisances et de fausses affirmations.

Ils savent qu'ils attisent ainsi des ressentiments répandus dans la population contre des Musulmans soupçonnés de quelque manière que ce soit. Un jugement politique sur Frank-Walter Steinmeier n'est possible que s'il fait une déposition devant la commission d'enquête. Il ne peut cependant pas nier sa responsabilité politique dans le cas scandaleux de Kurnaz. Cela pèse lourd pour un ministre qui doit rappeler les Droits de l'Homme lors de ses voyages à l'étranger. Si Steinmeier n'infirme pas les critiques, il doit démissionner.

Cela peut être inopportun pendant les six mois de la présidence de l'UE. Mais la conclusion serait encore plus abstruse si le cas Kurnaz devait rester sans suite parce que l'intérêt de l'Etat l'exige. A cause de prétendus intérêts supérieurs de l'Etat, un innocent a souffert presque cinq années durant! •

Source: *Süddeutsche Zeitung* du 23/1/07
(Traduction *Horizons et débats*)

Le Canada paie 11,2 millions de francs suisses de dédommagement

En 2002, le citoyen canadien *Maher Arar,* qui a des origines syriennes, a été arrêté à New York sur un indice erroné de la police canadienne et transféré en Syrie, bien qu'on sache que les détenus y sont souvent torturés. Là, on l'a gardé prisonnier un an et il a été, comme il le confirme lui-même, torturé. Dès lors, ce prisonnier innocent a souffert de dépressions et d'un syndrome de stress post-traumatique. En 2006, Arar a été acquitté de tout soupçon car, contrairement à ce qui avait été affirmé au début, il n'avait pas de liaison avec Al-Kaïda.

Lors d'une conférence de presse à Ottawa, le premier ministre canadien *Stephen Harper* s'est officiellement excusé auprès de *Arar* pour l'injustice dont il a été victime, et il a en outre laissé entrevoir à son endroit un dédommagement de l'ordre de 11,2 millions de francs suisses. Ainsi, le gouvernement a officiellement reconnu l'innocence d'*Arar.*

Voilà un exemple qui devrait faire école dans le cas de *Kurnaz,* en plus des conséquences à en tirer au niveau du personnel qui s'en était occupé.

«Les pays européens eux aussi …»
suite de la page 8

Je l'ai tout de suite jugé peu intelligent. Le Conseil fédéral n'hésite pas à souligner à chaque occasion que les droits de l'homme sont un pilier important de notre politique. A mon avis il ne faut pas seulement en parler mais le faire.

Vous critiquez le Conseil fédéral en disant qu'il ne voulait pas vraiment enquêter sur cette affaire, qu'il voulait éviter des difficultés avec les Américains. Qu'est-ce que cela veut dire, exactement?
Cela veut dire que les intérêts prévalaient sur les valeurs et je pense que la Suisse a un rôle particulier à jouer. Nous sommes le pays qui a créé le Comité international de la Croix rouge (CICR). Nous sommes le pays qui doit veiller sur les Conventions de Genève c'est pourquoi nous avons une responsabilité particulière dans ce domaine-là. A mon avis c'est évident.

Est-ce que vous diriez que la Suisse ne veut pas d'enquêtes pour ne pas mettre en jeu des intérêts économiques?
Ces intérêts économiques ont joué un rôle, voire un grand rôle, j'en suis sûr.

Pourriez-vous donner des exemples concrets?
Par exemple, juste à ce moment-là on était en train de négocier à Berne un traité de libre échange avec les Etats-Unis. Il y a de grands intérêts financiers, nos banques en profitent beaucoup et j'ai bien conscience qu'il faut défendre ces intérêts, mais pas à tout prix.

Vous critiquez également le parquet fédéral en disant que les enquêtes n'avancent pas vraiment. Supposeriez-vous que le parquet fédéral soit freiné politiquement?
Que le parquet fédéral soit sous pression, j'y crois bien, ceci a été prouvé par le fait que l'avocat général a quitté son poste, que la relation entre le département fédéral de justice et le parquet fédéral était tendue. Je pense qu'il s'agit d'une vérité bien connue. Pourquoi l'Italie est-elle le seul pays qui ait trouvé la vérité dans cette histoire? C'est parce qu'en Italie le ministère public est totalement indépendant. Il s'agit d'un service juridique au sens propre

Suite page 10

Vols secrets de la CIA: quelques aspects de la politique des Services secrets allemands

C'est vers la fin du mois de janvier 2006 qu'a été conçue l'idée d'un livre consacré aux rapports entre les autorités allemandes chargées de la sécurité nationale et leurs homologues des pays arabes. L'arrestation par la CIA, en Macédoine, du ressortissant allemand d'origine libanaise *Khaled el-Masri* et son transfert en Afghanistan; le débat public sur la légalité les enlèvements effectués par la CIA en Europe ou le transfert de prisonniers à travers l'Europe; le cas du ressortissant allemand d'origine syrienne *Haydar Zammar,* interrogé par des agents des Services de renseignements allemands (Bundesnachrichtendienst), de la Direction de la sécurité du territoire (Verfassungsschutz) et de la Direction générale de la police judiciaire (Bundeskriminalamt) alors qu'il était détenu dans une prison syrienne où l'on pratique la torture; et finalement les vifs débats soulevés par le fait que les Services secrets aient collaboré à l'attaque illégale de l'Irak par les Etats-Unis en mars 2003, tous ces scandales ont débouché sur la question, débattue publiquement, de savoir ce qu'il en était des relations de l'Allemagne avec les pays arabes en général. […]

Les vols de la CIA et les enquêtes sur ce dossier

Les premiers doutes dissipés, il est maintenant établi avec certitude que Khaled el-Masri, résidant à Neu-Ulm, a été arrêté le 31 décembre 2003 en Macédoine par des agents de la CIA et transféré 23 jours plus tard en Afghanistan, toujours par la CIA. Il est également établi que le ressortissant germano-libanais a été détenu et torturé à Kaboul avant d'être relâché en mai 2004 en Albanie.

Il faut avouer que, dans le cas d'el-Masri, le travail de la commission d'enquête s'est soldé par quelques petits succès. Le fait qu'Otto Schily, l'ancien ministre de l'Intérieur, ait été, le 31 mai 2004, informé confidentiellement par l'ambassadeur des Etats-Unis *Daniel Coates,* était certes connu à la suite d'un article du *Washington Post,* mais la commission créée par le Parlement allemand a mis au jour deux détails supplémentaires d'un grand intérêt: Le technicien des Services secrets allemands Harald Cordes n'avait pas transmis des informations importantes apprises dans une cantine des Services. Il hésita à les révéler jusqu'au moment où il dut témoigner devant la commission d'enquête. Son supérieur avait négligé à deux reprises, en juin 2004 et en février 2006, de le faire participer à l'enquête. Deuxième détail intéressant: Au début de 2004, l'ancien représentant de la *Deutsche Telekom* avait téléphoné à l'ambassade allemande de Skopje après avoir entendu parler de l'enlèvement, mais un fonctionnaire l'avait envoyé balader. Le témoin n'a cependant pas été capable d'identifier ce dernier. La réunion de la commission d'enquête au cours de laquelle de nombreux fonctionnaires se sont plaints du fait que des informations confidentielles avaient été utilisées par des députés dut finalement se contenter de constater des manquements de fonctionnaires subalternes. Il n'existe pas de preuve que le gouvernement ait été au courant ou complice. Aussi le ministère des Affaires étrangères a-t-il maintenu le point de vue qu'il avait défendu dès le début et qui consistait à dire qu'il n'avait eu connaissance de l'affaire que par l'avocat d'el-Masri.

Dans la suite de l'enquête, le Bundestag délibéra aussi sur l'affaire des vols de la CIA – avions ayant atterri sur des aéroports allemands ou étant passé par l'Allemagne. Les députés ont pu profiter des travaux préparatoires d'organisations de défense des droits de l'homme et du rapport du conseiller aux Etats suisse Dick Marty qui avait mené une enquête dès novembre 2005 à la demande du Conseil de l'Europe. Selon lui, 14 pays européens, dont la République fédérale d'Allemagne, ont toléré ou même collaboré à l'enlèvement de terroristes présumés. Bien qu'il ait adressé des questionnaires à la totalité des 46 gouvernements européens, Dick Marty a reçu de la seule Bosnie-Herzégovine l'aveu qu'elle avait, au début de 2002, livré aux Services secrets américains des personnes soupçonnées de terrorisme.

Même son pays, la Suisse, dépositaire des Conventions de Genève, s'est muré dans le silence. Les Services de renseignements suisses avaient capté à Zimmerwald un fax du ministère des Affaires étrangères égyptien adressé à son ambassade de Londres et faisant état de vols secrets de la CIA et de prisons secrètes situées en Europe de l'Est, notamment en Pologne et en Roumanie. Dans un rapport du 15 novembre 2005 intitulé «COMINT SAT», la «Base de l'aide au commandement» du Département de la Défense fut informée du contenu très sensible du fax. Le gouvernement suisse, pour ne pas nuire à ses rapports diplomatiques avec les USA, cacha aussitôt cette information aussi bien à Dick Marty qu'à l'opinion publique. Or au début du mois de septembre 2006, George Bush, après avoir nié obstinément les faits pendant des années, a pris en traîtres ceux qui doutaient des conclusions du rapport de Dick Marty en reconnaissant qu'il y avait effectivement des prisons secrètes d'où au moins 14 terroristes présumés avait été transférés vers Guantánamo.

En juin 2006, lors du débat du Conseil de l'Europe sur le rapport Dick Marty, le commissaire européen chargé de la Justice Franco Frattini a insisté sur la nécessité pour les gouvernements européens d'imposer le respect des lois à leurs services de renseignements. Il incombe à la République fédérale d'Allemagne tout particulièrement de faire la lumière sur les activités des Services secrets sur son territoire.

Source: Erich Schmidt-Eenboom: BND – Der deutsche Geheimdienst im Nahen Osten. Geheime Hintergründe und Fakten, München, 2006, ISBN 3-7766-2503-1, pp. 7 sqq.

«Les pays européens eux aussi …»
suite de la page 9

du terme. Cela veut dire que les avocats généraux sont élus comme les juges et ils sont soumis à la même autorité de contrôle. Ce sont des juges élus et ils sont soumis à la même autorité de contrôle. Ces autorités de contrôle sont totalement indépendantes du pouvoir exécutif et législatif.

C'est-à-dire vous diriez qu'en Suisse la séparation des pouvoirs ne joue pas vraiment en ce moment?
Oui, pas seulement en Suisse mais aussi en Allemagne et en France. L'exemple italien est particulièrement intéressant, ils disposent d'un autre système. Et si l'Italie avait eu le système suisse ou allemand *mani pulite* n'aurait pas existé. Le cas actuel de Milan n'a été possible que grâce à l'indépendance du ministère public.

Diriez-vous qu'en Suisse c'est probablement le conseiller fédéral Christoph Blocher qui freine les enquêtes du parquet fédéral?
Non, je ne peux pas le prétendre. Mais le parquet fédéral qui se sent freiné par la politique se trouve dans une situation particulière. Notre système juridique pose quelques problèmes. – Vous savez bien que les juges fédéraux doivent être réélus tous les 4 à 5 ans par l'Assemblée fédérale. Ce sont des juges qui sont proposés par les partis politiques – ce système est unique. Jusqu'alors il a bien fonctionné. Mais vous savez qu'après certaines décisions du Tribunal fédéral, dans l'affaire des naturalisations par exemple, le Tribunal fédéral n'a pas seulement été critiqué, mais certains partis, des partis gouvernementaux ont menacé les juges de ne plus les réélire. C'est effrayant.

C'était l'UDC?
Dans ce cas-là, il s'agit de l'UDC.

Peut-on dire que Valentin Rorschacher est devenu victime de cette affaire de la CIA?
Non, je ne pense pas que la CIA ait joué un rôle.

Monsieur, vous êtes également conseiller d'Etat du parti radical démocratique (PRD) du Tessin et membre de la commission de politique extérieure du Conseil d'Etat – le Conseil fédéral ou vos collègues de parti ont-ils réagi à votre critique? Est-ce qu'on vous parle de cette affaire de la CIA?
Que veut dire parle-t-on avec moi? On s'est moqué un peu de moi au début, on m'a regardé de haut – oui, ce nouveau *Don Quichotte*… L'atmosphère a naturellement changé un peu après que le président Bush soit passé aux aveux et que la majorité en Amérique ait changé. Tout à coup la chose est considérée un peu différemment.

Quels seraient selon vous les pas les plus importants que les pays européens doivent faire s'ils ne veulent pas être complices d'une pratique des Services secrets qui est illégale et qui viole les droits de l'homme. Qu'est-ce que ces pays doivent faire?
Je pense qu'il y a deux choses importantes. Tout d'abord – ce qui m'a beaucoup impressionné – il n'y a pas de stratégie commune contre le terrorisme et ceci est urgent. Comment combattre de manière efficace le terrorisme international?

Cela veut dire qu'il n'y pas de politique européenne dans ce domaine-là?
Il n'y en a pas, malheureusement. On a laissé faire les Américains. Les Américains doivent coopérer et nous devons coopérer sinon on ne va jamais réussir. Cependant la stratégie devrait être discutée ensemble en tant que partenaires. Un autre aspect est la surveillance des Services secrets. Je pense que des points faibles existent dans tous les pays. Dans beaucoup de pays les Services secrets font ce qu'ils veulent et les gouvernements en sont mal informés, et encore bien moins les parlements.

Source: Radio DRS 2 Kontext du 23/1/2007
Traduction *Horizons et débats*

Combattants ennemis: prisonniers sans statut

Le 11 mars 2005, le *Washington Post* a fait savoir qu'il avait reçu des documents secrets d'Abu Ghraib, prison américaine connue comme lieu de torture. D'après ces documents, les militaires responsables étaient tombés d'accord avec la CIA pour ne pas enregistrer les noms de certains prisonniers afin qu'il n'en reste aucune trace. Ils seraient détenus dans des cellules d'isolement et les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme se seraient vu refuser l'accès à ces prisonniers. Cela a été confirmé par le lieutenant *Steven Jordan,* responsable de la collecte des informations des Services secrets d'Abu Ghraib. La 205e Military Intelligence Brigade, la CIA et la 800e Military Police Brigade se seraient entendues en septembre 2003 dans un mémorandum secret pour créer une prison secrète. La CIA aurait insisté pour que des cellules soient libérées à Abu Ghraib afin qu'on puisse y incarcérer des prisonniers qui ne seraient pas soumis à la procédure d'accueil normale. Rien qu'en Irak, la CIA détiendrait plus de 100 prisonniers qui – à une exception près – ne sont enregistrés nulle part. Elle les appelle «OGA-1», «OGA-2», «OGA-3», OGA signifiant «Other Government Agency».

Source: Ulfkotte, Udo, Der Krieg im Dunkeln. Die wahre Macht der Geheimdienste, Frankfurt a.M. 2006, ISBN 3-8218-5578-9, p. 203.

Interrogatoires en présence de spécialistes israéliens de la torture

Lors des «interrogatoires», des spécialistes israéliens de la torture étaient également présents. C'est ce qu'a confirmé la générale américaine *Janet Karpinski* dans un entretien accordé à la BBC. Elle a déclaré avoir rencontré un homme qui se disait Israélien. Il aurait été présent pendant plusieurs interrogatoires. L'Etat hébreu cherchait ainsi à avoir accès à des membres incarcérés ayant appartenu aux Services secrets irakiens spécialistes d'Israël.

En février 2002, le président Bush avait, par un *executive order,* donné expressément l'autorisation de refuser aux prisonniers le traitement prévu par les *Conventions de Genève.*

Source: Ulfkotte, Udo, Der Krieg im Dunkeln. Die wahre Macht der Geheimdienste, Frankfurt a.M. 2006, ISBN 3-8218-5578-9, p. 204

Prisonniers fantômes en Irak

Les premiers prisonniers fantômes d'Irak, au milieu de l'année 2003, étaient encore détenus au *Camp Cropper* situé à proximité de l'aéroport de Bagdad, mais le refus du chef de la police militaire locale, le lieutenant *Ronald Chew,* a forcé la CIA à trouver un nouveau site: Abu Ghraib. En même temps, il a été convenu de cacher l'existence de ces prisonniers au Comité International de la Croix-Rouge. Le ministre de la Défense *Donald Rumsfeld* aurait dans certains cas donné personnellement l'ordre de ne pas enregistrer ces personnes.

En novembre 2003, un des prisonniers fantômes est mort lors d'une «douche». C'est ce qu'on dit officiellement quand on emmène un prisonnier dans les douches pour le tabasser, parce qu'il n'y a pas là de témoin.

Source: Ulfkotte, Udo, Der Krieg im Dunkeln. Die wahre Macht der Geheimdienste, Frankfurt a.M. 2006, ISBN 3-8218-5578-9, p. 204

L'aurore en Amérique latine

Alliance contre l'hégémonie des Etats-Unis

Daniel Ortega, le nouveau président du Nicaragua, a annoncé que son pays se joindrait à l'ALBA (*Alternativa Bolivariana de las Américas*). Le Venezuela, la Bolivie et Cuba font déjà partie de cette association. Elle se comprend comme un contrepoids à la zone de libre échange américaine. De plus, Ortega souhaite renégocier les clauses du contrat de libre échange que certains pays d'Amérique latine ont signé avec les Etats-Unis. Le contrat ne prenait pas en compte les asymétries qui existaient entre les pays. Ortega a demandé aux Etats-Unis de mener une politique économique équitable avec l'Amérique latine, pour pouvoir arrêter la migration vers les Etats-Unis.

Comme autre objectif Ortega souhaite installer une «démocratie directe», dans laquelle des assemblées de citoyens seraient créées dans chaque commune. Il souhaite transmettre le pouvoir dans les communes à ces institutions civiles. Le maire et d'autres délégués de l'Etat leur serait subordonnés. «Les assemblées de citoyens doivent être celles qui prennent les décisions, et les maires et les fonctionnaires ceux qui mettent ces décisions en œuvre», a-t-il dit.

Rafael Correa, président de l'Equateur: humaniste, chrétien et homme de gauche

Rafael Correa, le nouveau président de l'Equateur, a déjà été invité à se joindre à l'ALBA. Il a le projet d'une assemblée constitutionnelle, de la renégociation des contrats avec les sociétés pétrolières multinationales, la rupture du contrat de libre échange avec les Etats-Unis, et le non-renouvellement du traité qui s'achèvera en 2009 et sur le fondement duquel Washington entretient dans un port équatorien sa principale base antidrogue pour le Pacifique.

A sa cérémonie officielle d'investiture ont participé entre autres les présidents de la Bolivie, du Venezuela, du Chili, du Brésil, du Nicaragua, de l'Uruguay et de l'Iran, *Mahmud Ahmadinejad*. L'Argentine était représentée par son vice-président, qui a qualifié Correa de «grand espoir». L'ancien professeur d'université et ancien ministre de l'économie est le premier président élu à être reconnu par les *indígenas,* dont il a appris la langue, le *quichua*, pendant son engagement comme missionnaire volontaire. «Je suis humaniste, chrétien et homme de gauche. Humaniste, car pour moi la politique et l'économie sont au service de l'humanité; chrétien, parce que je viens de l'enseignement social catholique de l'Eglise; et homme de gauche, parce que je crois en l'égalité, en la justice et la priorité du travail sur le capital.»

Mort mystérieuse de la ministre de la défense

Peu de jours après l'annonce du programme gouvernemental par Correa, sa ministre de la défense, *Guadalupe Larriva*, a trouvé la mort dans un mystérieux accident d'hélicoptère près de la base américaine évoquée plus haut proche de la ville côtière de Manta. D'après les informations des médias locaux, l'hélicoptère dans lequel se trouvait la ministre, a percuté en vol un autre appareil. Au moment de l'accident d'autres hélicoptères se trouvaient dans l'air pour tester en manœuvre un système de visualisation nocturne. D'après l'information de *Teleamazonas*, l'hélicoptère accidenté appartenait à l'armée. La chaîne de télévision rappelle la proximité du lieu de l'accident avec la base de surveillance US-américaine.

Victor Granda, un haut dirigeant du Parti socialiste équatorien, exige des «recherches minutieuses» sur les circonstances de l'«étrange» accident, lors duquel la ministre a trouvé la mort. «Il nous semble étrange qu'un tel accident ait pu se produire aussi près de la base militaire, qui est techniquement très bien équipée et surveillée par les forces aériennes équatoriennes et américaines.»

Le président Correa, visiblement choqué, a annoncé la formation d'une commission d'enquête étrangère pour l'examen de l'accident: «Nous allons demander l'aide de pays amis, pour éclaircir les faits, afin qu'aucun doute ne subsiste sur les causes de l'accident.» •

Sources: *La Vanguardia* (Espagne) du 11/14/15 et 25/1/07 et *La Nación* (Argentine) du 15/1/07
(Traduction *Horizons et débats*)

Commentaire

hd. La population suisse trouve insupportable de voir que son pays, dépositaire des *Conventions de Genève,* ait dû être exhorté à plusieurs reprises par des auteurs de livres sur le sujet *(Schmidt-Eenboom, Ulfkotte)* et par *Dick Marty* à contribuer à la révélation des agissements illégaux et odieux des Américains et des Britanniques. Le gouvernement fait de l'obstruction non seulement face à l'étranger mais aussi face à son peuple. Si cette affaire répugnante n'est pas élucidée, la Suisse, entre les mains du «cartel de la guerre», restera à jamais vulnérable aux tentatives de chantage.

Les effroyables guerres de conquêtes et les invasions de pays tout entiers ont atteint un tel stade que les spécialistes se demandent qui peut encore vraiment préparer, entamer et mener des négociations de paix. Les pays qui font partie du «cartel de la guerre», y compris les pays membres de l'OTAN, n'entrent pas en ligne de compte. Les USA sentent le sang et le cadavre à cent lieues à la ronde. On ne peut leur confier aucune «feuille de route». Leur «Roadmap to Nowhere» *(Tanya Reinhart)* a mené le monde au bord de la guerre nucléaire.

Si la Suisse, comme des signes en provenance de Davos le laissent penser, décide d'engager ses «bons offices» pour préparer de telles négociations, elle ne pourra le faire *que* si l'affaire des prisons secrètes de la CIA est complètement réglée. Sinon notre pays ne serait qu'un jouet entre les mains des Etats-Unis. On ajouterait une autre manœuvre dilatoire aux trahisons commises durant ces dernières décennies à l'égard des Palestiniens. Les souffrances de la population des territoires occupés se prolongeraient encore pendant dix ans, comme ce fut le cas au Vietnam. Et surtout, l'un des rares instruments de paix serait «usé».

A Berne, la rumeur veut que depuis longtemps les trois conseillers fédéraux *Couchepin, Leuenberger* et *Schmid* fassent obstacle à des éclaircissements: Couchepin, néoconservateur, par amour pour la clique néoconservatrice américaine, Moritz Leuenberger parce que son paquet de fiches est entre les mains de la CIA, et Samuel Schmid en raison de ses implications militaires qu'il dissimule également à la population suisse.

Tous les historiens savent que chaque génération a dû *se ménager* sa marge de manœuvre pour sortir des troubles d'une guerre. Si nos trois conseillers fédéraux font obstacle à l'établissement de la vérité, le Parlement devra leur retirer sa confiance et ne pas les confirmer dans leurs fonctions. Là où il y a une volonté politique, une solution peut être trouvée. Sinon le Parlement devra organiser une consultation populaire pour permettre au peuple de dire si oui ou non l'infâme participation aux tortures pratiquées par les Américains doit être élucidée, avec la collaboration de Dick Marty, et si l'on doit en tirer les conséquences politiques.

La troisième possibilité – qui nous ferait plutôt honte – consisterait à s'adresser à la Cour de justice européenne pour qu'elle contraigne les pays européens, y compris la Suisse, à publier toutes leurs données concernant les transports aériens, les contacts pris et les accords conclus.

Il n'est pas question que nous fassions peser sur nos enfants et nos petits-enfants le poids de ce comportement illégal au regard du droit international. Cette leçon, la génération précédente l'a comprise lors des attaques menées par les milieux judéo-américains contre la Suisse en raison de son rôle durant la Seconde Guerre mondiale.

Si la Suisse ne revenait pas volontairement aux fondements du droit international et que des tribunaux doivent l'y forcer, il perdrait la confiance du Tiers-Monde. Il irait, en tant que membre du «cartel de la guerre», au-devant d'un avenir funeste.

Le prestige de Davos n'éclipsera pas les délits commis et le rabâchage des valeurs communautaires ne sera plus que du vent.

Des théologiens musulmans demandent qu'on mette un terme aux conflits interconfessionnels en Iraq

Les oulémas sunnites et chiites qui ont participé au colloque de Doha ont condamné la spirale de la violence tout en constatant que ce conflit détournait l'attention du véritable ennemi de la nation arabo-islamique.

«Tous les oulémas musulmans condamnent la guerre confessionnelle persistante entre Sunnites et Chiites parce qu'elle menace l'unité de l'Iraq et qu'elle détourne l'attention du véritable ennemi de l'Oumma», a déclaré *Aisha al-Mannai*, doyenne de la faculté de la charia à l'université de Qatar et présidente de la Conférence.

Les théologiens ont souligné que toute la nation arabo-islamique devait être unie «face aux défis et aux attaques auxquels l'Oumma se voit confrontée». Ils qualifient d'actes criminels les assassinats mutuels de Chiites et de Sunnites.

Les participants ont appelé les gouvernements de tous les pays arabes et musulmans à soutenir les efforts des théologiens musulmans visant à l'unité et à la promotion du dialogue entre les adeptes des différentes écoles islamiques.

Pour rapprocher les écoles islamiques, ils revendiquent la formation d'un Conseil scientifique international composé d'oulémas chiites, sunnites, zeydites et abazides et dont le siège serait à Doha.

Le communiqué de Doha demande une réforme du programme d'enseignement qui encourage le dialogue entre les différentes écoles islamiques.

Dans le même communiqué, on demande aux chefs religieux d'interdire toute propagation d'idées chiites dans les pays à prédominance sunnite et vice versa; sinon d'autres «conflits éclateront et l'unité de l'Islam serait affaiblie».

Les oulémas demandent aux adeptes des différentes écoles islamiques de respecter les lieux saints des autres communautés et de mener le dialogue dans le respect mutuel.

«Toutes espèces d'offenses à l'encontre des compagnons du *Prophète Mahomet* ou de ses proches doivent être condamnées comme étant des actes anti-islamiques», ont-ils déclaré.

Le célèbre ouléma *Yusuf al-Qaradawi* a appelé l'Iran à user de son crédit pour mettre un terme aux conflits interconfessionnels: «Personne ne peut nier que l'Iran a un rôle important à jouer dans la recherche d'une solution à la crise actuelle en Iraq. Nous sommes opposés à toute attaque américaine contre l'Iran. Nous sommes également d'avis que l'Iran a le droit de disposer de la technologie nucléaire à des fins pacifiques. Mais il nous paraît essentiel qu'il assume ses responsabilités en aidant les Irakiens à trouver une solution aux conflits confessionnels qui font rage.»

Entre-temps, tous les oulémas qui se sont prononcés à la séance de clôture ont appelé les musulmans de toutes les communautés islamiques à être prêts à faire des concessions pour que les différentes écoles islamiques puissent se rapprocher.

«Dans cette période difficile de l'histoire de l'Oumma, nous devrions prendre des mesures visant à créer une véritable unité. Si nous n'y sommes pas prêts, cette unité ne sera qu'un slogan vide de sens», a déclaré le cheik *Hussein al-Muayyad* (Iraq). Il a demandé aux oulémas chiites de renoncer aux droits d'entrée qu'il faut payer pour visiter la sépulture d'*Abu Lo'loah*, l'assassin *d'Oman bin al-Khattab*, second calife.

Le cheik a poursuivi: «Il existe des conditions préalables que tous ceux qui se prononcent pour l'unité de l'Oumma, doivent respecter. Eliminons donc les malentendus de nos cultures respectives qui risquent d'être repris par les générations futures. Elles n'y peuvent rien et ne seront pas responsables des conflits causés par la mort du Prophète.

Source: *Gulf Times,* Qatar, 23/1/2007
(Traduction: *Horizons et débats*)

***

hd. Félicitons les oulémas d'avoir rappelé à l'ordre les communautés religieuses afin qu'elles mettent un terme à la violence.

Cependant les attentats ne cesseront pas tant que les escadrons de la mort et les états-majors privatisés issus de la clandestinité politique de la coalition anglo-américano-israélienne ne quitteront pas l'Iraq.

Ce sont eux qui ont «formé» les troupes locales. Il est à supposer qu'ils les contrôlent toujours. Ceux qui connaissent le rôle du MPRI américain dans le conflit des Balkans peuvent bien imaginer leur rôle dans la guerre en Iraq. Ils organisent les attentats et les font réaliser. (cf. également le livre de Jürgen Elsässer:«Comment le Djihad est arrivé en Europe», chapitre «MPRI: Plus de généraux qu'au Pentagone», p. 119). En ce qui concerne l'Iraq, la stratégie prévoyait de semer au plus haut point la zizanie au sein des ethnies et des communautés religieuses afin de conserver les gisements de pétrole. Ce n'est pas un hasard si les journaux militaires américains viennent de publier une carte géographique de cette région qui se compose de petits Etats représentant chacun une ethnie facile à contrôler. Il en va de même pour la bande de Gaza, c'est évident. Tandis que les journaux ne cessent de répéter que des «groupes rivaux» ont commis des attentats ayant causé tant ou tant de morts, les Etats-Unis et l'UE dirigent un camp d'entraînement près de Jéricho où ils distribuent aux Palestiniens pour 86 millions de dollars d'armes et de munitions. Est-ce pour défendre les écoles, les hôpitaux et pour garantir le ravitaillement? Loin de là! Il s'agit de l'entraînement militaire du Fatah, des armes et des munitions destinées au Fatah. Ils veulent ainsi forcer l'Autorité palestinienne, qui est pourtant politiquement à bout de souffle, à éliminer le Hamas avec l'aide du Fatah. A l'époque d'Arafat, Israël voulait procéder de la même manière. Lorsque Arafat a refusé, il a été déclaré «persona non grata».

Les fusillades nocturnes seraient-elles donc l'affaire de «groupes rivaux» ou plutôt celle de la CIA et du Mossad? De toute façon, pour supporter les mensonges répétés par les médias, il faut faire preuve d'une certaine impassibilité!

En tout cas, les oulémas appellent à la réconciliation entre les communautés islamiques. Et que fait l'Occident? Va-t-il continuer à faire la guerre, à tuer, à voter des crédits militaires insensés? •

Des centaines d'enfants malades ou blessés sont voués à la mort

Environ une centaine de médecins réputés ont signé l'appel ci-dessous adressé à Tony Blair dans lequel est évoquée la situation désespérée des hôpitaux irakiens où les enfants ne peuvent pas être soignés faute de médicaments et d'équipements. Des milliers d'enfants meurent faute de matériel bon marché comme les masques à oxygène, les aiguilles stériles et les gants chirurgicaux. On manque également de lait en poudre et d'eau potable ainsi que d'un approvisionnement permanent en électricité et en gaz. En Irak, environ 5,9% des nouveaux-nés meurent. C'est un des taux de mortalité les plus élevés au monde. Depuis l'invasion de l'Irak en 2003, 260 000 enfants irakiens sont morts. Les médecins sont soutenus par un groupe de spécialistes du droit international qui affirment que cette situation viole les Conventions de Genève. Ils demandent aux forces d'occupation américaines et britanniques de protéger la vie humaine. Voici le contenu de la lettre des médecins:

«Nous sommes inquiets du fait que des enfants meurent faute de soins médicaux. Alors que l'Irak figurait en tête des pays en matière de soins médicaux, la situation actuelle est celle d'un pays du tiers-monde. Dans d'autres conditions, les enfants malades ou blessés pourraient être traités avec des moyens simples, mais ils sont voués par centaines à la mort parce qu'ils n'ont pas accès aux médicaments de base et aux autres ressources. Des enfants qui ont perdu leurs mains, leurs pieds ou des membres entiers ne peuvent bénéficier de prothèses. Des enfants en état de grave détresse psychologique ne sont pas traités. Nous prenons acte du fait que la Grande-Bretagne pourrait retirer ses forces armées d'Irak en 2007. Mais avant que cela se réalise, nous appelons le gouvernement britannique à ne pas fuir ce problème et à assumer ses obligations au titre de la Résolution 1483 du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période du 22 mai 2003 au 28 juin 2004. Cette Résolution désigne les Etats-Unis et la Grande-Bretagne comme puissances occupantes de l'Irak et leur demande de se mettre en conformité avec les Conventions de Genève et de la Haye. Celles-ci exigent explicitement des puissances occupantes qu'elles maintiennent l'ordre et répondent aux besoins médicaux de la population. Mais jusqu'à présent, elles ne l'ont pas fait, si bien que les hôpitaux pédiatriques irakiens sont de plus en plus confrontés à des atrocités. De même, nous exigeons de la Grande-Bretagne, l'une des puissances occupantes, désignée administratrice du fonds de développement pour l'Irak par la Résolution 1483, qu'elle rende des comptes au sujet de cette somme estimée en mai 2003 à quelque 23 milliards de dollars. On prétend que jusqu'en juin 2004, 14 milliards de dollars ont disparu à cause de la corruption, de vols et du payement de mercenaires. Nous exigeons que tous les revenus du pétrole irakien reviennent directement à la population et que les contrats illégaux conclus par la coalition du gouvernement provisoire soient annulés. C'est seulement ainsi que le peuple irakien pourra reconstruire son pays, ses infrastructures, son administration et ses hôpitaux.» •

(Traduction *Horizons et débats*)

Lettre publiée le 19 janvier 2007 et signée par:
Dr Chris Burns-Cox MD FRCP Consultant Physician, Gloucester Dr Heba Al-Naseri MB BS BSc Dr K Alston FFARCSI Associate Specialist in Anaesthetics at Torbay Hospital Ghada Karmi MB ChB MRCP PhD MFPHM RCP former Consultant in Public Health Medicine, North Thanes Regional Health Authority Dr Brian Robinson MA MB BCh BAO (TCD) DPM (Engl) Dipl Clin Hypnosis (UCL) Martin Birnstingl MS FRCS Retired Senior Surgeon, St Bartholomew's Hospital Dr Fiona Godlee Editor-in-chief BMJ Dr Ihab M Emran MSc MD Consultant (Locum) Spinal Surgeon, Royal Devon and Exeter Hospital Dr Derek Summerfield BSc (Hons) MBBS MRCPsych. Hon Sen Lect, Inst of Psychiatry, Univ of London; Teaching Associate, Refugee Studies Centre, Univ of Oxford Dr. Maggie Wright BSc (hons) Pharmacology MB ChB FRCA Director of Intensive Care Unit, James Paget University Hospital Foundation Trust Lt Col G Vautier RAMC (ret) BM FRCP Consultant Gastroenterologist James Paget University Hospitals NHS Foundation Trust Richard LM Newell BSc FRCS Retired Consultant Trauma & Orthopaedic Surgeon Dr S.Sadullah FRCP FRCPath Consultant Haematologist James Paget University Hospital, Great Yarmouth Dr Stephen J Wilson MB ChB FRCA Consultant Anaesthetist Honorary Senior Lecturer Dr Tim Paine FRCGP MRCP General Practitioner (retd) Bristol Dr Christopher Richards MB ChB MRCGP DCH Retired General Practitioner and Psychotherapist Bristol Dr Nicholas Mayne MD FRCP Consultant Physician Cheltenham Prof Allyson Pollock Director, Institute for International Health Policy, University of Edinburgh Prof Debbie Lawlor Professor of Epidemiology University of Bristol Dr Eric Brunner PhD FFPH Reader in Epidemiology and Public Health University College London Prof George Davey Smith Professor of Clinical Epidemiology University of Bristol Dr Philip Wilson DPhil MRCP MRCPCH FRCGP General Practitioner and Senior Clinical Research Fellow University of Glasgow Dr John Macleod Senior Lecturer in Primary Care University of Birmingham Prof Trish Greenhalgh OBE MD FRCP FRCGP Professor of Primary Health Care Dr Ian Roberts Professor of Public Health London School of Hygiene & Tropical Medicine Dr Nick Maurice OBE GP (retd) Director UKOWLA Dr Jane Ferrie Senior Research Fellow Dept. Epidemiology and Public Health University College London Prof Martin McKee CBE MD DSc FRCP Professor of European Public Health London School of Hygiene and Tropical Medicine David Gunnell Professor of Epidemiology University of Bristol Dr Ros Kennedy GP Principal MB BS MRCP MRCGP Dr Sam Richmond MB BS FRCP FRCPCH Consultant Paediatrician and Neonatologist Sunderland Royal Hospital Mr Daniel B Byles FRCOpth Consultant Opthalmologist Royal Devon & Exeter Hospital Dr Megan Byles MB ChB MRCGP General Practioner Ottery St Mary Devon Dr S.Dixon MB ChB MRCGP Appley Somerset Dr L.Ibbs MRCGP MRCP General Practitioner Islip Medical Practice Mr S F Brewster FRCS (urology) Consultant Urologist Churchill Hospital Oxford Mr N Burns-Cox FRCS (urology) Musgrove Park Hospital Taunton Dr Iona Heath CBE FRCGP MRCP Caversham Group Practice Dr David Nicholl FRCP PhD Consultant Neurologist City Hospital Birmingham C.M.Davidson MB MCh FRCS FRCSEd FRFPSG Retired Senior Consultant Surgeon Prof Alun Evans Department of Epidemiology and Public Health Belfast David Halpin MB BS FRCS Consultant Orthopaedic and Trauma Surgeon (retd) Dr Ros Kennedy GP Principal MB BS MRCP MRCGP Robert Shearer MB BS FRCS Consultant Urological Surgeon (retd) Dr David Batty Research Fellow University of Glasgow Dr S Shakti MB BS MRCPH Paediatric SPR Mr Dawlatly MB BS MRCOG Consultant in Obstetrics and Gynaecology Dr Jack Piachaud FRCPsych Felicity de Zulueta BSc MA (Cantab) MBChB FRCPsych Consultant Psychiatrist at the Maudsley Hospital Dr Anita Sharma MB BS BSc Dr Salma Al-Ramadhani MBBS Dr John Ho MB BS MRCPH Paediatric consultant Bob Fryatt MD MRCP FFPHM Strategy Adviser World Health Organisation Geneva Dr Dhanusha Maheshwaren MB BS MSc Dr Deeksha Kashyap MB BS BSc Lord Nicholas Rea MD FRCP General Practitioner (retd) Sir A W Macara FRCP FRCGP DSc Timothy Southwood BDS MB BS MRCGP Nailsea Family Practice Dr Equi Ajogbe MB BS BSc Dr Shalini Kawar MB BS BSc Dr David Tovey FRCGP Editorial Director BMJ Knowledge BMJ Publishing Group Ltd Dr Vidya Thakur MB BS MRCOG Mr Kalshaker MB BS MRCOG Consultant in Obstetrics and Gynaecology Dr John Adey MB ChB MA Dr Salim Ali MB BS BSc Mrs Hussain MB BS MRCOG Consultant in Obstetrics and Gynaecology Dr S Felenstein MB BS Dr Peter Kandela MRCGP PhD General Practitioner Mr Kamal Salman Alubaid MB ChB FRCS Edin Mr John Fixsen MA MChir FRCS Orthopaedic Surgeon to the Great Ormond St Hospital for Children (retd) Dr Rashmi Madhu MB BS Dr Michael Cripwell General Practitioner Dr Gemma Petts MB BS BSc Dr Radika Acharya MB BS Dr Karen Sennett General Practitioner Dr Margaret Tatham General Practitioner Dr G Battle General Practitioner Dr Susan Hunt General Practitioner Dr David Davidson General Practitioner (ret) Dr Michael Sills General Practitioner Namir Kafil-Hussain FRCS Consultant Ophthalmic Surgeon (with special interest in paediatrics) Ashford & St. Peter's Hospital, Surrey Dr Beatrice Boctor MB BCh MRCPsych Dr Gohar Khan, Dr Mehnaz Khan MB BS BSc Dr Tariq AlTawil MB BS BSc Dr. Nagin Antoun MB BCh FRCP FRCR Consultant Neuroradiologist Addenbrookes Hospital Dr Peter Hall MB BS MRCPI DGM Dr Syed Raza MB BS Dr K Jain MB BS Dr M Somajundram MB BS BSc Dr Antony Davies MD PhD Professor of Physiology (retd) Margaret L Stewart MB ChB BSc BD retired doctor and Church of Scotland minister D.C. Jameson Evans MB BS FRCS Dr Judith Cook MB BChir DTM&H General Practitioner Dr Runa Mackay MD FRCPE Dr Dominic Scarr MB ChB Dr Shirley Brierley MB ChB MRCGP MPH Specialist Registrar in Public Health Yorkshire & Humber Public Health Training Scheme …

Naples, le 6 janvier 2007

Appel à une campagne de désarmement nucléaire

par Père Alex Zanotelli

Pendant les jours de fête et durant la veillée du 31 décembre dans la chapelle de l'université de Naples j'ai beaucoup réfléchi. Et j'ai ressenti le grand désir de relancer avec détermination la campagne de désarmement nucléaire. En mai 2006 j'avais invité nos sages et nos spécialistes (nous en avons beaucoup en Italie) à se réunir pour préparer un document fort contre les armes nucléaires (l'ultimatum de l'ONU contre l'Iran venait d'expirer). Ils nous ont préparé un beau document: «Arrêtons ceux qui jouent avec le feu nucléaire – associons-nous pour le désarmement.» Nous avons distribué ce texte à divers groupes, organisations et associations qui s'engagent pour la paix. Malheureusement, il n'a pas été possible de s'associer pour créer une campagne nationale. Mais pourquoi donc cette hésitation dans une situation aussi grave? Entretemps les circonstances se sont aggravées: La Corée du Nord a réalisé son premier essai d'explosion nucléaire, le Japon exige le droit de posséder la bombe, les puissances nucléaires continuent leurs essais à l'encontre des traités, l'Iran a décidé de devenir une puissance nucléaire et Israël menace de détruire les installations nucléaires iraniennes avec des *«mininukes»*. Nous vivons dans l'ombre de la bombe «la Reine de ce monde» selon *René Girard* – «de nos jours seule l'arme nucléaire peut préserver la paix mondiale.» Et il nous lance l'appel: «Soit nous nous orientons de plus en plus vers un monde sans violence, soit nous disparaîtrons.»

Sous l'épée de Damoclès d'une guerre nucléaire, j'implore tous ceux qui s'engagent pour la réalisation de la paix de s'associer pour créer une campagne de désarmement nucléaire. Il s'agit d'un impératif qui résulte de l'extrême danger de la situation mondiale actuelle. C'est une question de vie ou de mort pour nous tous. Engageons-nous pour la vie!

Source: *www.mondosenzaguerre.org*
(Traduction *Horizons et débats*)

Sri Lanka

Situation catastrophique pour les réfugiés

uf. La situation des réfugiés dans ce pays secoué par la guerre civile devient de plus en plus catastrophique. Selon des indications du gouvernement, 40 rebelles tamouls auraient été tués dans des combats. A Varakai sur la Côte est, il y aurait même eu 400 personnes tuées lors de lourds conflits. Nous nous sommes entretenus avec *Davide Vignati* de la *Croix-Rouge internationale*. Voici ses propos:

«La situation est encore très peu claire. Nous avons des informations selon lesquelles quelques milliers de personnes ont fui le lieu des actions militaires et se sont dirigées vers le sud. Nous essayons de les aider avec quelques milliers de tentes et de l'eau potable. Dans les camps de réfugiés à l'est du pays se trouvent déjà environ 60 000 personnes.»

Il y a une semaine, le *Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés* a également attiré l'attention sur la grave détérioration de la situation des droits de l'homme. Selon les informations de l'ONU, il y aurait au total plus de 500 000 réfugiés à l'intérieur du pays.

Lors de son discours adressé le 8 janvier au Corps diplomatique, le Pape *Benoît XVI* a également souligné les «immenses souffrances parmi les populations civiles» sur cette île. «Au Sri Lanka, l'échec des négociations de Genève entre le Gouvernement et le Mouvement Tamoul a entraîné une intensification du conflit, qui provoque d'immenses souffrances parmi les populations civiles. Seule la voie du dialogue pourra assurer un avenir meilleur et plus sûr pour tous.» •

Source: *www.vaticanradio.org*

«Une libération» pour l'Iran?

La récente déclaration du président des Etats-Unis *George W. Bush* au sujet de la nouvelle stratégie en Irak résumait simplement ce qui, de toute façon, avait déjà été révélé: Washington enverra des troupes supplémentaires, ceci combiné avec des activités renforcées de reconstruction, liées aux initiatives irakiennes. Ce discours, considéré par certains observateurs comme un des «meilleurs» discours de Bush, entrera néanmoins dans l'histoire. Cependant il a clairement refusé le dialogue avec l'Iran et la Syrie, ce qui lui avait pourtant été recommandé par le groupe hors parti «Iraq Study Group» (ISG). Il a au contraire souligné que Washington ne tolèrera pas les ambitions nucléaires de Téhéran (et également de la Syrie). Ce n'est pas seulement dans le milieu diplomatique que cela est considéré comme un clair avertissement et un indice pour de possibles attaques américaines!

Parmi les militaires américains (et israéliens) on entend de plus en plus souvent le nom de «Khuzistan». Dans cette province iranienne à la frontière irakienne, riche en réserve de pétrole et habitée par des Arabes chiites, les manifestations contre le gouvernement central de Téhéran se sont multipliées ces derniers temps. Au plus tard depuis le discours de Bush, il y a de plus en plus d'observateurs compétents qui dessinent un scénario d'après lequel des troupes américaines envahissent le Khuzistan au nom de la «lutte contre le terrorisme» pour ensuite être invités à rester par des Arabes «cherchant la liberté» …

C'était aussi intéressant que Bush n'ait pas mentionné Israël dans son discours «porteur d'avenir». Il a uniquement parlé d'une nouvelle initiative en faveur du processus de paix au Proche-Orient mais sans laisser apparaître un plus grand engagement. Il fallait lire entre les lignes pour discerner les ambitions de Washington: l'annonce du soutien «des amis dans la région» au besoin avec la force des armes ne pouvait bien sûr se référer qu'à Israël. Ainsi Bush a clairement pris ses distances face aux constatations du ISG qui voyait dans la solution de deux Etats en Palestine l'une des conditions décisives pour la paix également en Irak! •

Source: *Vertrauliche Mitteilungen aus Politik, Wirtschaft und Geldanlage* du 23/1/07.

Le souhait de Gauweiler

Le député du Bundestag *Peter Gauweiler* (CSU) souhaite de la part de la chancelière *Angela Merkel* (CDU) des paroles claires et nettes lors de ses prochaines visites chez le président américain *George W. Bush:* «Nous devons préciser aux Américains qu'ils n'ont pas le droit d'exterminer d'autres aspirations culturelles dans le monde – qui ne relèvent d'ailleurs pas automatiquement du terrorisme – comme ils l'ont fait avec les Apaches et les Sioux». •

Source: *Vertrauliche Mitteilungen aus Politik, Wirtschaft und Geldanlage* du 23/1/07

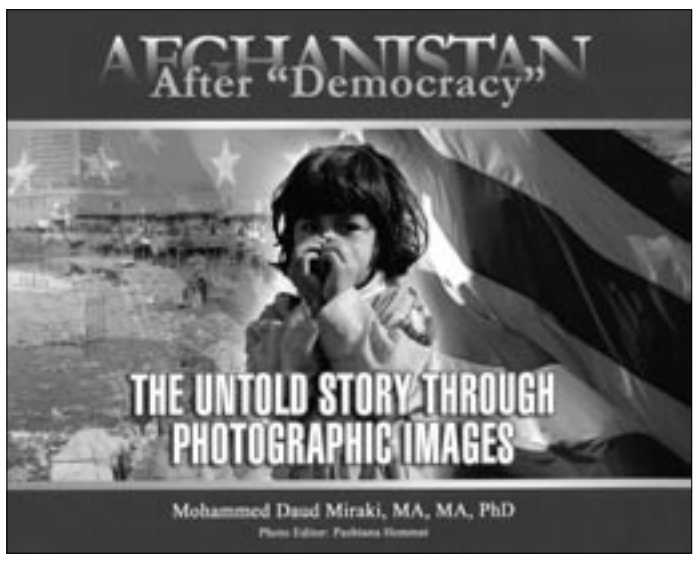
Des orphelins – soutiens de famille

Nadia et sa sœur *Jamila* sont deux enfants parmi des milliers d'orphelines qui errent dans les rues de Kaboul pour trouver à manger et échapper en même temps aux violences criminelles. Elles vivent avec leur oncle paternel. Pendant la journée, elles mendient dans les rues dans l'espoir de recueillir suffisamment d'argent pour acheter du pain. A cause du grand nombre d'enfants et d'adultes pauvres obligés de mendier, les gens sont devenus indifférents à leur misère.

(photo Mohammed Daud Miraki)

Chaque jour, un enfant disparaît ou est victime d'un pédophile. Dans le gouvernement massivement corrompu, les services de sécurité se préoccupent surtout d'accumuler le plus vite possible des richesses. Ainsi des centaines d'enfants disparaissent, sont vendus au plus offrant ou sont abusés car il n'y a personne qui les protège.

En fin de compte, ce sont le capitalisme, la concurrence, l'offre et la demande qui règnent quand l'éthique passe au second plan.



Afghanistan After «Democracy»

www.afghanistanafterdemocracy.com

Mohammed Daud Miraki,
MA, MA, PhD,
5347 North Ravenswood Avenue, Chicago, IL 60640 USA,
Mdmiraki@ameritech.net
ISBN 1-4276-0646-3

Lettre ouverte des mouvements pacifistes italiens au Premier ministre Prodi

Après que Romano Prodi eut déclaré que son gouvernement approuvait l'agrandissement de la base militaire américaine de Vicence, des mouvements pacifistes italiens lui ont adressé une lettre ouverte que nous publions ci-dessous.

Monsieur le Premier ministre
Romano Prodi
Palazzo Chigi
Piazza Colonna 370
Rome

Milan, le 16 janvier 2007

Objet: Refus de l'agrandissement de la base militaire de Vicence

Monsieur le Premier ministre,
Par la présente, les associations soussignées confirment leur opposition à l'agrandissement de la base militaire américaine de Vicence et demandent au gouvernement italien de prendre une décision dans ce sens lors de la séance du Conseil des ministres du 26 janvier.

Non seulement nous refusons l'extension d'une servitude militaire funeste aussi bien à la société qu'à l'environnement (pollution) de cette ville «vénitienne», mais nous nous opposons à un projet servant la guerre des Etats-Unis «contre le terrorisme». L'ampleur de cette guerre est inacceptable même pour le programme de l'Union, pour les intérêts de notre pays aussi bien que pour l'esprit fondamentalement pacifiste du pacte fondateur de notre République inscrit dans la Constitution.

Dans cette inacceptable logique de guerre «globale, préventive et permanente», Vicence, base militaire de la 173e Brigade, devient la plaque tournante opérationnelle du Front sud pour les engagements militaires unilatéraux des Etats-Unis.

Cette décision met en question non seulement notre indépendance nationale mais aussi la crédibilité de notre politique étrangère qui contribue à garantir la paix en Europe.

Une réponse négative de votre part et de la part de votre gouvernement susciterait une fois de plus notre incompréhension de vos décisions stratégiques, notamment en Afghanistan, au Nigeria, au Liban et en Irak: Nous n'arrivons pas à y reconnaître les plans de paix que vous avez annoncés. En effet, nous voyons chaque jour dans les médias des actes de violence incroyables commis sur ces théâtres d'opérations.

De plus, nous ne comprenons pas pourquoi l'augmentation des dépenses militaires prévue par la loi des finances, a été dissimulée bien que l'on connaisse les difficultés financières des secteurs social et culturel en Italie.

Pour ces raisons et en tant que membres actifs du mouvement pacifiste italien qui soutient surtout les campagnes pour l'objection de conscience et contre les dépenses militaires, nous soutenons la lutte du peuple contre la base militaire de Vicence et contre les armes de destruction massive stationnées sur notre territoire.

Si vous ignorez les revendications du peuple, la résistance non-violente continuera et nous l'appuierons par nos idées, nos propositions et notre engagement.

Nous demandons au gouvernement italien de soumettre cette décision en tout cas à un débat parlementaire.

Veuillez agréer,
Monsieur le Premier ministre,
l'expression de notre haute considération.

Pour les secrétariats des groupes «Lega Disarmo Unilaterale» (Ligue du désarmement unilatéral), «Lega Obiettori di Conscienza» (Ligue des objecteurs de conscience), «Riconciliazone» (Réconciliation):

Alfonso Navarra, Massimo Aliprandini, Francesco Lo Cascio

Source: *www.lists.peacelink.it/pcknews/msg10204.html.* (Traduction *Horizons et débats*)

Divertissements violents

Effets et mesures préventives

*par Rudi et Renate Hänsel, Munich**

«Aujourd'hui, nous sommes face à une génération que nous pouvons informer sur les risques de la violence médiatique pour la santé. Si nous réussissions à le faire et que nous arrivions à imposer des mesures correctrices, cela représenterait une victoire considérable des enfants.»

Davis Grossman (2006)
In: Hänsel R./Hänsel R.:
Da spiel ich nicht mit!

Aux Etats-Unis, les parents achètent à leurs enfants de 6 mois des consoles de jeux avec un clavier grand format et des jeux vidéos comme «Baby Einstein» ou «Brainy Baby» parce que l'industrie des jeux leur a fait croire que cela les rendrait plus intelligents. (*The New York Times* du 23/1/2006).

En Bade-Wurttemberg, l'exclusion du collège d'une élève de 14 ans qui avait diffusé avec son portable des séquences vidéos violentes, pornographiques et perverses a été confirmée par le jugement d'un tribunal parce que, ce faisant, elle aurait pu «porter massivement préjudice à l'équilibre psychique et à la sensibilité morale de ses camarades de classe et leur causer des états d'angoisse». (Arrêt du Tribunal administratif de Karlsruhe du 15/3/2006)

A l'école Alfred-Teves de Gifhorn, un élève a été battu au point de devoir être transporté à l'hôpital dans le seul but de pouvoir filmer la bagarre avec un portable et de montrer la scène à des copains. (Emission *Panorama* de la chaîne ARD du 2/2/2006).

A 22 heures, en Allemagne, 800 000 enfants d'âge préscolaire regardent encore la télévision; à 23 heures, ils sont encore 200 000 et à minuit 50 000. (Spitzer, M. (2006). in: *Zeitschrift für Nervenheilkunde*, p. 5)

Tous ceux qui zappent à travers les programmes à ces heures-là savent combien de scènes cruelles, perverses ou autres horreurs ces enfants ont pu voir.

Aux Etats-Unis, 1,5 million de joueurs sont inscrits aux jeux online *America's Army: Operations*. Membre d'une unité spéciale, vous chassez virtuellement des terroristes en Irak. 20 à 30% des participants choisissent ensuite le site de recrutement de l'armée qui cherche ainsi à remédier à la pénurie de soldats. (*Neue Zürcher Zeitung* du 22/9/2006)

Comment allons-nous, enseignants et éducateurs, réagir au fait que beaucoup de nos enfants sont exposés quotidiennement à de telles violences dans leurs jeux?

Allons-nous nous joindre à ceux qui trouvent que c'est là un phénomène actuel et que nos enfants doivent acquérir une «compétence médiatique»? Ou à ceux qui nous mettent en garde parce que nos enfants deviennent malades, nerveux, violents et que leurs résultats scolaires baissent, comme l'ont fait des pédiatres américains lors d'une audition du Congrès?

Ou à ceux qui, comme le psychologue militaire américain *David Grossman* nous a rendus attentifs au fait que nous entraînons nos enfants à tuer et que nous générons en fin de compte une culture de la violence qui est une préparation directe à la guerre?

En quoi consistent ces jeux violents?

Selon David Grossman, il s'agit de représentations de la violence, surtout dans les médias électroniques qui montrent de façon sensationnelle et acceptable des actes violents envers des êtres humains ou des animaux. L'acte violent consiste dans l'utilisation de la contrainte pour infliger des dommages corporels à un être humain ou à un animal. Le résultat est une blessure de nature physique ou psychique, mortelle ou non. L'offre, la disponibilité et la consommation de produits médiatiques violents ont augmenté ces dernières années de façon considérable. Aux Etats-Unis, les enfants et les adolescents consomment en moyenne 8 heures par jour des divertissements du petit écran. A 18 ans, le jeune homme lambda a déjà vu 200 000 actes de violence et cela uniquement à la télévision. Le criminologue *Christian Pfeiffer* met en garde contre une grave sous-estimation du problème du délabrement psychique dû aux médias»: 20% des adolescents allemands regardent en moyenne un film d'horreur par jour. Apprendre du vocabulaire après un tel film n'est plus possible car «la violence émotionnelle» des images évince ce qui doit être retenu. «Un adolescent sur trois risque de tomber dans le piège de la télévision, de l'Internet et des jeux vidéos.» (*Spiegel Online* du 27/4/2004)

La consommation de violence a été accrue par l'Internet, aujourd'hui accessible à presque tous les adolescents et par la production de jeux vidéos interactifs qui représentent actuellement une des formes de divertissement les plus prisées. Avec ces jeux vidéos, l'industrie du divertissement a créé des simulateurs d'homicide avec lesquels nos enfants peuvent, s'ils le veulent, apprendre à tuer des hommes. Notre société permet donc quelque chose qui peut porter gravement atteinte à la santé psychique et physique des individus et avoir des conséquences mortelles pour des membres de notre société. En Amérique, en une seule année, 150 fusillades ont eu lieu. En Allemagne (Passau, Bad Reichenhall, Meissen, Metten, Darmstadt, Brandenburg, Reising, Gersthofen, Erfurt et Coburg), des événements semblables se sont produits qui ont causé en tout la mort de 30 personnes et des blessés graves. Tout cela était impensable il y dix ans.

Les productions sont de plus en plus brutales. «Des pinces-monseigneur, des marteaux, des tronçonneuses marquent les étapes de l'évolution de cette chasse à l'homme virtuelle. La pitié ne donne pas de points. *Ego-Shooter*, c'était hier. Le jeu vidéo *Manhunt* exige le sadique accompli.» (*Süddeutsche Zeitung* du 20/4/2004) Ce ne sont cependant pas seulement des personnages virtuels qui sont chassés: la technique moderne permet de scanner des portraits de personnes qu'on n'aime pas – des parents, des enseignants, par exemple – et de tirer sur eux ou de les torturer.

Le secteur des ordinateurs et des jeux vidéos fait mondialement un chiffre d'affaires de près de 20 milliards de dollars. C'est pourquoi les producteurs de ces «divertissements» pervers, par exemple aux Etats-Unis, se battent férocement contre toute restriction législative. Or les téléfilms et les vidéos sont de plus en plus violents et échappent dans une large mesure à tout contrôle, bien que les lois et les instances de contrôle existent.

Ces représentations de la violence, cet apprentissage de la violence laissent des traces chez les enfants et adolescents que nous observons quotidiennement:

- Leur psychisme est rempli de contenus inutiles et destructeurs qui ne laissent que peu de place à quelque chose de constructif.
- La violence médiatique s'attaque aux relations entre les personnes et aux valeurs, ce que ressentent les parents et les enseignants.
- Elle augmente la passivité et d'autres habitudes malsaines, jusqu'à provoquer une dépendance.
- Elle abrutit et rend indifférent, empêche la compassion et réduit les freins naturels qui retiennent de faire du mal à autrui.
- Elle peut provoquer des angoisses, des dépressions et le sentiment de se trouver en pays ennemi.
- Elle est diamétralement opposée à la quête de la paix comme objectif éthique de l'éducation et de la société et la relègue à l'arrière-plan car elle fait que la violence est utilisée à la légère dans les rapports entre les hommes et les peuples.

Est-ce que nous parents, enseignants, citoyens ne devons pas agir au lieu d'être de simples spectateurs? N'est-ce pas notre devoir d'analyser plus précisément les faits et d'en déduire une stratégie d'action?

1. Analyse des faits

Le mythe des désaccords entre scientifiques

En ce qui concerne les conséquences néfastes de l'utilisation par les enfants et les adolescents des divertissements électroniques, surtout des jeux vidéos violents, les scientifiques sont unanimes. Le fait que ces effets soient encore niés est dû à une prétendue querelle de scientifiques, mauvaise astuce pour ignorer des problèmes psychosociaux désastreux et – ajoutons – pour continuer de produire. Grossman parle de «pet-scientists» payés par certains producteurs pour mettre en doute à l'aide de prétendues «études» les résultats des recherches sur les effets des médias. Sur environ 3600 études sérieuses concernant la relation entre la consommation de violence médiatique et l'agressivité, toutes sauf 18 ont confirmé cette relation et montré que les effets se maintiennent pendant des décennies. C'est ce qu'ont affirmé l'Académie américaine des pédiatres, la Société des pédopsychiatres et la Société de psychologie dans leur déclaration commune lors de l'audition du Congrès en 2001. (cf. American Academy of Pediatrics: *Media Violence*. In: *Pediatrics*, volume 108, nº 5, novembre 2001, pp. 1222–1226)

Résultats des recherches sur la violence médiatique et l'agressivité

Après la métaanalyse de toutes les études sérieuses parues jusqu'à la fin du XXe siècle, les pédiatres, les pédopsychiatres et les psychologues américains ont constaté ce qui suit:

- La consommation de violence médiatique conduit à une plus grande acceptation de la violence comme «moyen de résoudre les problèmes». Il semble normal de porter des armes. C'est ressenti comme un gain personnel de pouvoir.
- Les enfants et les adolescents développent un «mean-world-syndrome» («syndrome du grand méchant monde»). Cela veut dire que pour eux le monde est un endroit menaçant.
- Beaucoup d'enfants et d'adolescents souffrent d'angoisse, de dépressions, de troubles du sommeil et font des cauchemars suite à la consommation de violence médiatique.
- violence réelle.
- Les jeux vidéos interactifs ont des conséquences encore plus désastreuses. Ils apprennent aux enfants et aux adolescents des scénarios de comportement impliquant de l'hostilité et de l'agressivité et augmentent ainsi la probabilité d'user de la violence.

Ces spécialistes en déduisent que:

- La violence interpersonnelle représente aujourd'hui le plus important risque pour la santé de nos enfants et adolescents, avant les maladies infectieuses, les troubles gastro-intestinaux ou d'autres maladies.
- En Amérique, le meurtre et le suicide figurent en tête des causes de décès chez les enfants et les adolescents.

Ils recommandent par conséquent d'exposer le moins possible les enfants et les adolescents à la violence médiatique.

Résultats des recherches sur la consommation des médias, le développement cognitif et les résultats scolaires

En plus de ces nombreuses recherches sur les rapports entre la consommation des médias et l'agressivité, il existe notamment dans les pays germanophones des travaux récents concernant les effets de la consommation des médias électroniques sur le développement cognitif, les résultats scolaires et la santé physique. Nous mentionnerons ici les résultats les plus importants.

I

La consommation fréquente de télévision et de jeux vidéos à l'âge préscolaire nuit au développement cognitif, linguistique, visuel et moteur de l'enfant.

La linguiste britannique *Sally Word* avait constaté, il y a déjà une décennie, que les enfants ayant une consommation très élevée de télévision peuvent accuser un retard du développement linguistique allant jusqu'à une année par rapport à d'autres enfants. (cf. Dost, B. (1966). *Rettet unsere Kinder. Die visuelle Gewalt und ihre Folgen*. München, p. 18)

Dans l'enquête du Centre d'orthophonie de Mayence effectuée sur trois périodes consécutives, les chercheurs ont constaté une augmentation considérable des perturbations du développement linguistique qu'ils ont attribuée entre autres à la consommation croissante des médias. (op. cit.)

Dans une étude publiée en 2006 dans la revue *Kinder- und Jugendarzt, Winterstein* et *Jungwirth* présentent les résultats de leur enquête auprès de 1859 enfants d'âge préscolaire. Pour évaluer la perception imagée et les aptitudes visuelles et motrices, ils ont utilisé le test du bonhomme pour enfants d'âge préscolaire (le tabagisme passif a également été pris en compte). Les dessins produits ont ensuite été mis en relation avec le temps passé devant la télévision. Les résultats montrent une nette corrélation entre une grande consommation de télévision et des déficits dans la perception visuelle et celle des quantités. Les enfants qui ne regardaient pas la télévision plus de 60 minutes par jour faisaient des dessins de personnes beaucoup plus complets et précis que ceux qui la regardaient jusqu'à trois heures par jour (cf. illustration, p. 14).

A Würzburg, en 2003, des chercheurs ont vérifié l'hypothèse selon laquelle les résultats inférieurs en expression orale et en lecture d'enfants préscolaires et de l'école primaire qui avaient une consommation de télévision élevée provenaient du fait de vivre dans des familles socialement défavorisées. Cette hypothèse n'a pas été confirmée. Les enfants issus de familles au statut socio-économique élevé qui regardaient beaucoup la télévision avaient des résultats particulièrement mauvais. (Ennemoser, M. et al. (2003): *Fernsehkonsum und Entwicklung von Sprach- und Lesekompetenz im frühen Grundschulalter.* In: *Zeitschrift für Entwicklungspsychologie und pädagogische Psychologie*, 35 (1) 12–26).

II

Les résultats scolaires en langue maternelle, en mathématiques et en sciences sont d'autant plus mauvais que les enfants passent plus de temps devant la télévision ou à jouer à des jeux vidéos sur leur ordinateur ou leur console.

En 2005, le criminologiste de Basse-Saxe *Christian Pfeiffer* a fait des recherches sur la relation entre la consommation des médias des adolescents et leurs résultats scolaires. Il a utilisé les données de 6000 élèves de quatrième année primaire et de 17 000 élèves de neuvième. Les résultats obtenus par ces élèves dans les matières testées lors de l'enquête Pisa ont été mis en relation avec la possession d'appareils et leur utilisation.

Suite page 14

Auer Verlag, Donauwörth 2005, ISBN 3-403-04268-5

* *Rudolf Hänsel,* psychologue, est directeur de l'Office d'orientation scolaire de Munich et *Renate Hänsel* est professeur de lycée.

«Divertissements violents»
suite de la page 13

En ce qui concerne la possession d'appareils et leur utilisation, on a observé des différences régionales intéressantes. Les jeunes de Dortmund passaient plus de temps devant la télévision et leur console de jeux qu'à l'école (1430 heures par année contre 1140). 64% des garçons de 10 ans avaient une télévision dans leur chambre et 56% une console de jeux. En revanche à Munich, seuls 28% des garçons avaient une télévision à eux et 27% une console de jeux. Ce que Pfeiffer a constaté ne nous étonne pas:

«La disponibilité des postes de télévision et des autres appareils augmente fortement la consommation journalière. Des enfants sans poste à eux regardaient la télévision environ 70 minutes par journée scolaire. En revanche, ceux qui possédaient leur propre poste la regardaient plus de deux heures par jour. Avoir une console à soi signifie pour un élève de 10 ans une augmentation de la durée de jeu de 20 à 50 minutes pendant les journées scolaires. Et les enfants de 10 ans qui disposaient d'une télévision à eux regardaient trois fois plus souvent des films qui, à cause de leur contenu brutal, seraient interdits aux moins de 16 ou 18 ans.»

Lorsqu'on met en rapport l'intensité de la consommation avec les performances scolaires, les résultats d'études antérieures menées dans d'autres pays se confirment: plus la disponibilité de ces appareils est grande, plus la consommation augmente, plus les images sont violentes, plus les résultats scolaires baissent, surtout chez les garçons.

Ainsi, les garçons qui jouent souvent à des jeux vidéos destinés aux plus de 18 ans (ces jeux sont particulièrement brutaux) obtiennent des résultats scolaires en moyenne inférieurs de 0,5 à 0,7 points à ceux des garçons qui n'y jouent pas.

Parmi les garçons de Dortmund qui possèdent relativement beaucoup d'appareils et qui en font une consommation élevée, seuls 30% ont reçu une recommandation pour entrer au collège (Gymnasium) à la fin de la quatrième primaire. A Munich, la proportion était de 49%.

Les causes invoquées par Pfeiffer correspondent à ce que nous observons tous dans notre travail pédagogique quotidien.

- *Les contacts sociaux s'appauvrissent.*
  «Celui qui passe plus de trois ou quatre heures par jour de son temps libre à regarder la télévision et à jouer à des jeux vidéos, passe à côté de la vie […]. Ses compétences sociales ne sont pas pleinement développées.»
- *Les résultats scolaires baissent.*
  «Celui qui regarde la télévision pendant des heures n'a plus le temps de faire ses devoirs scolaires.»
- *les performances cognitives souffrent du manque d'exercice physique offert par les activités sportives.*
- *L'horreur favorise l'oubli.*

Editions Jouvence 2003. ISBN 2-88353-307-5

Le stress provoqué par les jeux vidéos et les films d'action peut entraîner une détérioration des apprentissage antérieurs […]. Ce que l'enfant vit quelques heures après l'apprentissage à l'école peut être déterminant pour la consolidation à long terme de ce qu'il a appris.»

III

L'utilisation intensive de l'ordinateur à la maison et à l'école n'a pas d'effet positif sur les résultats scolaires, contrairement à ce qu'on ne cesse d'affirmer.

Dans une étude concernant les effets sur l'apprentissage de l'utilisation de l'ordinateur à l'école et à la maison (2005), *Thomas Fuchs* et *Ludger Wössmann* ont analysé 96 855 données d'élèves de 31 pays ayant participé à l'enquête Pisa.

Le problème posé était: L'utilisation intensive de l'ordinateur à l'école et à la maison a-t-elle des effets positifs sur les compétences de base en langue maternelle, en mathématiques et en sciences, telles qu'elles ont été mesurées dans l'étude Pisa?

Voici la réponse: «Avoir un ordinateur à sa disposition à la maison et utiliser de manière intensive l'ordinateur à l'école ne vont pas de pair avec de meilleurs résultats, mais sont au contraire la plupart du temps corrélés à des résultats inférieurs dans les compétences de base de Pisa.»

L'effet négatif est encore plus grand si à la maison il y a plus d'un ordinateur à disposition. A l'école, les résultats baissent de façon linéaire avec l'augmentation de l'utilisation de l'ordinateur.

Les auteurs de la recherche expliquent ce résultat étonnant de la manière suivante:

- Les ordinateurs domestiques ne sont la plupart du temps pas utilisés pour l'étude (logiciels didactiques, recherches sur Internet, etc.) mais pour des jeux vidéos, surtout lorsque deux ordinateurs sont disponibles. «Quand les ordinateurs ne servent apparemment qu'à jouer, ils ont un potentiel très élevé de distraction et peuvent empêcher d'autres activités, comme les devoirs et l'étude, au détriment des résultats scolaires. En revanche, quand parents et enfants font en sorte que l'ordinateur ne soit pas utilisé pour des jeux mais pour l'étude (recherches sur Internet, logiciels didactiques, etc.), l'influence négative diminue […]; elle peut même devenir positive.»
- «L'utilisation pédagogique de l'ordinateur à l'école a probablement évincé d'autres formes d'enseignement plus efficaces, par exemple les cours avec emploi du tableau noir.»

Autres résultats de recherches

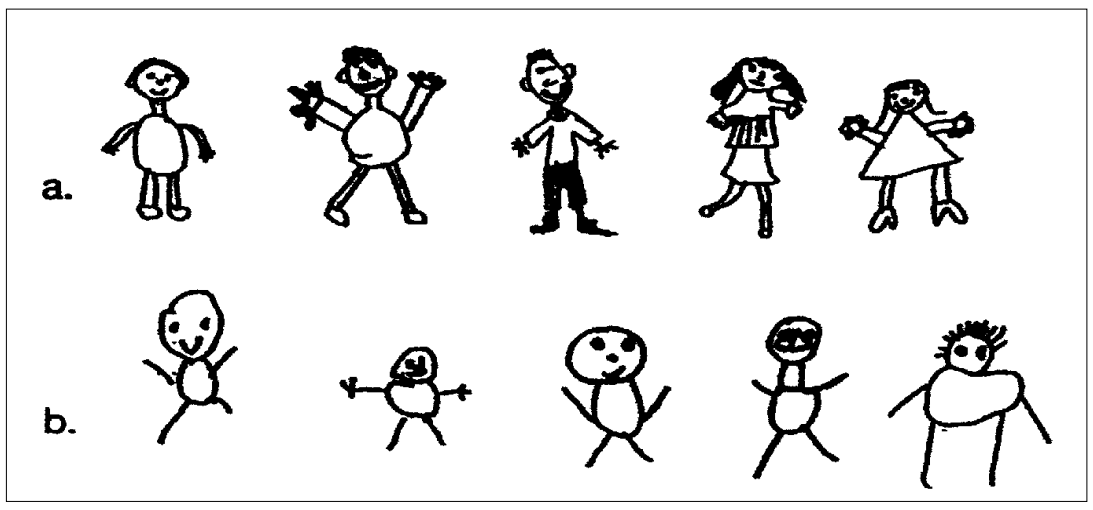
IV

L'accès pratiquement illimité aux sites Internet pornographiques, pervers ou brutaux augmente le risque que les enfants développent des comportements asociaux, voire criminels.

En octobre 2006, dans une annonce de conférence de *pro familia* (Munich) sur le sujet: «Commerce des images de sexe: les adolescents regardent plus d'images de sexe que jamais», on pouvait lire le commentaire suivant: «A vrai dire, les adolescents font aujourd'hui leurs premières expériences sexuelles avec des représentations visuelles de la sexualité. En raison de médias énormément sexualisés et de l'accessibilité quasiment sans limites de ce flot d'images, les filles et les garçons sont fortement influencés dans leurs comportements et leurs expériences par la force de ces impressions. Beaucoup d'adolescents sont très troublés par des images stéréotypées, sexistes, pornographiques ou exaltant la violence.»

Il y a déjà des décennies que le spécialiste des effets des médias et expert judiciaire d'Augsburg *Werner Glogauer* a signalé dans ses publications que l'offre et l'utilisation des images de sexe avaient fortement augmenté et qu'elles étaient facilement accessibles sur Internet. Il a pu démontrer que les enfants et les adolescents considéraient la sexualité perverse qui y est montrée comme tout à fait normale et qu'elle provoquait souvent des peurs quant à la sexualité.

A cela s'ajoute, selon lui, le fait que les jeunes soient poussés à imiter ce qu'ils voient. Il en résulte que les enfants et les adolescents ne sont plus seulement des victimes de délits sexuels mais qu'ils en deviennent aussi les auteurs en s'attaquant à des victimes de leur âge. Souvent ils deviennent misogynes et machistes.



Dans une étude publiée en 2006 dans la revue Kinder- und Jugendarzt, Winterstein et Jungwirth présentent les résultats de leur enquête auprès de 1859 enfants d'âge préscolaire. Pour évaluer la perception imagée et les aptitudes visuelles et motrices, ils ont utilisé le test du bonhomme pour enfants d'âge préscolaire.

Dessins typiques d'enfants d'âge préscolaire

a) enfants qui ne regardent pas la télévision plus d'une heure par jour
b) enfants qui regardent la télévision au moins trois heures par jour

Dans son article «Wie Kinder und Jugendliche durch Sexmedien und Pornographie zu Sexualtätern werden» («Comment les enfants et les adolescents deviennent des délinquants sexuels à cause du sexe dans les médias et de la pornographie») (In: Hänsel, R./Hänsel, R. (2006). p. 105–118), il décrit deux cas typiques tirés d'une recherche sur des jeunes délinquants condamnés. Cette évocation donne à tous les parents, enseignants et éducateurs un aperçu de ce sombre chapitre.

Il y a déjà des années aussi que le criminologiste réputé *Hans Joachim Schneider* a attiré l'attention sur les problèmes des jeunes délinquants sexuels, qui étaient minimisés par les criminologistes. Ces derniers estimaient qu'il s'agissait là de simples «jeux du docteur» et que les choses s'arrangeaient avec l'âge: «En ignorant ou en minimisant les problèmes, écrit Schneider, on a donné de mauvais signaux». (cf. Schneider, H.J. (2002) Sexualdelinquenz im Jugendalter und Beurteilung sowie Behandlung jugendlicher Sexualdelinquenten. In: Moos, R. (Hrsg.) *Festschrift für Udo Jesionek.* Wien, Graz, p. 165–187)

Aujourd'hui on sait, d'après des estimations sérieuses, que dans la seule Allemagne vivent un demi-million d'obsédés du sexe qui surfent inlassablement et fébrilement sur Internet et restent finalement insatisfaits. Les conséquences pour eux-mêmes et leurs proches sont graves. *Kornelius Roth,* qui travaille depuis des années comme thérapeute avec ces gens-là présente dans son livre, paru en 2006, «Wenn Sex süchtig macht» («Quand le sexe rend dépendant» (Berlin: Ch. Links) à l'aide d'études de cas les formes, les problèmes et les conséquences de la dépendance sexuelle et surtout les particularités de la dépendance en ligne.

V

Des recherches récentes montrent qu'un internaute sur dix devient dépendant de ce média tout comme les alcooliques de l'alcool.

Dans une enquête effectuée par *Sabine Grüsser-Sinopoli* à Munich, 10% des 7000 adultes utilisateurs de l'Internet interrogés et des 360 enfants de cinquième et de sixième montraient des signes de dépendance: chez les enfants, cela se manifestait par le manque d'intérêt pour l'école et d'autres activités ainsi que pour les amis, par de l'agitation, de l'agressivité, de la nervosité quand ils étaient privés d'Internet. (cf. *Spiegel Online* du 15/3/2006) «Quant aux jeux vidéos, la plongée dans un monde virtuel est trompeuse: on a le sentiment d'être quelqu'un parce qu'on prend des décisions, qu'on a du pouvoir.»

Comme pour l'alcool, l'accoutumance fait que l'on doit constamment augmenter la consommation. Ainsi, il a été démontré dans une expérience de laboratoire que le même mécanisme se déclenche dans le cerveau des joueurs dépendants à la vue de jeux informatiques que chez les alcooliques à la vue de l'alcool. (cf. Suchtforschergruppe der Berliner Charité, op. cit.)

VI

Les valeurs négatives et les mauvaises habitudes transmises par la télévision et les jeux vidéos sapent peu à peu les valeurs que parents et enseignants essaient de transmettre au cours du processus éducatif.

Les actions atroces, perverses ou odieuses qui constituent selon des estimations sérieuses 60 à 70% du contenu de toutes les émissions de télévision et un pourcentage encore plus grand en ce qui concerne les jeux actuels, assaillent en permanence nos enfants. Depuis que l'interface Bluetooth existe, on peut les trouver sur son portable, même malgré soi. Les enfants et les adolescents sont exposés à ces images même à l'école, pendant les récréations, sur le chemin de l'école et à la maison.

Ces impressions modifient le comportement et les relations avec les enfants du même âge et avec les adultes et détruisent avec le temps les repères que nous avons essayé de leur donner. Ainsi les médias commencent à remplacer les anciennes valeurs par des nouvelles et deviennent ainsi «prescripteurs de valeurs». Des valeurs traditionnelles résultant de l'éthique chrétienne-humaniste comme l'amour du prochain, l'esprit pacifique, la serviabilité, la compassion et le respect d'autrui sont reléguées à l'arrière-plan. Si l'on veut être considéré par les jeunes du même âge, il faut se montrer cool et insensible, connaître et utiliser les vidéos et les jeux les plus brutaux, supporter des atrocités sans sourciller, réagir rapidement de manière agressive. Une (in)culture de la violence se répand. Les mœurs sombrent dans la sauvagerie; au lieu d'être avec les autres, on est de plus en plus contre eux. La cohésion sociale qui reposait sur un consensus de valeurs disparaît.

Si nous, adultes, ne faisons rien contre ce phénomène, des (non)valeurs vont se développer qui ne sont pas faites pour une vie communautaire démocratique et pacifique et préparent plutôt un avenir de violences et de guerres.

VII

A force d'entraîner à tuer, les jeux violents amoindrissent les réticences à commettre ce genre d'acte et rendent insensible aux souffrances d'autrui. Ils préparent au métier de soldat.

Erfurt est loin d'être oublié. Le nom de cette ville d'Allemagne de l'Est est lié au souvenir de la folie meutrière d'un adolescent, événement inimaginable en Allemagne jusque-là. A cause de prétendues vexations, il a assassiné des enseignants de son ancien lycée ainsi que des élèves, une secrétaire et un policier pour finir par se suicider. Ni la compassion, ni le sens des responsabilités envers la société, ni les barrières morales l'en ont empêché. Il a tué des enseignants qu'il connaissait depuis des années, leur a tiré en plein visage, si bien qu'ils n'ont pu être identifiés qu'à la suite d'expertises médicales. Le tir de face en pleine tête, que même les commandos de la mafia ou des SS ne pratiquaient pas, s'entraîne pourtant des milliers de fois dans les «jeux de tueurs» et il est dûment récompensé. Or l'élève Steinhäuser, un adepte du jeu Ego-Shooter «Counter-Strike» s'était exercé des milliers de fois et s'en était vanté auprès d'amis.

Suite page 15

«Divertissements violents»
suite de la page 14

Comment des adolescents peuvent-ils en imposer à leurs camarades avec de telles horreurs? L'insensibilité est-elle une «valeur» qui permet d'être respecté?

Depuis des années, on sait qu'aux Etats-Unis les jeux vidéos sont utilisés pour apprendre à tuer à la guerre. On sait également que l'armée américaine recrute des soldats, dont le nombre commence à diminuer, par le biais de jeux brutaux. En effet les jeux vidéos cruels, en plus de l'effet d'entraînement, visent à améliorer la coordination œil-main, l'insensibilité affective et à désactiver des aires complètes du cerveau où siège le raisonnement. En revanche, ils stimulent la peur et d'autres émotions. Ainsi, des adolescents entraînés se laissent facilement enrôler, surtout quand ils n'ont aucune autre perspective. Les scènes de torture atroces dans les prisons sous contrôle américain en Iraq en témoignent. Dans *Comment la télé et les jeux vidéos apprennent aux enfants à tuer* David Grossman nous informe sans détours sur l'apprentissage du métier de soldat.

II. Comment lutter?

Après ce qui vient d'être dit, il est clair que nous ne pouvons pas, en tant qu'éducateurs, abandonner nos enfants aux médias. Tous les animaux protègent leurs petits contre les prédateurs.

Les tribunaux ont une mission importante, celle de faire appliquer les lois en vigueur, qui sont tout à fait raisonnables, car la diffusion d'images faisant l'apologie de la violence relève du délit. La décision de la juge de Karlsruhe qui prononça l'expulsion de l'élève constitue un modeste pas dans ce combat et l'interdiction d'utiliser les portables dans les écoles de Bavière, qui existe depuis le 1er août 2006, en est un autre.

En Amérique, des groupements de parents d'élèves portent plainte contre des fabricants de jeux – sur le modèle des procès contre l'industrie du tabac –, les rendant responsables des conséquences: actes de violence, suicides d'adolescents, etc. Même si cette lutte est difficile, elle obtient des succès. (cf. Grossman, in: Hänsel, R. / Hänsel, R., 2006)

Mais naturellement, la responsabilité principale nous incombe à nous les éducateurs. Et nous sommes tout à fait capables de faire quelque chose. Nous le savons grâce à de longues années d'expériences acquises en tant que parents et éducateurs et cela est confirmé par les résultats de la recherche. Les trois composantes de la stratégie d'action contre la violence médiatique que nous proposons sont: débrancher les appareils, informer, proposer autre chose. Elles sont liées: l'une aura peu d'effets sans les autres.

Débrancher les appareils

Sous le titre «The Stanford Study: less TV = less Violence», Grossman décrit, dans son nouveau livre «On Combat», une expérience effectuée dans des écoles primaires de Californie et que nous pourrions mener facilement chez nous si nous le voulions!

ISBN 978-3772522253

«Au printemps 2001, l'université de Stanford publia une étude pionnière qui montrait que moins de télévision entraînait moins de violence. Elle révélait un recul de 50% de la violence verbale et de 40% de la violence physique et cela seulement parce qu'on avait encouragé les enfants à débrancher leurs téléviseurs et leurs consoles de jeux. *Thomas N. Robinson*, professeur assistant en médecine à Stanford et directeur de l'étude a déclaré: «Cette étude nous prouve que l'on peut facilement faire quelque chose et en constater les effets.»

Les chercheurs ont analysé d'abord minutieusement la situation de départ relative au comportement agressif de 192 élèves de troisième et quatrième années de deux écoles primaires comparables de San Jose en Californie en les observant en cour de récréation et en les interrogeant. Ensuite, un programme a été mis en œuvre dans une des deux écoles. L'objectif était que les enfants réduisent volontairement leur consommation de jeux vidéos et regardent moins la télévision. Les deux tiers des élèves se sont déclarés prêts à débrancher leur poste de télévision pendant 10 jours, ce qui était garanti par une bande de contrôle que les parents devaient signer. Pendant les 20 semaines suivantes, plus de la moitié d'entre eux ont limité volontairement le temps passé devant la télévision à moins de 7 heures par semaine.

Au bout de 20 semaines, les chercheurs ont constaté un recul de 40% de la violence physique et de 50% de la violence verbale. Ce sont les enfants qui, au début de l'expérience, étaient les plus agressifs qui ont montré la plus grande amélioration de leur comportement. Les chercheurs ont également observé un recul significatif de l'obésité et des problèmes alimentaires. (Grossman/Christensen (2005). In: Hänsel, R. / Hänsel, R., 2006)

Informer

Beaucoup de familles essaient aujourd'hui de résoudre le problème en ne possédant pas de téléviseur et en n'utilisant l'ordinateur que comme instrument de travail. Ainsi, ils offrent un modèle que les enfants ne remettent pas en question au début. Selon les parents, c'est une solution tout à fait praticable, surtout avec des petits enfants. Naturellement, cela signifie qu'ils passent plus de temps avec leurs enfants dans leur travail et leurs loisirs et cela implique aussi des entretiens avec les parents de copains et de voisins chez qui les enfants pourraient succomber au pouvoir d'attraction des images en couleur.

Réduire le temps passé par nos enfants devant la télévision ou l'ordinateur n'est finalement possible que si notamment nous autres enseignants et parents engageons un vrai dialogue avec eux et réussissons à les convaincre du principe de «non-violence dans tous les domaines – également dans les médias». Cela veut dire que nous devons les amener à rejeter volontairement la violence, et également celle des médias. Nous devons user de persuasion et c'est surtout nécessaire chez les adolescents. Mais ce n'est pas si facile car ils veulent et doivent, au début de l'adolescence, acquérir la capacité de soumettre les valeurs et les normes à une réflexion. Ainsi, ils doivent pouvoir se forger leurs propres opinions sans crainte d'être réprimés par les adultes. C'est pourquoi les convaincre de renoncer à la violence médiatique n'est possible que si nous leur expliquons les problèmes et partageons sincèrement avec eux nos informations, nos doutes, nos choix de valeurs. Contrairement à l'idée fausse – largement répandue mais démentie par les résultats de la psychologie du développement – selon laquelle en tout cas à partir de la puberté, nous n'avons plus aucune influence sur les jeunes, nous pensons que les adolescents nous écoutent tout à fait si nous gardons le contact avec eux.

Naturellement, nous devons, pour que cela soit possible, avoir gagné la confiance de nos enfants dans notre travail éducatif antérieur:

- en nous occupant d'eux et en les encourageant affectueusement,
- en leur offrant un modèle convaincant de refus absolu de la violence, donc aussi de la violence dans nos relations avec eux et les autres personnes.
- en condamnant sans ambiguïté toute forme de violence – qu'elle soit physique ou psy-

Suite page 16

Quelques mythes à propos des jeux vidéos violents

Mythe n° 1

La recherche sur les jeux vidéos violents a donné des résultats très contradictoires

En réalité, quand on procède à une métaanalyse de toutes les études pertinentes, 5 résultats très concordants apparaissent: Ces jeux sont significativement associés à une augmentation des comportements, des pensées et des émotions agressives, à une plus grande stimulation physiologique et à une diminution des comportements d'aide.

Mythe n° 2

Les études qui ont trouvé des effets significatifs sont méthodologiquement les plus faibles.

En réalité, ce sont les études méthodologiquement les plus solides qui ont révélé les effets les plus importants.

Mythe n° 3

Les expériences de laboratoire ne sont pas pertinentes.

En réalité, de nombreux chercheurs ont réfuté pertinemment les arguments avancés contre les études de laboratoire en sciences du comportement. Dans le domaine spécifique de l'agressivité, la validité externe de ces études a été démontrée: les variables qui influencent les comportements violents sont les mêmes en laboratoire que dans le monde réel. […]

Mythe n° 5

Les corrélations ne disent rien sur ce qui est cause et ce qui est effet.

Certes, il faut se garder des conclusions hâtives. Mais les études corrélationnelles sont couramment utilisées dans les sciences modernes. Si elles sont bien conduites, elles permettent de tester des théories. En ce qui concerne l'agressivité, elles permettent également d'éviter des études expérimentales qui seraient moralement condamnables.

Mythe n° 6

Il n'existe pas de preuves d'un lien entre les jeux vidéos violents et les actes de violence grave dans le monde réel.

En réalité, on a observé que l'exposition à des jeux vidéos très violents était corrélée aux bagarres à l'école ou ailleurs, à la violence criminelle, aux agressions, aux vols.

Mythe n° 7

Les jeux vidéos n'influencent qu'une petite proportion de joueurs.

En réalité, il n'existe aucune preuve que les jeunes enfants soient plus négativement influencés que les adolescents, que ceux-ci le soient plus que les jeunes adultes, que les garçons le soient plus que les filles. Il n'est pas encore possible de dire avec certitude que les individus très agressifs sont plus influencés que les individus peu agressifs. Mais les nombreuses recherches sur la violence à la télévision – les processus sont identiques – montrent que même les individus peu agressifs sont aussi influencés négativement.

Mythe n° 8

La violence des jeux vidéos qui se déroulent dans un monde imaginaire n'est pas dangereuse pour les adolescents et les jeunes adultes.

En réalité, des études expérimentales ont montré une augmentation de l'agressivité chez des étudiants après avoir joué à des jeux vidéos violents relevant d'un monde imaginaire. […]

Conclusions

Les études effectuées par des chercheurs de différentes disciplines permettent de savoir comment la violence médiatique augmente l'agressivité à court et à long terme.

a) Tout de suite après l'exposition à la violence, on observe une augmentation de l'agressivité qui est due à divers facteurs:
   - Les pensées violentes augmentent et avec elles la tendance à considérer une provocation légère ou ambiguë comme un acte d'hostilité.
   - Les affects agressifs augmentent.
   - Le niveau de stimulation physiologique générale (rythme cardiaque, etc.) augmente et tend à renforcer la tendance comportementale dominante.
   - Parfois, l'individu imite des comportements violents récemment observés.

b) A long terme, l'exposition répétée à la violence médiatique augmente l'agressivité de l'individu de la manière suivante:
   - Elle engendre des attitudes, des croyances et des attentes plus positives en ce qui concerne le recours à des solutions violentes.
   - Elle crée et rend plus accessibles des scénarios comportementaux violents.
   - Elle diminue l'accessibilité des scénarios non-violents.
   - Elle diminue les réactions affectives négatives normales vis-à-vis des conflits, de l'agressivité et de la violence.

Source: Craig A. Anderson: Violent Video Games: Myths, Facts, and Unanswered Questions, Psychological Science Agenda, vol. 16. No. 5, October 2003

«Divertissements violents»
suite de la page 15

chologique – y compris le manque d'égards – chez nos enfants et les autres personnes, chaque fois que c'est possible.
- en approuvant les actes positifs de nos enfants et en les guidant dans des activités prosociales, auxquelles, si possible, nous devons participer.

C'est seulement sur cette base de confiance qu'ils pourront accepter nos explications, y réfléchir et engager un dialogue sincère avec nous. Ce dialogue devrait présenter les caractéristiques suivantes:
- Nous devons admettre les opinions différentes, les protestations, les émotions des enfants.
- Malgré toute notre compréhension à l'égard de l'opinion des enfants, nous conservons pourtant notre point de vue bien fondé: la violence sous toutes ses formes, même la violence virtuelle, est à rejeter catégoriquement.
- Pour faire valoir nos opinions, nous utilisons exclusivement des stratégies argumentatives. Nous refusons absolument toute «complicité»: pas de jeux vidéos dans nos ordinateurs ni films d'horreur à la télévision.
- Nous montrons aux enfants dans quel contexte se situe la violence médiatique: abêtissement, injustice, oppression, recherche du profit et guerre. Ils sont réceptifs à ces explications.
- Les enfants et les adolescents doivent toujours sentir notre bonne volonté, savoir que ce que nous voulons, c'est uniquement leur bien.

Proposer autre chose

Comme nous l'avons dit plus haut, une limitation du temps consacré aux médias signifie naturellement plus de temps passé avec les enfants et les élèves dans des activités utiles. A côté du dialogue, il est important de faire avec eux des choses qui renforcent la compassion, qui affinent la compréhension d'autrui, favorisent l'empathie et la serviabilité. Car tout cela – les recherches en psychologie du développement l'ont montré – crée un rempart contre la violence en édifiant une barrière morale qui empêche de faire du mal à autrui.

Et il faut absolument que les activités des adolescents leur fassent intérioriser la compassion, le respect de l'autre et d'autres comportements reflétant des valeurs prosociales. Aussi devons-nous absolument montrer l'exemple et nous engager activement, dans toutes les situations, en faveur des valeurs à transmettre: humanité, responsabilité, justice, esprit de conciliation, etc.

L'unanimité semble s'établir parmi les chercheurs sur le fait que pendant l'adolescence, les activités communes avec les parents et non leur prise de distance favorisent la quête d'identité.

Nous pouvons leur apprendre comment faire plaisir à quelqu'un, comment parler à quelqu'un qui ne va pas bien, comment aider un malade; comment résoudre un conflit entre deux personnes. Nous pouvons leur montrer comment contribuer au bien commun dans la famille, en classe ou au niveau de la commune et s'engager pour la paix dans le monde; comment contribuer à l'amélioration des conditions de vie d'autres individus, par exemple en Afrique. La satisfaction éprouvée par l'adolescent le persuade qu'il est possible de bien s'entendre avec autrui. Un tel entraînement renforce ses liens avec ceux qui l'entourent et également avec ceux qui sont plus éloignés, développe son sens de la compassion et lui fait rejeter la violence comme moyen d'imposer sa volonté ou de s'amuser (cf. Staub, E. (1982): *Entwicklung pro-sozialen Verhaltens. Zur Psychologie der Mitmenschlichkeit*. München, Wien, Baltimore).

Nous, parents, ne devons pas prendre nos distances, nous devons faire en sorte que nos adolescents se détournent des influences destructrices comme celle de la violence médiatique. •

«Les parents démocratiques («autoritative») ne sont ni répressifs ni autoritaires. Ils représentent plutôt des valeurs traditionnelles. Ils exigent plus de leurs enfants que les parents permissifs et font preuve de plus de chaleur que les parents autoritaires. Ils sont exigeants dans la mesure où ils guident constamment les enfants dans leurs activités et leur demandent de contribuer au fonctionnement de la famille, par exemple en aidant aux travaux ménagers. Ils n'hésitent pas à les affronter pour obtenir leur accord, imposent clairement leurs valeurs et s'attendent à ce que leurs enfants les respectent. Les parents démocratiques sont ouverts aux besoins affectifs de leurs enfants dans la mesure où ils se montrent chaleureux et leur apportent leur soutien. Ils favorisent également leur développement cognitif en leur offrant un environnement stimulant. Leur attitude se caractérise par leur souci de conserver un équilibre entre l'autonomie et le contrôle, tout en donnant plus de poids à l'autonomie vis-à-vis des adolescents. […] Ils encouragent ces derniers à exprimer leurs opinions, même si elles sont divergentes, et s'efforcent, au fur et à mesure qu'il grandissent, de partager de plus en plus le «pouvoir» (influence) avec leurs enfants.»

Baumrind, D.: A Developmental Perspective on Adolescent Risk Taking in Contemporary America. In: Irwin, C.E. (ed.): Adolescent Social Behavior and Health. New Directions for Child Development, n° 37, San Francisco, Vol. 1987, p. 112)

«Médiacratie»

par André Sprenger, journaliste RP, Ecublens, Suisse

Une étude Univox sur les médias vient d'être publiée. On y relève que le désintérêt pour la politique est de plus en plus prégnant. Quelles sont les causes?

Si elles sont multiples il en est qui touchent intrinsèquement les médias. Il en est une notamment qui doit particulièrement nous interpeller, il s'agit de la qualité de nos médias, à tout le moins de certains.

Le journalisme est-il le lieu d'une crise profonde, d'une perte de repère et d'identité dans un monde où il y a de plus en plus de médias, mais paradoxalement de moins en moins de réel pluralisme.

On peut rétorquer que l'arrivée des journaux gratuits a favorisé la diversité et le pluralisme. Billevesées car la majorité ne livre que des textes d'agences, des événements people. Encore faut-il préciser qu'un fort pourcentage de ces journalistes n'est en réalité que des pseudos journalistes, ils sont tout au plus des «copieurs(ses) – colleurs(ses).» Aucune analyse ou rarement, sur des sujets de fond. A leur décharge, formés à la culture de la pensée unique et de l'inféodation aux pouvoirs en place on leur enseigne principalement le copinage, le narcissisme et le «je te tiens, tu me tiens par la barbichette». Les principes de base de «médiacratie».

A partir de ces éléments la quantité et la qualité du contenu informatif des médias dépendent moins aujourd'hui de facteurs idéologiques que de facteurs socio-économiques. Dans un contexte de concentration importante et de concurrence féroce, les médias recherchent le plus haut niveau de consommation possible et choisissent des options consensuelles, finissant tous par se ressembler.

Marketing et contenu rédactionnel

Le «marketing rédactionnel» désigne cette tendance omniprésente à laisser les stratégies commerciales de l'industrie des médias influencer le contenu même de l'information.

Les méthodes sont bien connues: l'obsession de la «proximité», le façonnage de «stars», l'atténuation des controverses au profit du consensus. Ces dérives sont omniprésentes au sein des rédactions et les armes à utiliser pour les contenir paraissent dérisoires: une plus grande implication des pouvoirs publics pour garantir la qualité de l'information serait appréciable et la réaffirmation de la déontologie professionnelle serait salutaire à la réhabilitation des principes fondateurs.

Il est un autre facteur qui influe sur la qualité journalistique, les «communicateurs». Une grande partie des informations qui circulent est en fait incitée, fabriquée par des agences ou officines de communication. La communication peut être excellente, professionnelle, elle peut même être honnête, mais elle n'est jamais de l'information. Des «paras-journalistes» travaillent comme des journalistes, menant des investigations poussées sur des question stratégiques et cruciales (pillage des ressources naturelles au Congo, trafics d'organes en Chine …) mais ne font pas partie de la profession. Cette information produite devrait être passée au crible de la vérification journalistique avant d'être livrée au public des médias.

Moi par exemple, je suis frappé de l'étonnement de nombreuses personnes lorsque je sollicite de leur part un rendez-vous pour un entretien. Elles semblent tomber de la lune tant l'entretien face à face a été remplacé par le courriel en trois questions lacunaires et trois réponses sibyllines. Souvent non accompagné du simple merci et d'une formule de politesse. Or qui a un peu de pratique connaît la valeur de la discussion homme à homme.

Du courage

Sans une presse libre, indépendante, sans des journalistes qui osent pousser leur cri et ne pas suivre aveuglément la pensée unique et son corollaire la logorrhée bien pensante, notre démocratie est en danger. Lorsque les médias, à tout le moins la majorité, sont inféodés aux pouvoirs en place, à l'argent, à l'économie ou aux religions nous courrons de grands risques. La «médiacratie» est à notre porte. Notre espace de liberté est sans cesse réduit. Nos moyens d'expression sont de plus en plus limités. Plus grave est le fait qu'une frange importante de la société ne puisse plus s'exprimer. Qui la défend? Ce ne sont certainement pas certains journalistes à la solde des pouvoirs en place formés dans le moule de la pensée unique et de la pensée convenue et dont la seule qualité ou presque, est celle d'absence de sens critique.

Nous avons également la chance d'avoir certains médias indépendants, d'un niveau rédactionnel de qualité mais qui sont finalement peu nombreux il faut l'admettre, aussi le public doit-il se battre pour les défendre et les préserver.

Si l'on observe un peu la vie du monde, on doit admettre que nous avons la chance de pouvoir vivre encore dans un pays relativement libre. Alors c'est à nous seuls qu'incombe le pouvoir de ne pas nous laisser submerger par les discours nébuleux et les poncifs ressassés par de nombreux médias de caniveau. Nous qui avons la chance de disposer encore de moyens afin de pouvoir nous exprimer, alors utilisons-les. Si l'on veut que l'intérêt pour la politique reprenne force et vigueur il faut avoir des médias qui osent pousser leur cri. L'heure n'est plus aux silences lâches et hypocrites, ni à se draper dans l'habit du faible et du chétif. Le journaliste, aujourd'hui, ne doit plus être un serviteur, mais doit être une lumière. Le journaliste recueille la vérité du citoyen, vient évoquer la rumeur diffuse d'une société. En son nom, il la rassemble, la synthèse, l'explicite. Il défend les humiliés et soutient les opprimés. Il explique la position des puissants et de ceux qui, ayant le pouvoir, n'écoutent pas assez la voix sociale. Il rend le discours pluriel sensible et audible en facilitant la compréhension par le citoyen de la démocratie et de ses rouages. Le journaliste doit donner au citoyen l'image la plus exacte, la saveur la plus fine de ce que peut être la liberté. C'est à ce titre qu'*Horizons et débats* a sa place dans le paysage médiatique. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

❏ Veuillez faire parvenir six numéros à l'essai gratuitement aux adresses suivantes:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51

CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich